



Assemblée nationale

# journal des Débats

Deuxième session — 31<sup>e</sup> Législature

Le mardi 12 juillet 1977

Vol. 19 — No 69

Président: M. Clément Richard

## Table des matières

Présentation de motions non annoncées	
Révocation de l'ordre de renvoi à la commission plénière des projets de loi nos 8, 34, 35 et 36 relatifs aux affaires municipales. ....	1959
Révocation de l'ordre de renvoi à la commission de l'éducation du projet de loi no 1 : Charte de la langue française. ....	1959
Report de la recevabilité de la motion (Mme le Président). ....	1964
Présentation des projets de loi au nom du gouvernement	
Projet de loi no 101 — Charte de la langue française. ....	1964
Première lecture. ....	1964
Débat sur la recevabilité de la motion de première lecture. ....	1966
Décision de Mme le Président sur la recevabilité de la motion. ....	1977
Vote de première lecture. ....	1977
Demande de mini-débat	
Bibliothèque pédagogique de la CECM. ....	1978
Dépôt de documents	
Rapport annuel de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes. ....	1981
Rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation _____	1981
Rapport de l'Office du crédit agricole sur le crédit forestier. ....	1981
Questions orales des députés	
Distribution du projet de loi no 101 à la presse. ....	1981
Commission de transport de la CRO. ....	1984
Inscription des élèves anglophones. ....	1986
Fermeture des petites écoles. ....	1986
Rapport du Bureau de la statistique du Québec. ....	1988
Alliance Sécurité blindée. ....	1990
Question de privilège	
Mémoires soumis à la commission sur la Charte de la langue française. ....	1991
M. Guy Bisailon. ....	1991
Motion pour faire siéger la commission des affaires sociales	
Vote sur la motion. ....	1992
Travaux parlementaires. ....	1992
Projet de loi no 2 — Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale	
Deuxième lecture (suite). ....	1994
M. Michel Le Moignan. ....	1994
M. Lucien Caron. ....	1996
M. Guy Bisailon. ....	1998
M. Fernand Lalonde. ....	2001
M. Louis O'Neill. ....	2003
Mini-débat sur la bibliothèque de la CECM	
Mme Thérèse Lavoie-Roux. ....	2005
M. Jacques-Yvan Morin. ....	2006
Ajournement. ....	2006

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances*

*Adresse: Service des Documents Parlementaires*

*Assemblée nationale*

*Hôtel du Gouvernement, Québec*

*G1A 1A7*

*Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762*

Le mardi 12 juillet 1977

(Quinze heures et douze minutes)

**Mme le Vice-Président (Mme Cuerrier):** À l'ordre, mesdames et messieurs!

Affaires courantes.  
Dépôt de rapports de commissions élues.  
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.  
Présentation de motions non annoncées.  
M. le leader du gouvernement.

**Révocation de l'ordre de renvoi  
à la commission plénière des  
projets de loi nos 8, 34, 35 et 36  
relatifs aux affaires municipales**

**M. Burns:** Mme le Président, je propose que les articles qui apparaissent aux articles 2, 3, 4 et 5 de notre feuillet, soit, à l'article 2, le projet no 8, Loi sur les subventions aux municipalités de 10 000 habitants ou plus; à l'article 3, projet de loi no 34, Loi modifiant la Loi de la Commission municipale; à l'article 4, projet de loi no 35, Loi modifiant la Loi des travaux municipaux, et, finalement, à l'article 5, projet de loi no 36, Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec, la Loi de la Communauté urbaine de Montréal, et la Loi de la Communauté urbaine régionale de l'Outaouais, je propose, dis-je, pour ces quatre projets de loi qui sont actuellement soumis à un ordre de commission plénière, je soumetts donc, Mme le Président, je le répète, une proposition pour que l'ordre de commission plénière, et ceci après consultation avec l'Opposition, tout le monde m'ayant dit que cela était acceptable, que cet ordre de commission plénière ou de renvoi à la commission plénière soit révoqué.

Je m'explique tout de suite, Mme le Président. C'est que, à la suite des discussions que j'ai eues avec les représentants de l'Opposition, ces quatre projets de loi, au lieu d'être déferés à la commission plénière seront, éventuellement en temps utile, déferés à la commission élue des affaires municipales pour que cette commission puisse siéger dès cet après-midi.

**Mme le Vice-Président:** Cette motion est-elle adoptée?

**M. Lavoie:** Oui, adopté.

**Mme le Vice-Président:** Adopté.

**Révocation de l'ordre de renvoi  
à la commission de l'éducation  
du projet de loi no 1 :  
Charte de la langue française**

**M. Burns:** Alors, Mme le Président, dans un deuxième temps, je propose que l'ordre de renvoi du projet de loi no 1, Charte de la langue française au Québec, qui avait été déferé à la commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, soit également révoqué.

**Mme le Vice-Président:** Cette motion est-elle adoptée?

**M. Levesque (Bonaventure):** Un instant! Vote enregistré.

**Mme le Vice-Président:** Qu'on appelle les députés!

**M. Lavoie:** Pour les lois municipales, pourriez-vous répéter votre deuxième, vous nous avez un peu surpris.

**M. Burns:** Je ne vous fais pas de cachette.

**M. Lavoie:** Ah!

**M. Burns:** Je vous dis qu'éventuellement le projet de loi no 1, qui s'appelle actuellement Charte de la langue française au Québec, sera retiré.

**M. Lavoie:** Où est-il présentement?

**M. Burns:** Il est à la page 8 du feuillet.

**M. Lavoie:** Au lieu d'être à la page 8, je croyais qu'il était en commission parlementaire.

**M. Burns:** C'est pour cela que je fais une motion de révocation de l'ordre des commissions parlementaires. Je pense que c'est normal, et je vous soumetts, Mme le Président, que, d'abord, nous reprenions charge du projet de loi, c'est-à-dire que nous le ramenions en Chambre, et que la façon de le faire soit une motion de révocation de l'ordre qui apparaît à la page 8, relativement à ce projet qui avait été déferé à la commission de l'éducation.

**M. Levesque (Bonaventure):** Mme le Président, relativement à cette motion, comme la Chambre n'est pas officiellement saisie des procédures, ou enfin de ce qui se passe à la commission parlementaire de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, le leader du gouvernement pourrait-il nous dire si la commission a exprimé le voeu de mettre fin à ses travaux ou encore si la commission a eu l'occasion de faire rapport à l'Assemblée nationale?

**M. Burns:** Dans l'un et l'autre cas, Mme le Président, la réponse est non.

**M. Levesque (Bonaventure):** Après cinq semaines de travaux, après les motions de renvoi qui se faisaient quotidiennement par le leader du gouvernement à la commission de l'éducation, est-ce que le leader du gouvernement pense qu'il est normal pour cette Assemblée de conclure qu'il ne s'est rien passé à la commission parlementaire de l'éducation, des affaires culturelles et des communications? Est-ce qu'on peut penser, Mme le Président, qu'à ce moment-ci on puisse ainsi

passer une sorte d'éponge sur ce qui s'est passé, alors que des dizaines et des dizaines de personnes sont venues témoigner et que, pendant cinq semaines, plusieurs de nos collègues ont eu à siéger à la commission parlementaire de l'éducation, des affaires culturelles et des communications? Est-ce qu'on peut ainsi nous demander, à ce moment-ci, d'accepter le retrait d'un projet de loi sans que l'on n'ait eu aucune nouvelle, officiellement du moins, d'une commission qui a retenu l'attention des parlementaires, des membres de la commission ainsi que de plusieurs personnes qui sont venues témoigner pendant plus de cinq semaines?

**M. Burns:** Mme le Président, je m'excuse, je suis obligé d'invoquer le règlement. Je suis prêt, si vous me le permettez, Mme le Président, et si l'Opposition me le permet, à répondre très brièvement à ces questions qui ont été, soit dit en passant, illégalement soulevées, parce qu'une motion comme celle que je viens de faire n'est pas débattable en vertu de l'article 90.

**M. Lavoie:** 90.

**M. Burns:** Oui, 90.

**M. Levesque (Bonaventure):** En vertu de la transparence?

**M. Burns:** Non, non, en vertu de la transparence, je peux vous répondre cependant. Et en vertu de la transparence, je vais vous dire que le projet de loi...

**M. Brochu:** Question de règlement, Mme le Président.

**Mme le Vice-Président:** Pour vous aussi, M. le leader du gouvernement, je dois invoquer l'article 90. Je dois vous dire que cet avis n'est pas débattable. J'ai compris tantôt que le vote avait été demandé sur cette motion. Qu'on appelle...

**M. Lavoie:** Suite à la question de règlement, Mme le Président.

**Mme le Vice-Président:** Sur une question de règlement, alors, M. le leader du gouvernement, c'est vous qui aviez la parole, sur la question de règlement.

**M. Brochu:** Mme le Président...

**Mme le Vice-Président:** Un moment...

**M. Burns:** Sur la question de règlement, Mme le Président, j'avais demandé la parole. Je dis tout simplement, Mme le Président, qu'en vertu de cette même transparence qu'invoquait le chef de l'Opposition, nous n'avons non seulement pas mis de côté les remarques qui nous ont été faites en commission parlementaire, mais éventuellement et probablement dans les minutes qui viennent, on sera en mesure de juger que nous avons tenu

compte, de façon très sérieuse, des remarques et des mémoires qui nous ont été soumis en commission parlementaire. Cependant, cela ne veut pas dire qu'on doive éterniser cette commission. C'est une décision que le gouvernement a prise. C'est une décision que le gouvernement endossera. C'est une décision pour laquelle le gouvernement prendra ses responsabilités.

**M. Brochu:** Mme le Président...

**Mme le Vice-Président:** Question de règlement, M. le leader de l'Opposition officielle.

**M. Lavoie:** Question de règlement...

**M. Brochu:** Mme le Président...

**M. Grenier:** Vous devriez savoir que l'Union Nationale est aussi ici en Chambre.

**M. Brochu:** Il y a eu plusieurs questions de règlement successives. Je ne veux pas brimer les droits...

**Mme le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! J'ai donné la parole au leader de l'Opposition officielle. Je tiendrai compte de votre intervention après.

**M. Lavoie:** Je voudrais justement discuter de l'article invoqué par le leader parlementaire du gouvernement. On va lire ensemble l'article 90 en vertu...

**M. Burns:** Lisez la dernière ligne et vous allez comprendre.

**M. Lavoie:** Non, non, on va le lire, il n'y a que sept ou huit lignes. On a le temps.

**M. Burns:** Lisez donc la dernière phrase.

**M. Lavoie:** "Seule la personne au nom de qui est inscrit un ordre du jour peut proposer, par motion non annoncée, la révocation de cet ordre du jour, sauf qu'un ministre peut proposer la révocation de tout ordre du jour inscrit au nom du gouvernement. Cette motion ne peut être amendée; elle ne peut non plus être débattue, sauf dans les cas prévus à l'article 125". Je voudrais vous dire, Mme le Président, qu'à la page 8 de notre feuilleton d'aujourd'hui, ce n'est pas un ordre du jour. Un ordre du jour apparaît aux affaires du jour.

Prenons comme exemple l'article 10 du feuilleton: deuxième lecture, projet de loi no 20, Loi modifiant la Loi autorisant des prêts à certains pêcheurs commerciaux, au nom de M. Duhaime. Il s'agit d'un ordre du jour. Après la première lecture, cela a été déféré à la séance suivante comme ordre du jour et, si on se comprend bien, c'est un ordre du jour qui paraît aux affaires du jour. Mais, à la page 8, il ne s'agit pas d'un ordre du jour; si on prend le titre de la section, c'est: Projets de loi inscrits au nom du gouvernement et transmis pour étude à des commissions, après la première lecture.

La preuve que ce n'est pas un ordre du jour au nom d'un ministre, c'est que c'est écrit seulement au deuxième paragraphe: 27 avril, projet de loi no 1, Charte de la langue française du Québec, M. Laurin, commission de l'éducation. Ce projet de loi est en possession d'une commission de l'Assemblée nationale actuellement. Il ne s'agit pas d'un ordre du jour prévu à l'article 90. Ce que couvre l'article 90, c'est l'exemple que je vous donnais tout à l'heure, l'article 10, au nom de M. Duhaime. Lui ou le leader du gouvernement pourrait demander la révocation de l'ordre du jour de la loi no 20, en l'occurrence, le projet de loi no 1 ne fait pas l'objet d'un ordre du jour. Le projet de loi no 1 est en possession d'une commission. D'ailleurs, je vois mal aujourd'hui cette motion non annoncée du leader du gouvernement alors que j'ai demandé, hier, sur la même question, une directive à la présidence. La présidence était occupée par le député de Prevost et ce dernier nous a dit que, comme occupant à la présidence, il nous donnerait cette directive. Je crois que c'est tout à fait indécent pour l'Assemblée d'adopter une motion non annoncée aujourd'hui avant que nous n'ayons cette directive de la présidence. Nous voulons que l'article no 118-A, paragraphe 6, soit respecté, si le règlement a encore un certaine valeur. Je dois dire, également, comme argument supplémentaire, qu'en vertu de l'article no 99, paragraphe 3, il est interdit à un député qui a la parole de se référer aux opérations et aux délibérations d'une commission avant qu'elles soient rapportées à l'Assemblée.

C'est un argument de plus, en ce sens que le projet de loi no 1 étant la possession d'un démembrement de l'Assemblée, d'un mandat de l'Assemblée qui est la commission, on doit respecter cette commission. Tant que la commission ne s'est pas départie du projet de loi no 1 en nous faisant rapport, je ne vois pas comment l'Assemblée peut l'en départir, à moins que cela ne soit fait d'une façon — je ne sais pas — avec finesse, avec des petits trucs et sans aucune décence.

Je crois que, pour ces raisons, vous ne devriez pas accepter la motion du leader du gouvernement pour les deux ou trois raisons que je vous ai données, Mme le Président.

**Mme le Vice-Président:** Sur la question de règlement, M. le député de Richmond.

**M. Brochu:** Sur la question de règlement, Mme le Président, nous avons à déplorer aujourd'hui un peu les événements qui se présentent et les perturbations à l'intérieur desquelles on se trouve actuellement parce que, jeudi dernier, justement, en commission parlementaire...

**Mme le Vice-Président:** Sur la question de règlement, M. le leader adjoint de l'Union Nationale.

**M. Brochu:** ...Mme le Président, l'Union Nationale avait clairement signifié qu'à cause des différentes catégories de mémoires qui n'avaient pas été reçues, on s'exposait à fermer prématurément une commission qui aurait dû continuer ses travaux et aller jusqu'à l'étape de son rapport.

**Mme le Vice-Président:** M. le leader adjoint de l'Union Nationale, vous devez vous exprimer maintenant sur la question de règlement.

**M. Brochu:** Mme le Président, je me conforme à vos directives pour indiquer que le leader du gouvernement aurait eu, évidemment, différentes façons d'agir à ce stade-ci, mais que la façon qu'il emploie dénote l'improvisation à l'intérieur de laquelle il se trouve pour tenter par un coup de théâtre de faire changer la chemise...

**Mme le Vice-Président:** M. le leader de l'Union Nationale, vous devez intervenir sur la question de règlement. Il y a une motion maintenant et la discussion est à savoir si cette motion est recevable ou non et de quelle façon. Vous n'avez pas à intervenir sur les intentions ou quoi que ce soit d'autre. Sur la question de règlement, M. le leader adjoint de l'Union Nationale.

**M. Brochu:** La motion, à notre avis, Mme le Président, n'est absolument pas recevable. Je n'entrerai pas dans les détails auxquels a fait allusion le leader de l'Opposition officielle pour indiquer également que le projet de loi no 1 est encore la possession de la commission parlementaire et qu'actuellement...

**M. Burns:** C'est pourquoi on demande la révocation de l'ordre.

**M. Brochu:** ...ce qu'on est en train de faire, c'est simplement une tactique qui, à notre avis, brime les droits des députés élus à cette Assemblée nationale et c'est simplement de trancher ce coup de théâtre pour faire changer la chenille en papillon. On ne nous passera pas ce sapin, soyez-en assurée et on ne marchera pas dans ce jeu où le gouvernement veut nous entraîner. On est ici pour travailler d'une façon sereine, d'accord, mais également d'une façon logique, en respectant...

**Mme le Vice-Président:** Sur la question de règlement, M. le député de Beauce-Sud.

**M. Roy:** Il y a un point que j'aimerais soulever à l'attention des membres de l'Assemblée nationale. Je n'ai pas l'intention de reprendre les propos qu'a tenus le leader de l'Opposition officielle. J'aimerais quand même vous signaler, Mme le Président, que si on se réfère à la lettre du règlement, ainsi qu'à l'esprit du règlement, lorsqu'on regarde aux affaires du jour, il n'y a aucune indication en ce qui a trait au projet de loi no 1. On demande justement de le révoquer alors qu'il ne paraît pas au feuilleton à l'article des affaires du jour.

De plus, j'aimerais ajouter les dispositions de l'article 119 qui lie la commission et qui lie quand même l'Assemblée: "Lorsque, après une première lecture, un projet de loi a été étudié en commission élue, le rapport est déposé à l'Assemblée nationale et distribué à ses membres. La deuxième lecture du projet de loi est fixée à la séance suivante." C'est à ce moment que paraît dans le feuil-

leton l'inscription du projet de loi dans les affaires du jour en deuxième lecture. C'est à partir de cette inscription que le leader du gouvernement ou le parrain d'un projet de loi peut intervenir et demander son retrait. Étant donné que cela ne paraît aucunement dans les affaires du jour dans le feuilleton, je vois très mal comment je pourrais voter sur une motion concernant le retrait d'une affaire qui ne paraît pas dans le feuilleton.

**M. Brochu:** Sur la question de règlement, Mme le Président, je dois d'ailleurs vous...

**Mme le Vice-Président:** Sur la question de règlement, M. le leader adjoint de l'Union Nationale.

**M. Brochu:** Je dois d'ailleurs également rappeler à cette Chambre...

**M. Burns:** Je pense que le député de Richmond a déjà exposé sa question de règlement, je ne pense pas qu'on doive revenir 14 fois d'affilée sur une question de règlement.

**M. Brochu:** Je voudrais une directive, Mme le Président.

Mme le Président, je vous rappellerai tout à l'heure qu'on a permis au leader...

**Mme le Vice-Président:** À l'ordre!... À l'ordre!... À l'ordre, M. le député de Richmond.

Je vous ai déjà donné la parole, M. le député de Richmond. Rapidement sur la question de règlement.

**M. Brochu:** Merci, Mme le Président. Simple-ment pour rappeler à cette Chambre qu'en vertu de l'article 118-A, sixièmement, et je le lis, en parlant de la commission parlementaire sur le projet de loi no 1: "Lorsqu'elle croit être suffisamment renseignée, la commission peut décider de cesser les auditions." À ce que je sache, Mme le Président, à aucun moment, la commission comme telle ne s'est prononcée elle-même sur le fait de décider de la fin de ses auditions. On est complètement en dehors du règlement.

**M. Burns:** On n'est pas en dehors du règlement.

**Une voix:** Nous ne sommes pas en dehors du règlement.

**Mme le Vice-Président:** Nous allons suspendre la séance pour quelques minutes.

**M. Blank:** Est-ce que je peux parler sur la même question de règlement?

**Mme le Vice-Président:** Sur la question de règlement?

M. le député de Saint-Louis, sur la question de règlement.

**M. Blank:** Mme le Président, le leader du gouvernement a invoqué l'article 90 pour appuyer sa

motion non annoncée. L'article 90 et les motions non annoncées sont des exceptions à la règle générale. S'il y a une exception à la règle générale, suivant la jurisprudence à ce sujet et l'interprétation des lois, les faits doivent tomber exactement dans l'exception. On ne peut pas dire: Peut-être est-ce la même chose, peut-être cela peut-il être considéré comme quelque chose du même genre. Ce n'est pas cela, lorsqu'il s'agit d'une exception. Quand on plaide une exception, cela doit tomber exactement dans les mots de l'article.

Cela veut dire que dans ces cas-ci, suivant l'argument du leader de l'Opposition officielle, du député de Beauce-Sud et du député de Richmond, cela ne tombe pas exactement dans cet article, particulièrement la question concernant l'ordre du jour. Cela a été saisi par une commission qui constitue un démembrement de cette Assemblée. C'est vrai que l'Assemblée nationale est maîtresse de ses activités et que le roi, le maître peut faire ce qu'il veut, mais il doit suivre le règlement. Le règlement, si ce n'est pas un cas d'exception tel que stipulé à l'article 90, doit suivre son cours, c'est-à-dire une motion de fond avec un avis au feuilleton, si on veut faire quelque chose. Si on veut suspendre les articles 118-A, 119-A et 119-B, on doit le faire par motion de fond, avec avis. C'est la façon de procéder, la façon démocratique et parlementaire. Ce que le gouvernement essaie de faire aujourd'hui, c'est antidémocratique, anti-parlementaire. Depuis 17 ans que je suis ici, cela ne s'est jamais vu.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Mont-Royal?

**M. Ciaccia:** Mont-Royal, oui.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Mont-Royal.

**M. Marchand:** C'est à Montréal.

**Mme le Vice-Président:** Question de règlement, M. le député de Mont-Royal.

**M. Ciaccia:** Question de règlement et j'en fais aussi une question de privilège, Mme le Président. Pendant que nous siégeons vendredi, à la commission parlementaire, on débattait certaines motions. J'avais souligné au député de Saint-Jacques...

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Mont-Royal, vous ne pouvez pas invoquer des choses qui se sont passées à la commission parlementaire tant qu'elle est...

À l'ordre! Sur une question de privilège?

**M. Ciaccia:** Et de règlement en même temps, Mme le Président. Quand j'entends le leader parlementaire qui, ce matin, veut retirer, par une motion, le projet de loi...

Je me suis laissé dire, vendredi, à la commission parlementaire, quand j'ai soulevé le point, qu'on ne pouvait pas annuler les travaux de cette

commission parce qu'on siégeait d'après un ordre de l'Assemblée nationale, un ordre qui avait été donné par cette Assemblée à la suite d'une motion du leader parlementaire. Cet ordre de l'Assemblée nationale prévoyait que nous devions siéger vendredi et, si nous n'avions pas terminé nos travaux vendredi, à une heure, nous devions recommencer lundi matin, à dix heures. Après cela, ce fut changé pour onze heures à la demande du député de L'Acadie.

Quand j'ai soulevé la question que les travaux de cette commission ne pouvaient pas être terminés vendredi parce que nous suivions un ordre de l'Assemblée et seulement l'Assemblée nationale pouvait mettre fin à cette commission, à moins que l'on ne procède selon l'article 118 — ce qui n'était pas fait — je me suis fait dire que la Chambre siégeait et qu'on aurait un ordre ce matin-là pour mettre fin à la commission.

Je vois maintenant, Mme le Président, que j'ai été induit en erreur. Non seulement c'était antidémocratique — ce qui a été fait — d'essayer de nous bâillonner, mais j'ai été induit en erreur en me faisant dire que l'ordre serait donné ce vendredi matin par l'Assemblée nationale. Je vois vraiment maintenant que cela n'a pas été fait. Maintenant, on essaie d'y revenir aujourd'hui, pendant qu'on devrait encore siéger, parce que les travaux de cette commission ne sont pas terminés, on vient essayer, par une autre tactique, de mettre fin à ces travaux.

**M. Marchand:** Entièrement d'accord.

**M. Ciaccia:** Je soutiens, Mme le Président, que nous devons être devant cette commission, nous siégeons, nous écoutons et nous poursuivons les travaux de la commission.

**M. Charron:** Question de privilège.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Mont-Royal.

Sur une question de privilège, M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Charron:** Mme le Président, je ne sais pas si vous maintenez votre suggestion de suspendre les travaux, mais, avant même que vous ne le fassiez, je voudrais soulever une question de privilège sur les propos du député de Mont-Royal, lorsqu'il a dit qu'il a été, comme membre de cette Assemblée et membre de la commission, induit en erreur vendredi dernier. J'étais le proposeur de la motion d'ajournement des travaux sine die de cette commission, étant moi-même membre de la commission. Je ne l'ai pas induit en erreur; au contraire, je suis d'accord avec lui, seule l'Assemblée nationale peut révoquer cet ordre maintenant. C'est ce que fait la motion présentée par le leader du gouvernement. Il n'a donc pas été induit en erreur, nous faisons aujourd'hui ce qu'il estime ne pas avoir été fait la semaine dernière.

**M. Ciaccia:** Vous m'avez dit que vous le faisiez vendredi matin, monsieur.

**Mme le Vice-Président:** Les travaux de cette Assemblée sont suspendus pendant dix minutes.

(Suspension de la séance à 15 h 36)

### (Reprise de la séance à 15 h 58)

**Mme le Vice-Président:** À l'ordre, mesdames et messieurs!

M. le leader de l'Opposition officielle, en vertu de quoi voulez-vous intervenir?

**M. Lavoie:** Sur la même question de règlement. Je prends à témoin le député de Maisonneuve, le député de Saint-Jacques et les députés qui ont siégé dans l'ancien Parlement. Tant que votre décision n'est pas rendue, je crois que c'est votre privilège d'être totalement éclairée avant que vous ne la rendiez. J'aurais quelques mots, très brièvement, à ajouter. Il y a eu de multiples précédents à cet effet. Je pense que personne ne peut réfuter mon avancé. Je voudrais ajouter deux courtes remarques sur la décision que vous rendrez.

Premièrement, je répète que vous ne pouvez pas, de même que le leader du gouvernement, invoquer 90 parce que, comme je l'ai dit tout à l'heure, il ne s'agit pas d'un ordre du jour, tellement que cela ne paraît même pas à la rubrique des ordres du jour. Le leader du gouvernement ne pourrait même pas l'appeler. Ce n'est pas aux ordres du jour, c'est dans la section des renvois de projets de loi en commission.

Deuxièmement, on ne pourrait même pas invoquer 86 même si on en avait le goût. 86 dit que "celui qui a proposé un projet de loi ou un budget de dépenses peut le retirer en tout temps à la suite d'une motion non annoncée. Cette motion n'est pas susceptible de débat ni d'amendement."

On pourrait invoquer deux choses, on pourrait prendre deux moyens, Mme le Président, à mon point de vue. Soit qu'on retourne en commission et que la commission termine, se déclare suffisamment éclairée et que l'on fasse rapport. Ce serait la formule normale, d'après 118-A, sixièmement. Je vais donner une autre planche au leader du gouvernement, une autre formule. Il pourrait invoquer 89, qui se lit comme suit: "Seul un ministre peut proposer, par motion non annoncée, la révocation d'un ordre ou d'une résolution de l'Assemblée. Le débat peut porter tant sur le fond de l'ordre ou de la résolution à révoquer que sur cette motion." Il devrait y avoir un débat, en vertu de 89. Pour vous dire comment il s'agit d'un ordre de l'Assemblée, je me réfère au procès-verbal du 27 avril 1977, aux pages 175 et 176, où il y a eu la proposition de la première lecture du projet de loi par le ministre d'État aux affaires culturelles, où il y a eu un vote.

En haut de la page 176, on voit l'ordre de la Chambre qui, à ce moment, s'est dessaisie du projet de loi no 1 pour le confier à une commission. Cela se lit comme suit: En conséquence le projet

de loi est lu la première fois. Conformément à l'article 118a du règlement et sur la motion de M. Burns, le projet de loi no 1 est déposé pour étude à la commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications. Il s'agit d'un ordre, et la Chambre s'est dessaisie et elle n'est plus en possession de ce projet de loi tant que la commission ne le lui a pas remis ici à la Chambre.

Ce sont les remarques que je voulais faire pour vous dire que la motion du leader du gouvernement n'est certainement pas acceptable.

**M. Roy:** Mme le Président, sur le point qui vient d'être soulevé, je voudrais apporter une brève observation, suite aux propos que vient...

**Mme le Vice-Président:** Ce sera la dernière que j'entendrai.

**M. Roy:** Merci, Mme le Président. Je voudrais vous rappeler les dispositions de l'article 99, paragraphe 3, alors qu'il est dit qu'il est interdit à un député qui a la parole, pas sur des sujets donnés, mais sur tous les sujets, de se référer aux opérations et aux délibérations d'une commission avant qu'elles soient rapportées à l'Assemblée. C'est totalement interdit. L'article de notre règlement 99 est très clair là-dessus. La seule motion, à mon avis, Mme le Président, qui pourrait être retenue par l'Assemblée, c'est la révocation de la motion de renvoi à la commission de l'éducation. Puisque c'est l'ordre qui a été donné par l'Assemblée, c'est la seule motion que le leader du gouvernement peut faire.

#### Report de la recevabilité de la motion

**Mme le Président**

**Mme le Vice-Président:** La question qui fait maintenant que je ne puis pas statuer sur la recevabilité de la motion du leader du gouvernement est celle-ci: c'est à savoir si le projet de loi no 1, Charte de la langue française au Québec, de la commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications est bien à l'ordre du jour ou ne l'est pas. Je prends cette décision en délibéré. Je rendrai ma décision avant la fin de la semaine.

**M. Levesque (Bonaventure):** La transparence.

**Mme le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! Nous sommes à l'article des motions non annoncées.

Présentation des projets de loi au nom du gouvernement.

**M. Burns:** Article n), Mme le Président.

#### Projet de loi no 101

##### Première lecture

**Mme le Vice-Président:** M. le ministre d'État

au développement culturel propose la deuxième lecture du projet de loi de la Charte de la langue française.

**Une voix:** Première lecture.

**Mme le Vice-Président:** La première lecture. J'ai dit la deuxième?

**Une voix:** Oui.

**Mme le Vice-Président:** C'est un lapsus, je m'excuse.

**M. Laurin:** Mme le Président, j'ai derechef le plaisir de déposer le projet de loi no 101, Charte de la langue française.

Ce projet de loi appelé à remplacer la Loi sur la langue officielle adoptée en 1974 affirme, à l'article 1, que le français est la langue du Québec.

**Mme le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre d'État au développement culturel, vous avez la parole.

**Une voix:** Quel numéro?

**M. Laurin:** Merci, Mme le Président. 101, 1 — 0 — 1. Ce projet de loi appelé à remplacer la Loi sur la langue officielle...

**M. Marchand:** Il en reste combien à venir?

**M. Laurin:** ... adoptée en 1974, affirme, à l'article 1, que le français est la langue officielle du Québec.

Au chapitre II, la loi reconnaîtra certains droits linguistiques fondamentaux: À toute personne, le droit que communiquer en français avec elle l'administration, les organismes parapublics et les entreprises, ainsi que le droit de s'exprimer en français en assemblée délibérante; aux travailleurs, le droit d'exercer leurs activités en français; aux consommateurs, le droit d'être informés et servis en français; aux personnes admissibles à l'enseignement, le droit de recevoir cet enseignement en français.

Au chapitre III, la loi consacrera la langue française comme langue de la législation et de la justice. Les lois et les règlements seront rédigés en français et n'auront de caractère officiel que dans cette langue. Toutefois, une version anglaise en sera imprimée et publiée par l'administration.

Les personnes morales s'adresseront en français aux organismes judiciaires ou quasi-judiciaires. Elles plaideront devant eux dans la langue officielle à moins que toutes les parties à l'instance ne consentent à plaider en langue anglaise.

Les pièces de procédure émanant des organismes judiciaires ou quasi-judiciaires, ou expédiées par des avocats, seront rédigées en français. Elles pourront l'être dans une autre langue si la personne physique à qui elles sont adressées y consent.



Les jugements rendus seront rédigés en français ou accompagnés d'une version française dûment authentifiée. Seule la version française du jugement sera officielle.

Il y a des changements, vous ne les voyez peut-être pas, mais vous allez les voir.

Au chapitre IV, la loi fera du français la langue de l'administration.

Elle prescrira l'usage exclusif de la langue officielle dans les cas suivants: la dénomination des organismes et des services de l'administration sous réserve de certaines exceptions; les communications écrites de l'administration avec les autres gouvernements et avec les personnes morales établies au Québec; les communications écrites des organismes de l'administration entre eux; l'affichage de l'administration sous réserve de certaines exceptions; la signalisation routière.

Elle rendra obligatoire l'usage du français sans toutefois interdire l'usage d'une autre langue dans les cas suivants: la rédaction des textes et documents de l'administration; les communications écrites à l'intérieur des organismes de l'administration, les contrats conclus par l'administration au Québec.

Elle laissera facultatif l'usage soit du français, soit d'une autre langue, notamment dans les cas suivants: la correspondance de l'administration avec les personnes physiques qui s'adressent à elles dans une autre langue que le français; les contrats conclus par l'administration avec l'étranger; les communications internes des organismes scolaires dont la majorité des administrés sont d'une autre langue que le français ainsi que dans les services scolaires qui dispensent l'enseignement dans une autre langue que le français.

Pour être nommé, muté, promu à une fonction dans l'administration, il faudra avoir une connaissance appropriée de la langue officielle.

Les organismes municipaux ou scolaires dont les administrés sont en majorité d'une langue autre que le français devront se conformer aux articles 14 à 23 avant la fin de l'année 1983 et prendre, dès l'adoption de la loi, les mesures voulues pour atteindre cet objectif.

Au chapitre V, la loi obligera les services de santé, les services sociaux, les entreprises d'utilité publique, les ordres professionnels, et les membres des ordres professionnels à assurer que leurs services soient disponibles dans la langue officielle et qu'ils utilisent la langue officielle dans leurs textes et documents destinés au public, ainsi que dans leurs communications avec l'administration et les personnes morales.

Les ordres professionnels ne seront désignés que par leur dénomination française. Ils ne pourront délivrer de permis qu'à des personnes ayant de la langue officielle une connaissance appropriée à l'exercice de leur profession. Ils pourront, cependant, délivrer des permis temporaires, valables pour un an et renouvelables deux fois seulement avec l'autorisation de l'Office de la langue française, à des personnes qui ne remplissent pas les exigences de la loi quant à la connaissance de la langue officielle.

Ils pourront, également, avec l'autorisation

préalable de l'office, délivrer, à des personnes déjà autorisées à exercer leur profession à l'extérieur du Québec, un permis restrictif autorisant son détenteur à exercer sa profession pour le compte d'un seul employeur dans une fonction ne l'amenant pas à traiter avec le public.

Au chapitre VI, la loi obligera les employeurs à rédiger dans la langue officielle les communications adressées à leurs employés.

Les conventions collectives et leurs annexes ainsi que les décisions rendues en application d'une convention collective ou en vertu du Code du travail devront être rédigées en français sous peine de nullité.

Un employeur ne pourra congédier ou rétrograder un membre de son personnel pour la seule raison que ce dernier ne parle que le français ou qu'il ne connaît pas suffisamment une langue donnée autre que la langue officielle. Toute contravention à cette disposition, en plus de constituer une infraction, autorisera un salarié à faire valoir ses droits en vertu du Code du travail comme s'il s'agissait d'un congédiement pour activités syndicales.

Il sera également interdit à un employeur d'exiger, pour l'accès à un emploi ou à un poste, la connaissance d'une langue autre que la langue officielle, à moins que l'accomplissement de la tâche ne nécessite la connaissance de cette autre langue.

Les associations de salariés devront communiquer en français avec leurs membres.

Le chapitre sur la langue du travail sera réputé faire partie de toute convention collective.

Le chapitre VII traite de la langue du commerce et des affaires.

Les inscriptions sur un produit ou sur son emballage et les documents ou objets accompagnant ce produit devront être rédigés en français. Cette règle s'applique aux catalogues, brochures, dépliants, jeux, jouets, contrats d'adhésion, formulaires de demande d'emploi, bons de commandes, factures, reçus, quittances et aussi à l'affichage public et aux raisons sociales.

Seul le français sera permis dans l'affichage public et dans la raison sociale, sous réserve de certaines exceptions.

Le chapitre prévoit les cas où l'usage d'une seule langue, autre que le français, sera permis. Par exemple, certains cas d'étiquetage des produits, les contrats d'adhésion, par exemple, si telle est la volonté expresse des parties, la publicité véhiculée par les organes d'information diffusant dans une autre langue et, enfin, les messages de type religieux, politique, idéologique, pourvu qu'ils soient à but non lucratif.

Au chapitre VIII, la loi prescrira que l'enseignement doit se donner en français dans les classes maternelles et dans les écoles primaires et secondaires.

Par dérogation, pourront recevoir l'enseignement en anglais, à la demande de leur père et de leur mère, premièrement, les enfants dont le père ou la mère a reçu au Québec l'enseignement primaire en anglais. Deuxièmement, les enfants dont le père ou la mère est, à la date d'entrée en vi-

gueur de la présente loi, domicilié au Québec et a reçu, hors du Québec, l'enseignement primaire en anglais. Troisièmement, les enfants qui, lors de leur dernière année de scolarité, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, recevaient, mais légalement, au Québec, l'enseignement en anglais dans une classe maternelle publique ou à l'école primaire ou secondaire. Enfin, quatrièmement, les frères et soeurs cadets de ces derniers. Il y a une erreur dans les dispositions écrites.

Le ministre de l'Éducation pourra conférer à des personnes désignées par lui le pouvoir de vérifier l'admissibilité des enfants à l'enseignement en anglais, même si ces enfants reçoivent l'enseignement en français.

Une déclaration d'admissibilité obtenue par fraude ou sur le fondement d'une fausse représentation sera nulle. Par ailleurs, le ministre de l'Éducation pourra annuler une déclaration d'admissibilité émise par erreur.

Il y aura appel auprès d'une commission d'appel instituée à cette fin par le gouvernement des décisions des organismes scolaires et des personnes désignées par le ministre de l'Éducation, concernant l'admissibilité à l'enseignement en anglais, ainsi que des décisions du ministre de l'Éducation d'annuler les déclarations d'admissibilité émises par erreur.

Les organismes scolaires qui ne donnent pas déjà l'enseignement en anglais ne sont pas tenus de le donner.

L'obtention d'un certificat d'études secondaires devra impliquer la connaissance du français parlé et écrit.

Rien dans la loi projetée n'empêchera l'usage d'une langue amérindienne dans l'enseignement dispensé aux Amérindiens.

La loi reconnaît le cri et l'inuttutuit comme langues d'enseignement dans des territoires de la commission scolaire crie et la commission scolaire Kativik tout en permettant l'usage du français ou de l'anglais.

Ces deux commissions scolaires doivent cependant prendre les dispositions nécessaires pour que le chapitre VIII s'applique intégralement sur leur territoire respectif aux enfants dont les parents ne sont pas admissibles aux bénéfices de la Convention de la baie James et du Nord québécois.

Le chapitre IX contient certaines dispositions générales.

La loi permettra d'employer une langue autre que le français dans le cas où elle ne prescrira pas l'usage exclusif de la langue officielle.

Tout ce qu'une loi prescrit de rédiger ou de publier en français et en anglais pourra ne l'être qu'en français.

Le français devra dominer ou à tout le moins figurer d'une façon aussi évidente que toute autre langue dans les cas de publications multilingues.

Rien n'empêchera l'emploi d'une langue en dérogation à la loi lorsque les usages internationaux l'exigeront.

Les Cris, les Inuit et les Naskapis auront droit à l'usage de leur langue respective et seront exemptés de l'application de la plupart des articles

de la loi dans les territoires qu'ils occupent respectivement et dans leurs organismes. Ces derniers auront cependant comme objectif d'introduire graduellement le français dans leur administration.

Le titre II institue l'Office de la langue française, composé de cinq membres, définit ses devoirs et pouvoirs, met sur pied des commissions de terminologie et rattache à l'office la commission de géographie, qui portera désormais le nom de Commission de toponymie.

L'Office de la langue française aura notamment pour mission de vérifier si les organismes de l'administration prennent les mesures voulues pour se conformer à la loi et de voir à ce que les entreprises de 50 salariés ou plus adoptent et appliquent les programmes de francisation et obtiennent des certificats de francisation.

Les entreprises employant 100 personnes ou plus devront, avant le 30 novembre 1977, instituer chacune un comité de francisation d'au moins six personnes, dont au moins le tiers sera formé de représentants des employés. Ces comités auront pour mission d'analyser la situation linguistique de l'entreprise et, le cas échéant, d'adopter et d'appliquer un programme de francisation. L'Office pourra, au cas de contravention, suspendre ou annuler le certificat de francisation. Le projet prévoit un appel des décisions de l'office de refuser, suspendre ou annuler le certificat de francisation.

L'office pourra, avec l'approbation du ministre responsable de l'application de la loi, exiger d'une entreprise employant moins de 50 personnes qu'elle procède à l'élaboration et à l'application d'un programme de francisation.

Le titre III institue une commission de surveillance de la langue française qui sera chargée de faire enquête sur les contraventions à la loi et de préparer des dossiers à l'intention du Procureur général, lequel pourra intenter les poursuites prévues par la loi.

Le titre IV institue le Conseil de la langue française.

Le titre V traite des infractions et peines.

Le projet contient enfin certaines dispositions transitoires et diverses.

L'annexe énumère les diverses composantes de l'administration, les services de santé, les services sociaux, les entreprises d'utilité publique et les ordres professionnels visés au projet.

Merci, Mme le Président.

**M. Lavoie:** Mme le Président.

Merci de vos applaudissements, messieurs.

Mme le Président, sur une question de règlement.

#### **Débat sur la recevabilité de la motion de première lecture**

**Mme le Vice-Président:** Sur une question de règlement, M. le leader de l'Opposition officielle.

**M. Levesque (Bonaventure):** Les applaudissements ont été moins forts.

**M. Lavoie:** Je voudrais souligner bien humblement que, à mon avis, cette motion ne peut être reçue et ne peut être mise aux voix en vertu de l'article 63 de notre règlement. Je vais vous laisser le temps de retrouver, dans le règlement, l'article 63.2. "Une motion ne doit pas soulever non plus..."

**M. Marchand:** On va suspendre.

**M. Lavoie:** ... une question identique au fond à une question qui est alors inscrite ou annoncée au feuillet. Toutefois — c'est un grand principe qu'on ne puisse pas avoir, devant l'Assemblée, deux motions semblables, mais il semble y avoir une exception au règlement — l'annonce ou l'inscription d'une motion au feuillet n'empêche pas de présenter un projet de loi portant sur le même sujet et l'inscription d'un projet de loi au feuillet — je me pose d'abord la question, ici, si ce projet de loi no 1 est vraiment inscrit au feuillet du fait qu'il est en référence — n'empêche pas...

**Des voix:** Oh, oh, oh!

**M. Lavoie:** ... de présenter un projet de loi semblable.

Je voudrais vous souligner, Mme le Président, qu'il n'est pas écrit "identique", mais bien un "projet de loi semblable".

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Lavoie:** D'après la lecture et les notes explicatives que je viens d'entendre, il me semble qu'il s'agit d'un projet de loi tout à fait...

**M. Burns:** Semblable!

**Des voix:** Semblable!

**M. Lavoie:** ... identique, certainement, dans une proportion de 99%. S'il y avait de légères modifications, qui pourraient justifier le mot "semblable", cela pourrait se faire dans le déroulement normal des travaux, par des amendements lors de l'étape des études conventionnelles et normales du projet de loi no 1. Autrement, il s'agit, comme on en parle depuis déjà quelques jours, de strictes manigances, d'un court-circuitage du droit parlementaire. Laissez-moi terminer, Mme le Président, j'ai encore quelque chose à ajouter.

**Mme le Vice-Président:** Sur une question de règlement.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Lavoie:** La procédure parlementaire, cela existe et cela doit suivre le cours normal des délibérations, tel que prévu dans notre règlement et non pas par des manigances.

Je vous demanderais, sur cette question, Mme le Président, d'être aussi prudente que vous l'avez été sur la motion précédente, alors que vous avez remis votre décision d'ici la fin de semaine. Au-

trement, nous devons penser... Il ne faudrait pas vous exposer à nous donner une ouverture portant à croire que la présidence semble s'associer...

**M. Burns:** Des menaces, des menaces!

**M. Charron:** Des menaces!

**M. Lavoie:** ... au gouvernement dans ce scénario, surtout lorsque nous avons l'information que, durant votre délibération, tout à l'heure, il y a eu consultation privilégiée, en votre présence...

**M. Burns:** Ce sont des menaces.

**M. Lavoie:** ... du leader du gouvernement et du leader adjoint.

**Des voix:** Ah!

**M. Burns:** J'invoque le règlement.

**M. Lavoie:** Il y a des témoins à cet effet.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Lavoie:** Ceci n'a jamais été fait dans cette Assemblée. Si vous voulez, pour une fois — je l'espère et je vous le souhaite — vous dissocier de toute décision gouvernementale à cet effet, je vous inviterais à être aussi prudente que vous l'avez été en remettant votre décision d'ici la fin de semaine sur la recevabilité de cette motion; autrement, il y aura de gros points de suspension et d'interrogation devant nos yeux.

**Mme le Vice-Président:** M. le leader du gouvernement.

**M. Burns:** Mme le Président, je vais tenter de rehausser à un niveau plus élevé la discussion...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Burns:** ... sur la question de règlement et de la garder à ce niveau et non pas de vous faire des menaces, Mme le Président, comme vient d'en faire le leader de l'Opposition.

**M. Pagé:** Vous ne les faites pas ici...

**M. Burns:** Mme le Président...

**M. Pagé:**... vous les faites de l'autre côté!

**M. Burns:** ... je pense que la réponse à la question qui vous est posée se trouve justement dans l'argumentation du député de Laval, en regardant de près l'article 63, en regardant également de très près l'argumentation du député de Laval, tant sur l'article 63 que sur la motion qui a été faite tout à l'heure et que vous avez prise en délibéré.

On se rend compte que la deuxième phrase donne raison à la possibilité de déposer un projet de loi nouveau sur un même sujet, même s'il est semblable.

Je signale, entre autres, Mme le Président, que le titre est différent. Je signale, entre autres, qu'il y a, je crois, quelque 34 amendements.

**Une voix:** Il y en a 60.

**M. Burns:** Le ministre me dit 60, évidemment avec les corrélations, etc. Mais, fondamentalement, il y a 34 points différents qui sont changés. Avec les corrélations, les concordances, etc., cela donne quelque 60 changements.

**M. Levesque (Bonaventure):** Par exemple?

**M. Burns:** Vous le verrez lors du dépôt du projet de loi. Quand vous l'aurez entre les mains, vous pourrez nous dire: C'est quoi? Si vous le ne trouvez pas, on vous le dira.

**M. Levesque (Bonaventure):** un exemple?

**M. Burns:** Alors, Mme le...

**Mme le Vice-Président:** M. le leader du gouvernement, sur la question de règlement comme telle, et non pas sur les points du projet de loi.

**M. Burns:** Je veux simplement rappeler la deuxième phrase de l'alinéa 2 de l'article 63 qui dit: "Toutefois l'annonce ou l'inscription d'une motion au feuilletton n'empêche pas de présenter un projet de loi portant sur le même sujet et l'inscription d'un projet de loi au feuilletton n'empêche pas de présenter un projet de loi semblable".

Même le député de Laval, dans l'argumentation qu'il vient de vous présenter, vous laisse entendre qu'il est possible, selon lui, et toute son argumentation sur la motion précédente est en ce sens que, possiblement, le projet de loi n'est pas au feuilletton, comme il est actuellement. Je vous dis tout simplement qu'à la lecture bien simple de l'article 63, alinéa 2, on n'a pas à faire de pathos; on a tout simplement à reconnaître que ce projet de loi est tout à fait recevable. Cela s'est passé, ces dernières années, de la même façon et très facilement.

**M. Blank:** Sur la même question de règlement.

**Mme le Vice-Président:** Sur la question de règlement, M. le député de Saint-Louis.

**M. Blank:** Mme le Président, l'article 63 fait une distinction, au paragraphe 2, deuxième alinéa, entre une motion et une loi. Quand on parle d'une motion, on ne parle pas d'une loi. On parle d'une motion qui est inscrite au nom d'un député, au nom du gouvernement dans le feuilletton. Il y a une distinction, sinon on utilise le même mot: "motion" et "motion"; on a utilisé "motion" et "projet de loi". Je dois dire que cela est différent.

Deuxièmement, sur la question, à savoir si c'est au feuilletton ou non, comme le dit le député de Laval, il y a une distinction aussi. Selon l'article 90, ce n'est pas inscrit à l'ordre du jour. L'argu-

mentation, d'après les motions, c'était sur le feuilletton, mais pas sur l'ordre du jour.

À l'article 63, paragraphe 2, on parle d'une question qui est inscrite ou annoncée. C'est même dans l'avis, dans l'appendice 63. Cela n'a pas besoin d'être dans l'ordre du jour. Cela peut être à n'importe quelle place dans le feuilletton. C'est la grande différence et la grande distinction entre l'ordre du jour et inscrit ou annoncé dans le feuilletton. C'est la distinction. D'après 63, Mme le Président, on a une inscription, une annonce dans le feuilletton sur les questions des lois déferées à la commission. On n'a pas le droit, suivant l'article 63, de déposer un projet de loi semblable. Je ne parle pas d'un texte semblable.

Si le ministre peut franchement de son siège juger que cela n'est pas une loi semblable, j'ai mon voyage.

**Mme le Vice-Président:** M. le leader adjoint de l'Union Nationale, sur la question de règlement

**M. Brochu:** Sur la même question de règlement, Mme le Président, j'aimerais attirer votre attention sur le fait suivant: toujours en me référant à l'article cité, c'est-à-dire l'article 63, paragraphe 2 — et je cite seulement le début pour situer mon intervention — qui dit ceci: "Une motion ne doit pas soulever non plus une question identique au fond à une question qui est alors inscrite ou annoncée au feuilletton."

Mme le Président, il m'apparaît que, si vous jugez acceptable la motion de première lecture du ministre, vous préjugez de la décision que vous devrez rendre à la fin de la semaine, à savoir ce dont on a discuté tout à l'heure. De sorte que, déjà, en acceptant la motion qui a été présentée, vous acceptez de rendre dans un sens donné la décision que vous avez prise en délibéré tout à l'heure.

De plus, Mme le Président, lorsqu'on va plus loin, à l'article 63-2, on dit ceci: Toutefois, l'annonce ou l'inscription d'une motion au feuilletton n'empêche pas de présenter un projet de loi portant sur le même sujet et l'inscription d'un projet de loi au feuilletton n'empêche pas de présenter un projet de loi semblable; s'il s'agit bien d'un projet de loi semblable.

C'est tout simplement, et on ne se le cachera pas, un jeu pour éviter d'imposer le bâillon. Je pense qu'il faut se le dire clairement au départ. En même temps, c'est un aveu implicite qu'on accepte de tordre les règlements pour essayer de s'en servir à des fins politiques partisans. Deuxièmement, il n'est pas semblable puisqu'on a annoncé 60 amendements. Mme le Président, cela veut dire qu'on va se retrouver et qu'on devra se retrouver avec une deuxième commission parlementaire, étant donné que le projet de loi est complètement différent, pour entendre les gens à ce sujet, et on aura deux commissions parlementaires sur la langue.

**Mme le Vice-Président:** M. le leader, vous n'avez pas à intervenir sur ce qui pourrait survenir

après. Vous avez à intervenir maintenant sur la question de règlement comme telle. Votre intervention est-elle terminée?

**M. Brochu:** Pas tout à fait. Merci beaucoup, Mme le Président. Je terminerai cependant en disant simplement ceci: Tout ce spectacle que nous livre actuellement le gouvernement, aujourd'hui, nous place dans une position extrêmement difficile. Il nous est impossible de nous prononcer sur la première lecture du projet de loi parce que l'autre projet est encore pendant là-bas. On a maintenu notre chenille dans le corridor et on la garde là-bas. On a essayé de la passer en papillon tantôt et on la laisse là-bas. Il nous devient impossible de nous prononcer sur la première lecture du projet de loi no 101 parce qu'on n'a vraiment pas réglé la situation.

C'est contre cela qu'on s'élève actuellement en soulevant cette question de règlement, Mme le Président.

**Mme le Vice-Président:** M. le chef de l'Opposition, sur la question de règlement.

**M. Levesque (Bonaventure):** Mme le Président, je voudrais simplement reprendre l'argumentation de mon collègue, le député de Saint-Louis, en insistant sur le sens de l'article 63 de notre règlement, particulièrement le paragraphe 2, l'alinéa 2, qui se lit comme suit: "Une motion ne doit pas soulever non plus une question identique au fond à une question qui est alors inscrite ou annoncée au feuilleton."

Toutefois — et c'est là, Mme le Président, que je veux insister — l'annonce ou l'inscription d'une motion au feuilleton n'empêche pas de présenter un projet de loi portant sur le même sujet — cela est un cas — et l'inscription d'un projet de loi au feuilleton n'empêche pas de présenter un projet de loi semblable. Il est important que l'on regarde de très près les mots utilisés dans cet alinéa. En effet, lorsqu'on parle d'annonce et d'inscription, je pense qu'il s'agit de bien comprendre la définition de ces mots.

L'idée derrière cela, c'est simplement d'empêcher justement de bâillonner un parlementaire, ou même le gouvernement, qui ne pourrait pas présenter de projet de loi parce qu'il y aurait là une motion, disons, d'un député sur le même sujet, prévue pour une discussion le mercredi, ou encore qu'il y aurait, comme on le voit constamment au début du feuilleton, des projets de loi qui sont annoncés, mais qui souvent ne sont même pas appelés.

C'est justement pour éviter au gouvernement ou aux députés en général, pour éviter qu'ils soient dans l'impossibilité de présenter un projet de loi ou une motion parce qu'il y aurait déjà une inscription au feuilleton. Mais ceci ne permet pas, cependant, Mme le Président, et je vous le sou mets respectueusement, au même ministre de présenter un projet de loi semblable ou identique, appelez-le comme vous voudrez, simplement pour éviter de suivre la procédure normale, notre procédure parlementaire. Et, dans un souci de trans-

parence, Mme le Président, il est évident que le parrain du projet de loi sera le premier à admettre, et...

**Mme le Vice-Président:** Tenez-vous-en à la question de règlement, M. le...

**M. Levesque (Bonaventure):** Oui. Je pense bien qu'il sera le premier à admettre qu'il a participé... Et j'espère, Mme le Président, que vous ne voulez pas participer à ce genre de trucage de la procédure parlementaire, car il est évident qu'on a voulu ainsi brimer les droits de ceux qui viennent témoigner devant la commission et court-circuiter ainsi un processus parlementaire normal.

**M. Mackasey:** Mme le Président,...

**Mme le Vice-Président:** Sur la question de règlement?

**M. Mackasey:** Oui, Madame le Président.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

**M. Mackasey:** Mme le Président, le règlement 63 est très simple. Si un gouvernement montre un projet de loi qui n'est pas acceptable à la Chambre, cela arrive souvent dans un gouvernement minoritaire, l'article 63 indique que ce n'est pas possible, selon notre procédure, d'arriver la semaine après avec le même projet de loi.

Mme le Président, I am going to continue in English because, at the rate at which our parliamentary rights are disappearing, I am not sure when that particular right will disappear...

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

**M. Mackasey:** ...

**Mme le Vice-Président:** Oui, oui absolument. Ce n'est pas le fait de mon intervention, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, mais je vous demande...

À l'ordre s'il vous plaît!... À l'ordre s'il vous plaît!

La discussion, actuellement, est à l'effet de décider si la motion est recevable ou non. Je vous demanderais de discuter de la question de règlement comme telle, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

**M. Mackasey:** C'est cela que je fais, Mme le Président. I am explaining exactly why section 63, Mme le Président, I am sure you know why, it exists. I have sent for a book upon which this particular set of rules are based, written by Bourinot or Beauchesne, recognized experts in this field.

Section 63 is simply a method to assure that when a bill is defeated after procedures and a recorded vote, the government cannot come back with that particular bill in another form.

What we have at the present moment, Mme le

Président, is insofar as the rules are concerned, is key off and I say it intentionally because I do not have to do models to the house leader whom I have great respect for on the government side. What we have here is a situation where the Minister of Education of the Government cannot according to the present rule...

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, vous intervenez sur les raisons pour lesquelles cela devrait être recevable, et les intentions du gouvernement. En fait, ce que je comprends dans ce que vous dites, c'est que le règlement no 63 a été fait pour telle ou telle raison. Ce que vous avez à me dire, c'est si le règlement 63 s'applique ici et non pas la raison pour laquelle le règlement a été fait.

**M. Mackasey:** Mme le Président, je m'excuse. C'est exactement la procédure...

**M. Levesque (Bonaventure):** Mme le Président, je demande à mon collègue de m'excuser un instant, simplement parce qu'on ne peut pas laisser passer une telle interprétation. Cela voudrait dire que, lorsqu'on soulève une question de règlement, on n'aurait pas le droit d'argumenter sur le plan historique. Qu'est-ce qui a amené tel règlement dans le but d'éclairer, justement, la présidence sur l'interprétation qu'il faut donner au règlement? Je n'accepte pas qu'on bâillonne le député de Notre-Dame-de-Grâce dans le travail qu'il fait actuellement pour éclairer la présidence et l'opinion de cette Chambre.

**M. Mackasey:** Je n'ai pas fini. Je n'ai pas terminé mes remarques. Il y a une...

**M. Burns:** Su la question de règlement, Mme le Président.

**M. Mackasey:** Vous n'êtes pas le président de cette Chambre, M. le leader.

**M. Burns:** Je demande la parole.

**M. Mackasey:** Vous la demanderez après.

**M. Burns:** Mme le Président, je demande la parole sur la question...

**Mme le Vice-Président:** M. le leader du gouvernement me demande la parole sur une question de règlement. M. le député, je vous redonnerai la parole.

**M. Mackasey:** Pour une information, comment se fait-il que le leader peut demander... excusez-moi une minute...

**M. Burns:** J'ai la parole sur une question de règlement. Cela va être très bref.

**M. Mackasey:** Non, madame, il n'a pas la...

**M. Burns:** Mme le Président, m'avez-vous ou

ne m'avez-vous pas donné la parole sur la question de règlement?

**M. Mackasey:** Mme le Président, il y a déjà quelqu'un qui a demandé la permission de parler...

**Mme le Vice-Président:** M. le député, je pense qu'il est arrivé souvent à cette Assemblée qu'on soit intervenu sur la question de règlement, et qu'à partir des propos de celui qui intervenait, une autre personne ait demandé la parole sur la question de règlement. Je vous demande, M. le député, si M. le leader du gouvernement peut intervenir sur la question de règlement alors que vous êtes en train d'intervenir.

**M. Mackasey:** ...plus tard, je vais demander la même chose, cela peut continuer pendant toute la journée, si vous voulez.

**Mme le Vice-Président:** Si vous avez l'intention de le laisser intervenir?

**M. Burns:** C'est ce que vous êtes en train de faire, d'ailleurs. On est pas dupe de cela. Je veux tout simplement dire, à la suite de ce que le chef de l'Opposition vient de nous dire, que nous n'avons évidemment pas d'ordre à donner à la présidence, que la présidence a le droit d'écouter toutes les interventions possibles et impossibles.

**M. Mackasey:** Je demande la parole, s'il vous plaît, sur une question de règlement.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Notre-Dame-de-Grâce et M. le leader du gouvernement.

M. le leader du gouvernement.

**M. Burns:** Je disais tout simplement...

**M. Saint-Germain:** J'invoque le règlement!

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Saint-Germain:** Je veux bien vous faire remarquer, Mme le Président, que si le leader parlementaire peut, à l'intérieur d'une question de règlement, interrompre le député de Notre-Dame-de-Grâce, j'ai bien le droit d'interrompre le leader parlementaire lorsqu'il soulève, lui aussi, une question de règlement.

**M. Burns:** ... de la présidence à l'effet contraire.

**M. Saint-Germain:** Peut-être y en aurait-il un autre, dans la Chambre, qui voudrait m'interrompre, Mme le Président?

**Mme le Vice-Président:** Votre intervention est faite, M. le député de Jacques-Cartier, vous aviez l'intention de me dire que vous vouliez intervenir sur la question...

**M. Saint-Germain:** Article 63, Mme le Président.

**Mme le Vice-Président:** ... de règlement.

**M. Burns:** Mme le Président, je veux tout simplement dire que je n'ai rien à dire. À ce genre de spectacle, je ne veux pas participer.

**M. Saint-Germain:** Mme le Président, si le leader parlementaire n'a rien à dire, je laisse volontiers la parole au député de Notre-Dame-de-Grâce.

**Mme le Vice-Président:** Sur la question de règlement, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

**M. Mackasey:** Mme le Président, sur la question de règlement, avant de revenir à l'article 63, je veux souligner le fait au leader du gouvernement qu'on devrait rediscuter la loi pour que lorsque quelqu'un invoque le règlement, il ne puisse être interrompu que sur une question de privilège, autrement cette absurdité va continuer pendant toute la journée. Concerning article 63, Mme le Président, it is therefore the purpose that every other rule is... and the purpose of article 63 is to prevent a government from returning with a law that had, in theory, been defeated. Mme le Président, between now and Friday, you have taken in abeyance the disposition of Bill 1. It is, in so far as we are concerned, still a bill of this House, we are still seized with bill no 1, it has not been defeated, it has not been retired by the government.

**Mme le Vice-Président:** M. le député, vous n'avez pas à intervenir sur le projet de loi auquel vous faites allusion. Nous intervenons maintenant sur la recevabilité de la motion comme telle. Je pense, d'ailleurs, que je vous laisserai continuer d'intervenir mais tâchez de le faire rapidement. Je me sens d'ailleurs plutôt informée par rapport à cette question.

**M. Lalonde:** Mme le Président, je m'excuse auprès du député de Notre-Dame-de-Grâce, j'aimerais bien vous comprendre. L'argumentation de quelques intervenants est en ce sens qu'il y a déjà le projet de loi no 1 qui est devant cette Chambre, c'est-à-dire déposé à la commission parlementaire. Comment le député de Notre-Dame-de-Grâce peut-il argumenter sur l'article 63 sans faire référence à ce projet de loi no 1? Je vous le demande.

**M. Charron:** Un moment, s'il vous plaît!

**Mme le Vice-Président:** M. le leader...

**M. Charron:** Mme le Président, je ne veux pas vous interdire et vous empêcher d'utiliser l'article 43-10, mais, puisqu'un des arguments invoqués était le fait que votre décision précédente sur une question soulevée par le leader de l'Opposition affecterait la décision que vous avez à rendre sur l'application évidente de l'article 63-20, cela ne résiste pas à l'analyse, à mon avis. Mme le Président,

dans l'hypothèse positive ou négative que vous rendriez une décision sur la recevabilité de la motion présentée par le leader du gouvernement, précédemment, rien ne change le fait qu'aujourd'hui le ministre d'État au développement culturel est autorisé, en vertu de l'article 63-20, à présenter ce projet de loi.

Effectivement, si vous jugiez recevable la motion de report du député pour le retrait de la motion de convocation de la commission du député de Maisonneuve, un vote se prendra en ce sens et le feuilleton serait libéré d'un de ces éléments. Si vous deviez rendre une décision négative, alors, il demeurerait au feuilleton, mais rien n'interdirait au gouvernement de présenter un projet de loi semblable.

**M. Roy:** Mme le Président, question de règlement. Sur le point de règlement, Mme le Président, j'aimerais évoquer l'article...

**Mme le Vice-Président:** Sur le règlement 63? Je me sens prête à rendre ma décision, M. le député. Est-ce que vous voulez encore intervenir là-dessus? Une dernière intervention, M. le député de Beauce-Sud. Voulez-vous, vous allez me laisser l'occasion de vous accorder la parole et de répondre au député de Marguerite-Bourgeoys de même qu'au député de Mont-Royal, de... — je suis toute mêlée — de Notre-Dame-de-Grâce? M. le député de Marguerite-Bourgeoys, voulez-vous vous allez me rappeler sur quoi vous êtes intervenu, s'il vous plaît?

**M. Lalonde:** C'était une demande de directive, Mme le Président. Comment peut-on argumenter en vertu de l'article 63 sans se référer au projet de loi no 1?

**Mme le Vice-Président:** Exactement. C'est que mon intervention en réponse au député de Notre-Dame-de-Grâce était que, dans l'article 63-20, on dit: Toutefois, l'annonce où l'inscription d'une motion au feuilleton n'empêche pas de présenter un projet de loi portant sur le même sujet et l'inscription d'un projet de loi au feuilleton n'empêche pas de présenter un projet de loi semblable. Je vous demande donc de ne pas faire référence à un autre projet de loi, mais bien de me dire... Ce que vous étiez en train de me dire, c'est que ou bien cette motion est recevable ou bien elle n'est pas recevable. Je me sens d'ailleurs suffisamment informée et j'ai... C'est vrai. Je vous avais dit, M. le député de Beauce-Sud, que je vous accorderais la parole. Ce sera la dernière intervention sur la question de règlement.

**M. Roy:** Mme le Président, j'aimerais me référer à l'article 63 et me référer également à l'article 3 de notre règlement. Je pense que l'honorable leader du gouvernement a eu un mot juste, tout à l'heure, quand il a dit que nous assistions à un spectacle, mais un spectacle, Mme le Président, qui comporte des conséquences et qui est en train de créer un précédent extrêmement dangereux pour l'Assemblée. En fouillant dans notre règle-

ment, à l'article no 3, il est dit que la procédure de l'Assemblée nationale du Québec est régie, premièrement par des lois, deuxièmement par des règlements, troisièmement par des règlements adoptés pour la durée d'une seule session, et aussi, cinquièmement, par les précédents établis par suite de l'interprétation des lois et du règlement.

L'article 63, Mme le Président, a été utilisé jusqu'à aujourd'hui, pas pour des projets de loi qui concernaient des motions de fond, des projets de loi généraux. Il n'a été utilisé que pour des lois qui amendaient des lois existantes. Si vous deviez accepter le projet de loi qui est actuellement déposé et qui porte le même nom qu'un projet de loi qui est déposé en commission parlementaire, et dont le rapport n'a pas été remis à la Chambre et que l'Assemblée nationale n'a pas rappelé à l'Assemblée nationale, Mme le Président, j'aimerais ajouter ceci...

**M. Burns:** Est-ce que le député de Beauce-Sud a remarqué que ce n'est pas le même nom?

**M. Roy:** Dans le feuillet, à moins qu'on change de nom continuellement, mais dans le feuillet que j'ai devant moi, du mardi 12 juillet 1977, c'est aujourd'hui intitulé Charte de la langue française, à moins que je ne sois rendu, Mme le Président, à ne plus savoir lire.

**M. Burns:** L'autre s'appelait comment?

**M. Roy:** Il y a quand même des limites. Loi de la Charte de la langue française.

**M. Burns:** Au Québec.

**M. Roy:** Charte de la langue française au Québec. Imaginez-vous, Mme le Président, quel beau spectacle!

**M. Levesque (Bonaventure):** Il y a 60 changements comme cela.

**M. Roy:** Quel beau spectacle! Je me demande tout simplement...

Mme le Président, en vertu de l'article 3, j'aimerais vous référer aux précédents établis à cette Assemblée puisque, avant l'adoption de notre nouveau règlement, il y avait quand même une jurisprudence qui régissait les travaux de la Chambre.

Mme le Président, je me réfère à l'ancien règlement, à la page 157, l'article 540 — et j'aimerais le rappeler au leader du gouvernement — dit qu'il est irrégulier de présenter un bill semblable, un bill que la Chambre a voté. Or, la Charte de la langue française au Québec a été votée par l'Assemblée nationale et ce vote n'a pas été révoqué. Donc, si ce projet de loi devait être accepté, pour la première fois dans l'histoire du Québec, nous nous retrouverions avec deux projets de loi, une loi fondamentale, une loi de base... soit une à l'Assemblée nationale et l'autre en commission parlementaire.

Mme le Président, je pense que vous devriez suspendre votre décision et consulter comme vous l'avez fait tout à l'heure — vous avez pris une décision très sage et nous vous en félicitons — des spécialistes en droit parlementaire, consulter les précédents et la jurisprudence établis en cette Chambre de façon qu'aujourd'hui votre décision ne puisse créer un précédent extrêmement dangereux qui pourrait être utilisé à l'avenir pour brimer les droits des parlementaires, des élus du peuple.

**Mme le Vice-Président:** J'ai dit que c'était la dernière question de règlement que je recevais. Je suis suffisamment informée. M. le député, j'ai dit, juste avant d'accorder la parole au député de Beauce-Sud, que je me sentais suffisamment informée pour prendre une décision maintenant, M. le député... M. le leader du gouvernement, à l'ordre, s'il vous plaît! Je vous rappelle aussi à l'ordre, M. le député de Mont-Royal.

J'ai déjà dit, M. le député, que je n'accorderais plus la parole.

M. le chef de l'Opposition, sur une question de privilège.

**M. Levesque (Bonaventure):** Mme le Président, vous venez d'évoquer une disposition du règlement qui vous permet sans doute de dire que vous êtes suffisamment informée. Mais je tiens à vous rappeler bien respectueusement qu'on n'utilise cette disposition qu'à la toute dernière extrémité et très rarement. Autrement, on brime continuellement le droit de parole des parlementaires en cette Chambre et je ne l'accepte pas, Mme le Président.

**M. Mackasey:** Mme le Président, sur une question de privilège.

**Mme le Vice-Président:** Sur une question de privilège, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

**M. Mackasey:** Mme le Président, vous savez qu'il est très rare que je m'avance dans des questions de procédure, surtout quand j'ai des experts autour de moi comme mon chef et le leader de notre parti.

Comme membre de cette Chambre, le seul droit que j'ai de me prononcer en mon nom et au nom des citoyens de Notre-Dame-de-Grâce, et même de tous les citoyens de cette province, c'est le droit de parole ici en cette Chambre. Si vous m'enlevez ce droit, j'aimerais qu'on sache que j'ai tout fait pour expliquer la procédure depuis vendredi passé... et encore Mme le Président.

**M. Léger:** M. le Président, j'invoque le règlement.

Mme le Président, j'invoque le règlement.

**Mme le Vice-Président:** Sur une question de règlement.

**M. Léger:** J'invoque le règlement, Mme le Président.



La question de privilège, qui a été soulevée par le député de Notre-Dame-de-Grâce, n'est pas une question de privilège. Mme le Président, je vous demande, en vertu de l'article 43, si vous êtes suffisamment informée, de vous prononcer.

**M. Fontaine:** Sur une question de règlement, Mme le Président.

**Mme le Vice-Président:** Un instant!

**Des voix:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Fontaine:** Sur une question de règlement, Mme le Président.

**Mme le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Léger:** Le privilège de l'Assemblée nationale...

**Mme le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! Votre intervention, M. le ministre, était pour me dire qu'il n'y avait pas de question de privilège. Je regrette de devoir vous dire que M. le député de Notre-Dame-de-Grâce me faisait remarquer que je lui avais accordé la parole sur la question de règlement. Je constate que je ne lui ai pas redonné la parole après l'avoir rappelé à l'ordre. Même si j'ai dit que c'était la dernière personne que j'entendais, comme j'avais déjà commencé de vous entendre, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, sur la question de règlement, vous pouvez parler.

**M. Mackasey:** Merci, Mme le Président, de votre sagesse. Comme vous le savez, Mme le Président, j'étais sur une question de privilège lorsque le ministre m'a interrompu avec une question de procédure. C'est vous qui pouvez décider si c'est une question de privilège que je pose; ce n'est certainement pas le ministre, ce n'est pas de sa compétence.

Je souligne à votre attention que c'est une décision fondamentale que vous serez obligée de rendre tout à l'heure. Comme le député de Beauce-Sud, qui est un expert en procédure, l'a souligné, tout le règlement est basé sur la procédure, sur les règlements qui ont existé. J'attire votre attention sur le règlement annoté de l'Assemblée législative, écrit par L.P. Geoffrion et bien connu dans cette Chambre. L'article 63, paragraphes 1 et 2, est basé sur l'article 151. Naturellement, on ne peut pas imprimer dans un livre, à la disposition des députés tous les jours, le mot à mot du livre de M. Geoffrion, mais je vous réfère à ce livre, Mme le Président, de même que tous les députés, dans un esprit de conciliation.

**Mme le Vice-Président:** À l'ordre, À l'ordre!  
M. le député de Notre-Dame-de-Grâce a la parole.

**M. Mackasey:** Mme le Président, je veux vous féliciter de me protéger contre la majorité. C'est exactement votre devoir et je vous en félicite. Ce

n'est pas une tâche facile, surtout quand des membres prennent l'avantage de leur majorité pour m'empêcher de me servir de mes droits comme député en cette Chambre.

Mme le Président, je vous cite seulement trois lignes de l'article 151. Je cite en français; malheureusement, je ne parle pas parfaitement, mais j'essaie. "Quand un bill a été remis à un, trois ou six mois, il n'est pas permis, avant l'expiration de ce délai, d'en présenter un second ayant, au fond, un objet identique".

Avant vendredi, nous ne savons pas ce qui va arriver du projet de loi no 1. D'ici vendredi, il est impossible de présenter un projet de loi identique devant cette Chambre parce qu'on ne sait pas, par exemple, si le ministre de l'Éducation — il le doit — va déférer le projet de loi no 101 à la commission qui a déjà étudié le projet de loi no 1. Ils n'ont pas encore remis ce devoir ici.

Supposons que demain le ministre de l'Éducation, quant au projet de loi no 101, décide d'examiner ce projet de loi publiquement devant la commission, c'est défendu.

**Mme le Vice-Président:** M. le député.

**M. Mackasey:** J'ai tout simplement à dire que le projet de loi no 101 est en suspens aussi longtemps que votre décision sur le projet de loi no 1 est en suspens.

**M. Ciaccia:** Mme le Président, me permettriez-vous...

**Mme le Vice-Président:** Sur une question de règlement?

**M. Ciaccia:** ... très brièvement, sur une question de règlement?

**Mme le Vice-Président:** Je vous ferai remarquer que j'ai dit tantôt que je me sentais suffisamment informée. Vous remarquerez aussi que j'ai laissé intervenir environ 10 députés ou à peu près. Je ne permettrai pas votre intervention, M. le député; j'ai dit que j'étais suffisamment informée.

Que ce soit bien une question de privilège, M. le député de Mont-Royal.

**M. Ciaccia:** D'accord, merci, Mme le Président.

J'invoque, Mme le Président, mon privilège comme parlementaire. Je crois que j'ai le droit de parole. J'ai bien entendu votre décision, que vous étiez suffisamment informée, mais, Mme le Président, c'est mon privilège, après avoir entendu certains arguments...

**Mme le Vice-Président:** J'ai dit que j'étais suffisamment informée, M. le député. Ce n'est pas une question de privilège, et je suspends les travaux de cette Assemblée pendant dix minutes.

(Suspension à 17 h 1)

**(Reprise de la séance à 17 h 11)**

**Mme le Vice-Président:** Sonnez donc!

**M. Grenier:** ... suspendu pendant une dizaine de minutes, deux minutes supplémentaires.

**M. Lavoie:** Sonnez les cloches.

**M. Burns:** Pourquoi sonner les cloches?

**M. Grenier:** Est-ce que vous êtes prête à demander les députés pour un appel de vote? Je m'excuse, je n'ai pas...

**Mme le Vice-Président:** Non, j'ai tout simplement dit que j'avais précisé dix minutes et les dix minutes sont plus que passées, M. le député. À l'ordre!

**M. Burns:** Non, il n'y a pas de vote.

**M. Grenier:** C'est un appel pour le vote que vous allez faire? Je m'excuse, Mme le Président, mais je n'ai pas pris les débats. Je pense que cela s'explique et que cela ne doit pas supposer les rixées du côté ministériel.

**M. Roy:** Mme le Président, question de privilège. En vertu de l'article 81: "Quand un député désire se plaindre d'une violation des droits de l'Assemblée ou d'un de ses membres commise par une personne qui n'est pas député, il propose d'abord à l'Assemblée..." En vertu de l'article 81, j'aimerais vous signaler, Mme le Président, que le projet de loi no 101 aurait été distribué à la Tribune de la presse, ce qui constitue à mon avis un précédent extrêmement dangereux, une violation très sérieuse et très grave des droits de l'Assemblée nationale. Si on commence à remettre à la presse, aux média d'information, les projets de loi avant même qu'ils ne soient déposés devant l'Assemblée nationale, avant même que vous n'ayez rendu votre décision, Mme le Président, je trouve qu'il y a là les motifs d'un abus et d'une question de privilège qu'il convient de soulever pour dénoncer cette situation.

Il y a quand même des limites. On est en train de se demander si on a quelque chose à faire et quelque chose à dire à cette Assemblée, au train où vont les choses. Je pense qu'on ne devrait pas prendre le mors aux dents du côté ministériel et faire en sorte de préserver les prérogatives de l'Assemblée nationale et les droits des parlementaires. Il y a quand même des limites.

**M. Samson:** Mme le Président, question de privilège, en vertu de 48.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Rouyn-Noranda.

**M. Samson:** Mme le Président, je pense que personne en cette Chambre ne peut me reprocher d'être intervenu trop souvent pour soulever une question de règlement.

**Mme le Vice-Président:** Question de privilège, M. le député.

**M. Samson:** Je suis donc le bienvenu de profiter de cette question de privilège. Il y va du droit de tous les parlementaires et de mon droit comme parlementaire. Il s'agit de mon privilège de député de pouvoir prendre connaissance d'un projet de loi qui est déposé à la Chambre avant que ce projet de loi ne soit entre les mains de la presse. Or, Mme le Président, nous avons un projet de loi dont la motion de première lecture n'a pas encore été déclarée recevable.

Il ne s'agit pas là d'un projet dont l'Assemblée a été saisie, mais avant que l'Assemblée en ait été saisie, on a permis aux journalistes membres de la Tribune de la presse d'avoir une copie de ce projet de loi. Il s'agit là, Mme le Président, d'une violation des privilèges de chacun des membres de cette Assemblée. Je ne sais pas qui est le responsable de cette violation de privilège, mais, Mme le Président, je demande que les privilèges de chacun des membres de cette Assemblée soient respectés et qu'en l'occurrence vous donniez des directives à la Tribune de la presse, qui a en main ce projet de loi, pour qu'il ne soit pas publié avant, au moins, que l'Assemblée puisse s'être prononcée sur la recevabilité de cette première lecture.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Lalonde:** Mme le Président, une question de directive relative à la question de privilège soulevée par les deux députés. J'aimerais que vous m'indiquiez, à titre de membre de cette Assemblée, quelles dispositions vous entendez prendre à l'endroit du gouvernement qui a permis ce grave accroc à nos privilèges parlementaires et comment vous pensez que vous pourrez effacer, dans l'esprit de tous les parlementaires, le doute qui pourrait subsister relativement à votre décision, étant donné que le projet de loi est déjà entre les mains de la presse. J'aimerais, Mme le Président, que vous répondiez à ces deux questions. Quelles sont les mesures que vous entendez prendre pour protéger nos droits de parlementaires envers le gouvernement qui a permis que le projet de loi soit distribué avant même que l'Assemblée en soit saisie? Deuxièmement, quelles dispositions allez-vous prendre pour faire en sorte qu'aucun membre de cette Assemblée n'ait l'impression que votre décision a été influencée par le fait que déjà le projet de loi est rendu dans le public?

**Mme le Vice-Président:** M. le leader du gouvernement.

**M. Burns:** Mme le Président, je ne soulève pas de question de privilège, mais puisque tout le monde se plaint de cette situation et qu'on se plaint également à l'endroit du gouvernement, je tiens à dire de mon siège — je demande qu'on prenne ma parole à ce sujet; je l'ai appris il y a quelques secondes, à peine avant d'entrer en Chambre — que le projet de loi avait été distribué,

effectivement, aux journalistes. Je le regrette, personnellement. Je tiens à dire, en tant que représentant du gouvernement, que ce n'est ni acceptable ni sur les ordres du gouvernement que cette distribution a été faite. Comment corriger la situation, Mme le Président? Je vous fais une suggestion...

**M. Blank:** ... bill no 1...

**Mme le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Burns:** ...S'il y a moyen, Mme le Président, de corriger cette motion. Comme suggestion, étant donné qu'on ne peut pas aller voir tous les journalistes et retirer le projet de loi qui a été distribué — peu importe votre décision sur la recevabilité du projet de loi, je voudrais surtout que vous vous sentiez tout à fait libre à cet égard — comme il serait normal que les députés prennent connaissance du projet de loi avant les media, je suis prêt, en tant que leader du gouvernement, à demander aux personnes responsables, au moins, de distribuer, à titre d'information et non pas...

**Des voix:** Non.

**M. Burns:** Écoutez... d'accord... Sinon, je demande tout simplement aux députés de l'Opposition s'ils veulent rester dans la noirceur la plus complète et ne pas prendre connaissance du projet de loi.

**M. Pagé:** ...privilège de membre de cette Assemblée.

**M. Burns:** Je vous dis de mon siège, je le répète pour une deuxième fois, que ce n'est pas sur un ordre du gouvernement que cela a été distribué.

**M. Pagé:** Ce n'est pas parti tout seul.

**M. Burns:** C'est quelque chose qui s'est fait hors de ma connaissance comme leader du gouvernement.

**M. Marchand:** Il n'est pas là pour se défendre, par exemple.

**M. Burns:** Je viens d'apprendre il y a quelques secondes, avant que nous reprenions la séance, qu'effectivement ce dont se plaignait le député de Beauce-Sud est un fait. Je suggère tout simplement, à titre informel, que le projet de loi soit distribué à tous les députés de l'Opposition et ministériels, peu importe la décision de la présidence. Si cela pose des problèmes, je peux également...

**M. Marchand:** Où est le ministre?

**M. Burns:** Est-ce que vous voulez me laisser parler, s'il vous plaît? Il me semble que je n'ai pas abusé de mon droit de parole aujourd'hui.

**M. Marchand:** Le ministre n'est pas là depuis le début de la discussion.

**M. Burns:** Il n'y a pas de problème; il n'est pas loin, le ministre.

**M. Marchand:** Il fait comme d'habitude, il se sauve!

**Mme le Vice-Président:** M. le député, à l'ordre!

**M. Burns:** Dans un deuxième temps et de façon alternative, je suggère, Mme le Président, à nos collaborateurs de la Tribune de la presse — lorsqu'on fait appel à leur éthique, habituellement, ils fournissent cette collaboration qui leur est demandé — ...

**M. Marchand:**... aux nouvelles de 5 heures.

**M. Burns:** ... de mettre un embargo sur la publication. J'en fais la demande. C'est la position alternative et c'est tout ce que j'avais à dire, Mme le Président.

**M. Caron:** Mme le Président...

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Lalonde:** Je tiens à ce que nous prenions la parole du leader du gouvernement et je la prends tout à fait de bonne foi. Il reste que, si on prend la parole du leader, à savoir que les leaders du gouvernement — je ne suis pas sûr — ou le gouvernement n'est pas partie à ce fait, je pense que la loi vous donne le droit de faire enquête et que les circonstances vous indiquent le devoir de faire enquête pour savoir qui s'est permis de faire la distribution de ce document si ce n'est pas le gouvernement. Je prends la parole du leader du gouvernement jusqu'à nouvel ordre, mais je pense que c'est votre devoir, au nom de l'Assemblée nationale, de faire enquête pour savoir qui s'est permis de distribuer ce projet de loi à l'encontre de tous nos règlements.

**M. Brochu:** Mme le Président...

**Mme le Vice-Président:** Qu'est-ce que vous invoquez, M. le député?

**M. Brochu:** ... sur la proposition du leader du gouvernement...

**Mme le Vice-Président:** M. le député, il n'est pas question de parler sur la proposition du député; je suis prête à rendre ma décision. Vous avez fait une proposition, M. le leader du gouvernement?

**M. Burns:** J'ai fait simplement une suggestion qui, apparemment, n'a pas été agréée.

**Mme le Vice-Président:** Vous voulez parler de la suggestion du leader du gouvernement?

**M. Brochu:** D'accord, Mme le Président.

**Mme le Vice-Président:** Ce n'est pas sur la proposition, mais bien sur la suggestion de M. le leader du gouvernement.

**M. Brochu:** Je veux parler sur le désir à peine exprimé du leader du gouvernement, sur un fantasme. Même j'irai plus loin, je peux en faire une question de privilège au même titre que mes collègues l'ont fait tout à l'heure. Tout simplement, je veux mentionner que malheureusement cela fait peut-être partie du spectacle un peu douteux de métamorphose auquel on assiste cet après-midi. C'est un peu une continuation de ce qui s'est passé et on trouve, malheureusement, de ce côté de la Chambre que cela met en cause la crédibilité de l'Assemblée nationale même dans sa façon de fonctionner face au peuple du Québec, dehors. Cela met aussi en cause la crédibilité de l'institution parlementaire dans laquelle on travaille par rapport à nous, députés de l'Assemblée nationale. Depuis le temps que je siège dans cette Chambre aussi, il y avait une coutume d'établie — et je pense que c'est de même dans tous les Parlements — selon laquelle on doit faire confiance à l'ordre de nos travaux réguliers, à une certaine procédure et à un certain respect des traditions et même du contenu de nos règlements de ce côté. On se retrouve aujourd'hui dans une situation où on a même à mettre en doute cette confiance que les députés doivent s'efforcer d'avoir dans nos institutions parlementaires et que moi, en tant que parlementaire qui ai même déjà siégé dans cette Chambre, j'avais et que je voulais continuer d'avoir. J'espère qu'on trouvera un règlement à ce problème de sorte que l'ensemble des députés qui siègent en cette Chambre seront capables, à l'avenir, de prendre comme une parole donnée les engagements du gouvernement tant sur la législation à être présentée que sur la façon d'agir face aux media d'information ou aux autres organismes.

C'est dans ce sens, Mme le Président, que je fais cette intervention. J'aimerais, d'abord, demander si le leader du gouvernement ne pourrait pas inclure dans son désir le fait de vérifier d'où vient le fait que ces documents ont été distribués à la Tribune de la presse avant même qu'ils soient distribués ici à l'Assemblée nationale, d'une part.

Deuxièmement, Mme le Président, est-ce qu'il n'y aurait pas moyen, pour mettre fin, également, à cet incident, de faire une motion pour obtenir un ordre de la Chambre à l'effet de demander aux membres de la Tribune de la presse de respecter un embargo sur le projet de loi qui a été déposé?

**Une voix:** Il est trop tard.

**M. Brochu:** Il est trop tard, je retire ma suggestion, mais je garde quand même le premier point en déplorant énormément que cela se soit produit. Je demande avec insistance à ceux ou

celles qui sont responsables, à tous ceux qui ont à travailler là-dedans, de veiller, à l'avenir, à éviter à tout prix de tels genres d'incidents qui mettent en cause la crédibilité de nos institutions parlementaires.

**M. Lavoie:** Mme le Président, devant cette situation très grave dans laquelle nous nous trouvons, Mme le Président, surtout au moment où vous avez une décision à rendre, où vous êtes en délibéré, où tout le monde sait que la première lecture d'un projet de loi, c'est à ce moment, uniquement après sa première lecture, unanime ou non, qu'un projet de loi est distribué à ses membres...

**Des voix:** On le sait.

**M. Lavoie:** Vous le savez? On pourrait peut-être éclaircir cette situation en demandant au ministre qui était responsable de ce projet de loi, qui est le proposeur de ce projet de loi, de vous expliquer, Mme le Président, avant de faire enquête et expliquer à cette Chambre comment il se fait que, dès le début de la séance, la Tribune de la presse était en possession de ce projet de loi. Peut-être que cela pourrait éliminer l'enquête. Dans quelle situation vous trouverez-vous, Mme le Président, et nous, dans le cas où votre décision serait à l'effet que cette motion de première lecture ne serait pas reçue aujourd'hui ou que vous remettiez votre décision à plus tard, alors que dans tout le public, tous les gens seraient au courant du projet de loi? On me dit même, je n'ai pas vérifié — le ministre pourrait répondre à cela — qu'il aurait tenu une conférence de presse, d'après un membre de la Tribune de la presse, que durant nos débats, tout à l'heure, il aurait tenu une conférence de presse sur le projet de loi no 101. Dans tout ce contexte, je crois que le ministre doit répondre à l'Assemblée.

**M. Burns:** Mme le Président, sur une question de règlement. Ce n'est pas que je veuille empêcher le ministre de répondre à ces questions. Je pense, d'autre part, que j'ai pris un engagement, de mon siège — et tout le monde qui a l'habitude du parlementarisme sait très bien ce que je voulais dire quand je disais que je prenais un engagement de mon siège, cela veut dire que je le mets en jeu si je mens à la Chambre — qu'à ma connaissance et au meilleur de ma connaissance et après des vérifications, évidemment très préliminaires, il n'y a pas eu de participation du gouvernement ni d'ordre de la part du gouvernement à une telle distribution.

Mme le Président, je vous soumetts respectueusement qu'à ce stade-ci — si on veut le faire, qu'on le fasse ailleurs, qu'on le fasse à un autre moment, il y a des procédures pour cela, entre autres l'article 68, où on peut mettre en doute la conduite de qui que ce soit à l'intérieur de l'Assemblée nationale — cela ne m'apparaît pas le moment de partir un débat là-dessus.

**Mme le Vice-Président:** Je pense, M. le leader, que nous sommes en train de faire un débat.

**M. Lavoie:** M. le ministre doit répondre.

**Mme le Vice-Président:** À l'ordre! On me dit... M. le chef de l'Opposition, s'il vous plaît! À l'ordre! On a dit... Je trouve regrettable que cette chose se soit produite cet après-midi. Je promets à cette Assemblée de voir de quelle façon les choses se sont produites.

Je me vois dans l'obligation de prendre la parole du leader du gouvernement qui parlait de son siège de député pour me dire qu'il n'a pas donné l'ordre pour que cette copie du projet de loi soit distribuée.

À l'ordre, s'il vous plaît! M. le chef de l'Opposition officielle, à l'ordre!

De toute façon, je vous ai donné l'assurance que je verrais à éclaircir toute cette situation et qu'à l'avenir elle ne se reproduira plus jamais.

Maintenant, je suis prête...

M. le député de Laurier, à l'ordre, s'il vous plaît! Je vous demanderais de respecter l'institution que je représente.

M. le député!

M. le leader!

#### Décision de Mme le Président sur la recevabilité de la motion

Par rapport à la recevabilité de la motion qui est présentement devant cette Assemblée, j'ai écouté attentivement toutes les interventions et je crois qu'il faut faire référence à l'article 63 (2) qui est très clair et qui dit: "...Toutefois l'annonce ou l'inscription d'une motion au feuillet n'empêche pas de présenter un projet de loi portant sur le même sujet et l'inscription d'un projet de loi au feuillet n'empêche pas de présenter un projet de loi semblable."

Je pense que c'est le député de Notre-Dame-de-Grâce ou peut-être un autre — vous me corrigerez — qui a fait allusion à l'article 151. Je vous lis, à l'alinéa (2) de l'article 151 de notre ancien règlement, ce qu'on y dit: "...De même, tant qu'un bill n'a pas été voté, rejeté ou remis à un, trois ou six mois, un bill semblable peut être présenté..." Cette motion est recevable.

Que ceux qui sont en faveur de la première lecture de cette motion...

À l'ordre!

Que ceux qui sont en faveur de la première...

Que ceux et celles qui sont en faveur de la première lecture de ce projet de loi, veuillez bien se lever s'il vous plaît!

**M. Lavoie:** Vote enregistré.

**Mme le Vice-Président:** Qu'on appelle les députés!

#### Vote de première lecture

**Mme le Vice-Président:** À l'ordre! À l'ordre!

Que ceux qui sont en faveur de la motion de première lecture du projet de loi de M. le ministre d'État au développement culturel — le vote est

déjà commencé, M. le député — veuillez bien se lever, s'il vous plaît!

À l'ordre! À l'ordre, mesdames et messieurs! À l'ordre! Remarquez que la mise aux voix est déjà commencée.

**M. Lavoie:** Nous allons consentir à ce que le premier ministre plante un autre clou au cercueil des péquistes.

**Mme le Vice-Président:** Y a-t-il consentement unanime de cette Chambre?

**M. Lavoie:** Unanime.

**M. Brochu:** Unanime.

**Des voix:** Oui, unanime.

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Lévesque (Taillon), Burns, Laurin, Morin (Sauvé), Parizeau, Marois, Léonard, Couture, Tremblay, Bérubé, O'Neill, Mme Ouellette, MM. de Belleval, Joron, Mme Payette, MM. Lessard, Proulx, Charron, Léger, Tardif, Chevette, Michaud, Vaillancourt (Jonquière), Marcoux, Alfred, Vaugeois, Martel, Fallu, Rancourt, Mme Leblanc, MM. Bertrand, Laplante, Bisailon, de Bellefeuille, Gendron, Laberge, Lacoste, Ouellet, Perron, Brassard, Clair, Lavigne, Dussault, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Baril, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon.

**Mme le Vice-Président:** Que ceux qui sont contre veuillez bien se lever!

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Levesque (Bonaventure), Lavoie, Mackasey, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Garneau, Mailloux, Goldbloom, Larivière, Saindon, Saint-Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Lamontagne, Giasson, Blank, Caron, O'Gallagher, Ciaccia, Marchand, Gratton, Pagé, Springate, Biron, Grenier, Russell, Fontaine, Brochu, Shaw, Le Moignan, Dubois, Samson, Roy.

**Le Secrétaire:** Pour: 51 — Contre: 32 — Absentions: 0

**Mme le Vice-Président:** Motion adoptée.

**M. Lavoie:** Non, une petite seconde, j'aurais une question. Étant donné que nous avons reçu — je crois que le ministre d'État au développement culturel a certainement reçu la même chose — une multitude de télégrammes de personnes qui avaient soumis des mémoires sur le projet de loi no 1 et qui désirent se faire entendre, dont des organismes très importants et d'autres — je ne dis pas qu'on devrait entendre les 200 qui n'ont pas eu l'occasion de passer — peut-être que vous pourriez faire, en collaboration avec les Oppositions, un choix pour que 10, 15 ou 20 mémoires importants soient entendus avant la deuxième lecture. Serait-ce l'intention du gouvernement de déferer ce projet de loi à la même

commission de l'éducation et des communications?

**M. Burns:** J'ai donné la réponse hier; c'est la même: non.

**M. Lavoie:** Une autre question, Mme le Président. Quant à l'incident des plus sérieux, soit la fuite qui s'est produite cet après-midi concernant le projet de loi, pourrait-on demander au ministre d'État au développement culturel qu'il soit présent en Chambre lors de la période de questions orales qui doit commencer incessamment pour répondre de ses actes ou pour qu'il donne son opinion et ses impressions sur cette fuite qui s'est produite, alors qu'il était détenteur de ce projet de loi, avant que votre décision soit rendue et que le vote de première lecture ait eu lieu? Enervez-vous pas, on va prendre le temps de parler!

**Mme le Vice-Président:** Votre conduite me surprend très fort, M. le leader de l'Opposition.

**M. Morin (Sauvé):** Quelle déchéance!

**Mme le Vice-Président:** Nous en sommes rendus à la présentation de projets de loi au nom des députés.

Deuxième lecture du projet de loi, prochaine séance ou séance subséquente — M. le leader de l'Opposition — j'allais vous dire que vous poserez vos questions à la période des questions.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

**M. Gratton:** Question de privilège, Mme le Président.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Gatineau, sur une question de privilège.

**M. Gratton:** Mme le Président, je vous dirai tout de suite que je ne suis pas d'accord avec mon leader sur la formule qu'il vous a suggérée. Quant à moi, je suis prêt à accepter la parole du leader du gouvernement qui nous dit qu'à sa connaissance personnelle il ne sait pas comment ce projet de loi a été...

**Mme le Vice-Président:** M. le député, je vous ai donné tantôt l'assurance que les privilèges de cette Assemblée seraient dorénavant respectés.

**M. Lavoie:** Dorénavant.

**Mme le Vice-Président:** M. le leader de l'Opposition officielle! Je suis déjà intervenue tantôt sur cette question; je vous ai assuré que je ferais enquête et je vous ai déjà répondu. Je pense que vous n'avez plus besoin d'invoquer de question de privilège à ce sujet.

**M. Gratton:** Je m'excuse. Très calmement, j'aimerais vous expliquer comment il vous est impossible de juger si je soulève une question de privilège avant que je l'aie formulée.

**Mme le Vice-Président:** M. le député nous allons suspendre jusqu'à six heures moins deux.

(Suspension à 17 h 46)

### (Reprise de la séance à 17 h 58)

**Mme le Vice-Président:** Je me dois d'informer cette Assemblée qu'avant 17 heures...

**M. Marchand:** Mme le Président, question de privilège.

**Mme le Vice-Président:** M. le député, je regrette, je ne pourrai pas recevoir ce que vous appelez une question de privilège parce que le règlement de cette Assemblée me force à donner un avis avant 18 heures.

### Demande de mini-débat

#### Bibliothèque pédagogique de la CECM

**Mme le Vice-Président:** Je me dois de donner un avis à cette Assemblée que j'ai reçu une demande de Mme le député de L'Acadie, avant 17 heures ce soir, et cette lettre dit ceci:

"M. Clément Richard, Président de l'Assemblée nationale, Hôtel du gouvernement, Québec, le 8 juillet 1977. M. le Président: À la séance d'aujourd'hui — c'était le 8 juillet — j'ai posé au ministre de l'Éducation une question relative à l'avenir de la bibliothèque de la CECM et qui se lisait comme suit: J'aimerais demander au ministre de l'Éducation si son ministère étudie présentement d'autres solutions et, deuxièmement, quand sera-t-il en mesure de donner une réponse responsable non seulement aux membres de cette Chambre, mais également à la population au sujet de cette question qui intéresse tout le monde de l'éducation. Puisque je ne suis pas satisfaite de la réponse donnée, je désire me prévaloir des dispositions de l'article 174 du règlement. Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs, Thérèse Lavoie-Roux, député de L'Acadie."

C'est donc que, ce soir à 23 heures, il y aura un débat en vertu de l'article 174 de notre règlement. Sur ce, je suspends les travaux de cette Assemblée jusqu'à 20 heures ce soir.

(Fin de la séance à 18 heures)

### Reprise de la séance à 20 h 7

**Le Vice-Président:** M. le député de Laurier, je vous demanderais de m'indiquer d'avance sur quel genre de question, vous désirez vous exprimer.

**M. Marchand:** M. le Président, c'est une question de privilège.

**Le Vice-Président:** Je le dis tout de suite, dès le début de la poursuite de cette séance, particulièrement à M. le député de Laurier, que je n'ai pas l'intention de brimer aucun député dans ses droits de s'exprimer ou de poser des questions de privilège ou de règlement.

Nous en sommes toujours aux affaires courantes. Puis-je me permettre de souligner qu'elles courent très peu rapidement? Je vais permettre quand même au député de Laurier de commencer son exposé sur la question de privilège. Je souhaiterais, cependant, avec la collaboration de Mmes et MM. les députés, qu'il n'y ait pas de débat sur les questions de règlement ou de privilège. Je rappelle, cette fois-ci, très sérieusement, devrais-je m'excuser d'un petit degré d'humour, que nous n'en sommes même pas à la présentation de projets de loi au nom des députés. Sur ce, brièvement, et au point, M. le député de Laurier.

**M. Marchand:** M. le Président, je vous remercie de me permettre de commencer ma question de privilège. C'est un fait que je n'ai pas encore constaté à l'Assemblée nationale qu'on permette à un député de commencer une question de privilège. De toute façon, M. le Président, à titre de député de Laurier, de représentant du comté de Laurier, mon privilège de député et de membre de l'Assemblée nationale a été frustré, cet après-midi, lorsqu'on a donné le bill 101 à la Tribune de la presse avant de l'avoir donné aux membres de l'Assemblée nationale.

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

Même si j'ai semblé absent cet après-midi, j'ai suivi de très près tout ce débat. Il y a déjà eu — est-ce qu'on en doute — je ne sais combien de questions de privilège. Faudrait-il qu'une autre fois je recoure à la transcription du journal des Débats pour le savoir? Je constate personnellement que tous les députés, sans qu'ils ne perdent aucun droit, auront 45 minutes de période de questions au leader parlementaire du gouvernement, au ministre d'État au développement culturel, et même à d'autres pour vider cette question. Je suis, en principe, d'accord sur le fait qu'il s'est produit un événement qui n'est pas conforme à nos traditions parlementaires, je l'admets au départ. Je donne donc l'occasion, non pas pendant trois, quatre ou cinq minutes, selon les termes de l'article 49, paragraphe 2, d'invoquer cette question, mais pendant 45 minutes j'offre aux députés de toutes les Oppositions... Je n'ai jamais dit que c'était une faveur, je m'excuse. D'ailleurs, je ne

sais pas si je devrais permettre ce dialogue, mais quand même faisons-le pour assouplir la situation.

Je demanderais la collaboration du député de Laurier, ainsi du député de Gatineau pour que nous remettions ceci à la période des questions, et j'aimerais, pour que nous puissions justement nous rendre là, tout de suite appeler les affaires courantes, la présentation de projets de loi au nom des députés, les déclarations ministérielles...

M. le député de Rouyn-Noranda.

**M. Samson:** M. le Président, en vertu de...

**M. Lavoie:** Question de règlement, après le député.

**Le Vice-Président:** Un instant! À l'ordre, s'il vous plaît! Un à la fois. J'ai déjà reconnu le député de Rouyn-Noranda. Je serai peut-être obligé ce soir de rappeler certaines directives. Pour le moment, M. le député de Laval, je ne vous oublie pas. D'accord? M. le député de...

**M. Gratton:** Mais moi, vous m'avez oublié, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Non, je ne vous ai pas oublié, je vous ai même nommé.

**M. Marchand:** M. le Président, vous ne m'avez pas oublié non plus.

**Le Vice-Président:** À l'ordre!

**M. Marchand:** Ce ne sera pas long.

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! Ne m'obligez pas à vous nommer deux fois en vertu de l'article 44. M. le député de Rouyn-Noranda, veuillez m'indiquer — à l'ordre, s'il vous plaît! — le sujet de votre intervention.

**M. Samson:** M. le Président, c'est en vertu de l'article 49, paragraphe 2, que je soulève une question de privilège et je vous souligne que c'est la première chance que j'ai de le faire. Les événements se sont déroulés avant l'ajournement et je ne pouvais, à ce moment-là, poser ma question de privilège. M. le Président, voici ce dont il s'agit.

Nous avons eu deux suspensions cet après-midi. Au cours de la dernière suspension, une âme généreuse a bien voulu plonger son mégot de cigarette dans mon verre d'eau. Comme il y a là, M. le Président, une chose qui est inhabituelle, je fais appel à vous pour faire comprendre à celui qui a eu l'amabilité de faire cela, à l'avenir, s'il vous plaît, de ne pas plonger ses mégots de cigarettes dans mon verre d'eau parce que cela les rend humides et difficiles à fumer.

**Le Vice-Président:** Devant le sérieux de cette intervention, je soulignerai simplement qu'au moment des suspensions il y a un usage qui veut que, sauf pour celui qui s'assoit sur ce fauteuil, on puisse fumer. On a déjà défendu qu'on le fasse en

dehors des périodes de suspension. Je m'interrogerai tout le temps qu'il faut pour savoir si on devrait le permettre pendant les périodes de suspension.

M. le député de Laval.

**M. Lavoie:** Très brièvement sur la question soulevée par l'honorable député de Laurier, je crois qu'une question de privilège est tout à fait — cela le dit par son essence même — privilégiée. Même si nous avons une période de questions de 45 minutes, très brièvement, M. le Président...

**Le Vice-Président:** Me permettez-vous, M. le député de Laval, pour vous aider, pas pour vous interrompre, de vous demander si vous invoquez l'article 49.2 ou 81?

**M. Lavoie:** L'article 49, M. le Président. En plus de cela, je ne suis pas chanceux avec les vice-présidents. Le fauteuil sur lequel vous êtes assis, d'après la tradition, appartient à l'ancien président. En badinant, comme, depuis aujourd'hui, les présidents prennent l'habitude de siéger debout, je vais retirer mon fauteuil si cela continue.

**Le Vice-Président:** Touché.

**M. Lavoie:** Non, je voulais dire très brièvement que, même si nous avons une période de questions, je crois que cela ne prive pas l'honorable député de Laurier d'invoquer l'article 49 et, en termes brefs, de protester, de rétablir les faits et de soulever sa question de privilège. Cela ne prive d'aucune façon d'autres députés, s'ils le désirent, de revenir sur cette question lors de la période des questions.

**M. Burns:** Est-ce qu'il a donné avis?

**M. Lavoie:** Non. C'est un événement qui est arrivé cet après-midi.

**M. Marchand:** No 2.

**M. Burns:** Vers quelle heure?

**M. Lavoie:** Vers 18 heures, je crois.

**M. Marchand:** 49.2.

**M. Lavoie:** Et il ne pouvait pas l'invoquer, nécessairement, durant la période de suspension et je crois qu'il va le faire très brièvement, M. le Président.

**Le Vice-Président:** M. le député de Laval, je le permets avec une certaine générosité au député de Laurier à cause de votre promesse et je me fie à votre parole que ce sera bref.

On m'avait demandé une directive, je ne sais pas ce que j'aurais répondu sur l'application de l'article 49, paragraphe 2 rendu à 20 h 16 après un vote sur une motion de première lecture.

M. le député de Laurier, très brièvement, s'il vous plaît.

**M. Marchand:** M. le Président, comme le leader parlementaire a soulevé l'article 49, je voudrais quand même dire qu'à l'article 49 paragraphe 2... Un député peut toujours soulever une question de privilège à l'Assemblée immédiatement après qu'ont été prononcées les paroles ou que se sont déroulés les événements qui y donnent lieu." Et depuis que les événements ont donné lieu, je me lève pour poser une question de privilège.

Donc, je suis dans mon droit et non pas seulement dans le droit du député de Laurier, mais celui des électeurs du comté de Laurier qui ont été brimés face au député de Laurier. M. le Président, ce que je veux, comme question de privilège, ayant été brimé dans mes droits cet après-midi, puisque le bill 101 a été donné aux journalistes avant que j'en aie pris connaissance, au nom des électeurs de Laurier, je voudrais savoir si un ordre du ministre ou de ses hauts fonctionnaires a été donné pour donner le bill 101 aux journalistes avant que l'Assemblée nationale l'ait eu.

**M. Burns:** La période des questions.

**M. Marchand:** Le ministre s'est en allé de l'Assemblée nationale avant que cette chose soit faite et avant qu'on lui pose la question.

**Le Vice-Président:** D'accord, M. le député de Laurier. Je vous remercie, vous avez été bref. Je ferai, moi aussi, deux très brefs commentaires.

Le premier, c'est qu'il n'y a pas eu d'ordre de donné par la présidence de l'Assemblée nationale.

**M. Marchand:** Demandé par la présidence.

**Le Vice-Président:** Non, mais je vous le dis quand même, pour éviter que ceci ne vienne sur ce tapis vert.

Le deuxième point, c'est que votre question de privilège se termine par une question. D'après l'article 49 paragraphe 2, vous savez que vous devez exprimer brièvement le privilège qui est brimé. Vous l'avez fait fort adroitement, je vous en félicite et vous en remercie. Le ministre n'est pas obligé de répondre, mais je l'inviterais à répondre à la période des questions, lui ou quelqu'un d'autre du gouvernement.

**M. Marchand:** Pas lui ou quelqu'un d'autre, lui-même. J'espère qu'une fois il va montrer que c'est un homme.

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! Alors, nous en étions, si vous permettez...

**M. Saint-Germain:** M. le Président.

**Le Vice-Président:** M. le député de Jacques-Cartier. Sur la même question de privilège.

**M. Saint-Germain:** Sur cette même question, s'il vous plaît, oui.



**Le Vice-Président:** Allez-y.

**M. Saint-Germain:** Je vais vous dire que je considère que les privilèges de tous les députés en cette Chambre ont été reniés, cet après-midi.

Premièrement, le gouvernement, par l'entremise de son leader parlementaire, nous a assurés que le gouvernement comme tel n'avait pas donné de directive en vue de remettre aux journalistes une copie du projet de loi no 101.

**Une voix:**... vos lumières.

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! Est-ce que je pourrais vous rappeler l'article 100? Quand un député a la parole, accordée par le président, je demanderais aux autres de le laisser s'exprimer jusqu'au bout. Brièvement, car nous avons discuté au moins cinq fois de cette question de privilège. Je donnerai la possibilité à tous les députés, tant des Oppositions que du côté ministériel, de poser des questions au moment de la période des questions orales des députés. Cela peut ne pas satisfaire certains députés, mais c'est quand même une directive de la présidence et je voudrais qu'on la respecte.

Quand même, pour éviter que l'on croie, que l'on pense ou que l'on impute des intentions, je vous demanderais, M. le député de Jacques-Cartier, d'y aller brièvement pour que nous puissions en arriver à une solution à ce problème qui existe, c'est vrai. Allez-y, M. le député.

**M. Saint-Germain:** Deuxièmement, à cette même occasion, le leader parlementaire a même demandé aux journalistes, alors que le projet de loi n'était pas encore déposé en Chambre, de bien vouloir s'astreindre à le transmettre à la population, ordre qu'il donnait sans aucune autorité, car je ne sache pas que les journalistes sont sous l'autorité du gouvernement.

Ceci dit, il me semble que, traditionnellement, la protection des droits des députés est de la responsabilité, à mon humble avis, du président de l'Assemblée nationale. Je reconnais votre délicatesse en voulant bien nous permettre de poser des questions à ce sujet au ministre qui a bien voulu déposer le projet de loi. En même temps que j'invoque cette question de privilège, je vous demanderais aussi une directive, à titre de président, vu qu'il est de votre responsabilité de faire respecter les droits de cette Assemblée et les droits de chaque député.

Je me demande bien, quelles que soient les réponses données aux questions qu'on voudra bien poser au gouvernement, si l'importance de cette brèche aux droits de l'Assemblée nationale ne devrait pas amener le président à accepter, à ce point de vue, une certaine responsabilité soit dans une enquête qui devrait être faite ou autrement.

**Le Vice-Président:** D'accord, M. le député de Jacques-Cartier. Vous auriez pu aller jusqu'aux articles 79 et 81; merci de ne l'avoir point fait. Je la prends tellement, cette responsabilité, que je désirerais une espèce d'enquête préliminaire qui sera la période des questions.

Sur ce, déclarations ministérielles.

Dépôt de documents.

M. le ministre de l'Éducation.

## DÉPÔT DE DOCUMENTS

### Rapport annuel de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, permettez-moi, à titre de ministre responsable de l'application du Code des professions, de déposer en premier lieu le rapport annuel de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec pour l'année 1976/77.

**Le Vice-Président:** Document déposé.

M. le ministre de l'Éducation.

### Rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation

**M. Morin (Sauvé):** En second lieu, permettez-moi de déposer également le rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers en orientation du Québec pour l'année 1976/77.

**Le Vice-Président:** Document déposé.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

### Rapport de l'Office du crédit agricole sur le crédit forestier

**M. Burns:** M. le Président, au nom du ministre des Terres et Forêts, j'ai l'honneur de déposer le rapport de l'Office du crédit agricole du Québec concernant l'administration de la Loi sur le crédit forestier pour l'exercice 1976/77.

**Le Vice-Président:** Déposé.

Période de questions orales des députés.

M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

## QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

### Distribution du projet de loi no 101 à la presse

**M. Lalonde:** M. le Président, en d'autres circonstances un préambule serait nécessaire. Je pense que les membres de cette Assemblée sont assez au courant des faits pour que je pose directement ma question au ministre d'État au développement culturel.

Le ministre d'État peut-il nous dire s'il connaît la façon dont le projet de loi no 101 a été distribué à la presse avant d'être adopté en première lecture? Premièrement.

Deuxièmement, peut-il nous dire qui a autorisé la distribution de ce projet de loi?

Troisièmement, le ministre a-t-il rencontré la presse avant l'adoption, en première lecture, de ce projet de loi, à propos de ce projet de loi et a-t-il

donné des renseignements à la presse relativement au projet de loi no 101?

**Le Vice-Président:** M. le ministre d'État au développement culturel.

**M. Laurin:** M. le Président, je n'ai pas rencontré la presse. Je n'ai pas informé la presse. Le gouvernement n'a pas donné ordre de distribuer aux journalistes le projet de loi. Je n'ai pas donné d'ordre en ce sens. Je sais que des informations ont été obtenues par le leader parlementaire. Je lui cède la parole pour qu'il réponde plus complètement à cette question.

**Le Vice-Président:** M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Burns:** M. le Président, dans cette période que nous ont donnée les suspensions successives.

**Le Vice-Président:** M. le leader parlementaire, revenez, s'il vous plaît, à la question posée.

**M. Burns:** Non, je ne veux pas faire de blague, M. le Président, mais il y a eu quand même des suspensions et durant cette période j'ai fait faire les vérifications.

J'ai en main un document que je suis prêt à lire à cette Chambre, qui est signé par le greffier en loi de la Législature, M. Benoît Dufour. Je vous lis ceci: "Mémoire de M. Benoît Dufour à M. Robert Burns. Sujet: distribution du projet de loi no 101. C'est sur mon ordre que le projet de loi no 101 a été transmis à la Tribune de la presse après que le parrain en eût lu les notes explicatives suivant l'article 117 du règlement de l'Assemblée nationale du Québec. Me basant sur le texte dudit article 117, j'ai cru, comme interprétation, que le projet était dès lors techniquement rendu public, peu importe que la motion d'adoption de première lecture ait ou non été votée.

"Je me permets de vous signaler qu'il faudrait peut-être profiter de l'occasion pour clarifier l'article 117 de façon qu'y apparaisse en toutes lettres la procédure exacte devant régir la distribution d'un projet lors de sa première lecture. Signé, Benoît Dufour, greffier en loi, le mercredi 12 juillet", c'est-à-dire aujourd'hui.

J'ai des copies disponibles que je suis prêt à remettre. Si jamais j'ai le consentement, je suis même prêt à déposer le document. Pour ceux qui ne le connaissent pas, il faudrait peut-être voir l'article 117. Je ne veux pas argumenter sur une question, M. le Président, et, si jamais vous pensez que je déborde le cadre de la question... Je voudrais peut-être qu'on lise ensemble brièvement, parce qu'il est assez bref, l'article 117, si vous me le permettez.

**Le Vice-Président:** D'accord, M. le leader parlementaire du gouvernement, mais nous reviendrons peut-être sur la question de dépôt ou de remise.

**M. Burns:** Si on ne consent pas, je le donnerai de toute façon au député de Laval, au député de Richmond, au député de Beauce-Sud et au député de Rouyn-Noranda.

**Le Vice-Président:** D'accord, merci.

**M. Burns:** Maintenant, si on y consent, je le donnerai au secrétaire général de la Chambre, qui, lui, verra à ce que ce soit distribué.

**Le Vice-Président:** En temps et lieu.

**M. Burns:** M. le Président, simplement pour rendre justice à Me Dufour, qui est notre greffier en loi, je pense qu'on devrait lire l'article 117 ensemble, qui dit tout simplement: "La motion de première lecture d'un projet de loi est la présentation du texte du projet à l'Assemblée, après qu'il a été remis au président. Le député qui la propose lit les notes explicatives accompagnant le projet de loi ou en donne un résumé. La motion est décidée sans débat ni amendement et la deuxième lecture est inscrite aux affaires du jour de la séance suivante sous réserve de l'exception prévue à l'article 118".

L'exception prévue à l'article est évidemment un renvoi à une commission parlementaire après la première lecture.

Ce qui est arrivé et ce qui s'est toujours passé, là-dessus je me porte à la défense de Me Dufour, c'est que dès que les notes explicatives ont commencé à être lues à l'Assemblée, la pile de projets de loi est acheminée vers l'Assemblée nationale, c'est-à-dire vers l'antichambre et, par la suite, c'est distribué. Par déférence pour le ministre qui présente habituellement le projet de loi, on ne le distribue pas aux députés avant que le ministre ait complété ses notes explicatives. On ne le distribue pas à l'ensemble des députés, ce qui serait, à mon avis et à celui de tout le monde, un peu bête pour le ministre qui lit ses notes explicatives.

Sauf que, de façon tout à fait automatique, cela s'en va sur les bureaux des membres de la Tribune de la presse. C'est ce qui s'est produit cet après-midi. C'est aussi clair et aussi évident que cela. Nous n'avons aucune cachette. Me Dufour a parfaitement raison, surtout dans un cas où il nous dit: "De tout temps nous avons examiné les dispositions de l'article 117". C'est dans ce sens aussi que nous l'avons interprété. À l'avenir, il faudrait peut-être clarifier l'article 117. C'est la conclusion.

**Le Vice-Président:** M. le leader de l'Opposition officielle.

**M. Lavoie:** M. le Président, question additionnelle. À titre de court préambule, cette explication est très subtile. Peut-être pourriez-vous ajouter un addendum. Ma première question additionnelle est la suivante: Est-ce que le leader parlementaire du gouvernement, avec l'expérience qu'il a et le sens juridique qu'on lui reconnaît — je ne voudrais

pas engager un débat avec un fonctionnaire, un légiste ou un officier en loi — est-ce qu'il n'infère pas de l'article 117 — on ne fera pas de sémantique ou de l'analyse de virgule — mais n'infère-t-il pas qu'un projet de loi, suivant toute coutume — d'ailleurs, la preuve, c'est qu'il n'est jamais distribué aux députés avant que la motion ait été adoptée, jamais, jamais...

**M. Burns:** C'est inévitable.

**M. Lavoie:** La preuve, c'est qu'on l'a eu peut-être 15 ou 20 minutes après la décision et après le vote de première lecture. Il y a eu une suspension à 17 h 45 et on ne l'avait même pas encore. De toute façon, on ne fera pas de débat, mais il y a quand même certaines règles, certains respects, certaines coutumes...

**M. Burns:** Il y a une certaine éthique que vous ne connaissez pas.

**M. Lavoie:** Une éthique, oui. La démocratie, on l'a vécue, mais c'était avant le 15 novembre. Le leader parlementaire du gouvernement, quant à avoir une opinion écrite d'un fonctionnaire à l'heure du souper, ne serait-il pas d'avis qu'il pourrait ajouter un addendum pour avoir une opinion sur les articles 63, 89, 90, 86, 118a sixièmement, pour qu'on ait des décisions un peu plus décentes et des travaux plus convenables à l'Assemblée nationale?

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît, M. le député de Laurier! Je m'excuse. M. le leader parlementaire du gouvernement, à l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Laval, M. le leader de l'Opposition officielle, je regrette une chose, je ne veux en rien vous imputer des intentions. Suivant le texte de l'article 99, j'aimerais bien croire que votre dernière phrase n'attaque en rien la présidence, surtout de votre part.

**M. Lavoie:** Je n'ai pas le droit de répondre aux questions, M. le Président. Adressez vos questions au ministre.

**Le Vice-Président:** M. le leader de l'Opposition officielle, je n'ai pas posé de questions, j'ai dit: J'aimerais bien croire que... M. le leader du gouvernement, s'il vous plaît! Est-ce que nous pourrions poursuivre? Nous sommes à la période des questions, cela appartient d'abord aux députés, particulièrement, de l'Opposition.

M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Lalonde:** M. le Président, une question accessoire. Je remercie les ministres de leurs réponses, je pense que cela clarifie, dans une bonne mesure, cette situation qui était tout à fait confuse. Pour faire suite au mémoire de Me Dufour, est-ce que le leader du gouvernement pourrait dire à la Chambre quelles dispositions il entend prendre pour que ce genre de situation ne se présente plus, situation qui ne crée que de la confusion et

qui ne fait que compliquer les travaux de cette Chambre?

**M. Burns:** Après consultation avec la présidence, j'ai l'intention de demander que les greffiers en loi n'émettent pas les projets de loi tant qu'ils n'auront pas été adoptés en première lecture. Sauf que, dans le passé, je trouve cela suprêmement injuste pour un haut fonctionnaire qui a toujours fonctionné de cette façon et qui ne s'est jamais fait critiquer, j'ai l'impression que c'était normal de manipuler, si on peut dire, la distribution des projets de loi de telle et telle façon. Mais à l'avenir, j'ai l'intention, après consultation avec la présidence, de demander aux fonctionnaires qui sont particulièrement chargés de ces projets de loi, de ne pas distribuer les projets de loi avant que la première lecture ne soit effectivement adoptée.

**Le Vice-Président:** M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Lalonde:** Je pense que cela prend une question de privilège, M. le Président. Tout simplement, parce que la réponse du ministre indiquait un certain regret que ce soit le fonctionnaire qui soit blâmé. Je ne voudrais pas que mes propos et mes questions soient interprétés comme étant un blâme à l'égard de Me Dufour que je connais personnellement et qui est un des plus loyaux serveurs de l'État.

**M. Burns:** Dans votre cas, les remarques que je faisais ne s'appliquent pas à vous. Cela s'applique à quelqu'un d'autre, cependant. Dans votre cas, cela a été très correct.

**Le Vice-Président:** Un instant, à l'ordre, s'il vous plaît! Je ne sais pas si c'est nécessaire de modifier l'article 117 ou pas, on ne m'a pas demandé de directive, mais il est certain qu'on devrait d'abord soumettre une première copie au président.

C'est clair dans l'article qu'on devrait lire les notes explicatives. C'est clair aussi qu'après on pourra voir, après entente et directives de la présidence, à la distribution à d'autres personnes. Sur ce, M. le député de Mont-Royal.

**M. Ciaccia:** M. le Président, est-ce que le leader parlementaire pourrait nous expliquer, à la suite de l'explication qu'il a donnée en lisant la lettre de Me Dufour, le fait que les projets de loi no 101 ont été distribués seulement aux journalistes et n'ont pas été distribués aux députés à la Chambre puisque c'est le même article 117? Ne pense-t-il pas en deuxième...

**Une voix:** Volet.

**M. Ciaccia:** ... volet - merci - que l'explication qu'il vient de donner laisse entendre ou laisse soupçonner — connaissant quelques tactiques procédurières et autres du gouvernement — que peut-être il y aurait eu des pressions de la part du

gouvernement sur le fonctionnaire en charge, sur M. Dufour.

**Le Vice-Président:** M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Burns:** Je pense, M. le Président, que j'ai répondu à cette question, malgré les malveillantes insinuations de la fin de la question. Je n'ai pas l'intention de me lancer dans ce type de débat. Je veux simplement rappeler qu'il y avait une pratique, qui a toujours existé, en vertu de la lettre de Me Dufour, qui faisait que le projet de loi était distribué dès le départ des notes explicatives. Évidemment, pour ne pas déranger les travaux de la Chambre, vous vous rappellerez qu'au point de vue de la situation de temps, lorsque le ministre d'État au développement culturel était en train de donner lecture des notes explicatives qui, je l'admets, était assez détaillée et assez longue, cela aurait pu causer certains dérangements, si on peut dire, en Chambre alors qu'à ce moment, le projet était lancé, selon ce que j'ai lu tout à l'heure comme étant l'opinion de Me Dufour, derrière lequel je ne me cache pas; au contraire, devant qui je me place. Je prends toute la responsabilité de cette affaire et s'il y a quelqu'un qui veut engueuler quelqu'un à ce sujet, c'est à moi qu'on doit s'adresser. Qu'on ne se gêne surtout pas pour le faire et qu'on ne le fasse pas sur le dos d'un haut fonctionnaire. Je me place devant Me Dufour.

**Le Vice-Président:** M. le député de Gatineau, puis-je vous demander si c'est une question accessoire? Principale, d'accord.

M. le député de Gatineau.

#### Commission de transport de la CRO

**M. Gratton:** Une question principale. Elle s'adresse au ministre des Affaires municipales et elle concerne l'administration de la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais. Dans une lettre qu'il a fait parvenir au président de cette commission, le 30 juin dernier, le ministre demande au président de la commission d'appliquer mutatis mutandis les dispositions des articles 55 et 61 de la Loi de la fonction publique. Dans le cas du directeur général adjoint, M. Normand Racicot.

Dans les circonstances — je ne les évoquerai pas ici, puisque ce n'est pas la place à la période des questions — cette demande du ministre équivaut purement et simplement à exiger la destitution de M. Racicot de son poste de directeur général adjoint.

**M. Pagé:** Ex-candidat libéral.

**M. Gratton:** Compte tenu du fait que les trois membres de la commission, après enquête approfondie, ont jugé que les circonstances ne justifiaient pas la destitution de M. Racicot; compte tenu du fait que la Loi de la fonction publique ne s'applique pas aux employés de la commission et

que la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais qui, elle, régit la commission ne prévoit aucune disposition pertinente; compte tenu du fait qu'en conséquence, si M. Racicot était destitué, il n'aurait aucun droit de recours en appel; compte tenu surtout du fait que la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais est une commission tout à fait autonome, j'aimerais demander au ministre s'il ne croit pas qu'il outrepasserait gravement ses pouvoirs en faisant cette demande au président de la commission, ce qui constitue un exemple flagrant d'ingérence politique dans l'administration de la commission.

**Le Vice-Président:** M. le ministre des Affaires municipales.

**M. Tardif:** M. le Président, c'est par un article de journal que j'étais informé, il y a environ deux mois, du renvoi d'un employé de la Commission de transport régionale de l'Outaouais. Cet employé renvoyé s'était adressé à un journal local pour dire: Moi, j'ai été renvoyé pour inconduite, mais il y a des choses beaucoup plus graves qui se sont passées à la CTCRO, notamment son vice-président a utilisé le personnel, les locaux, le matériel de la CTCRO et qui, plus est, a utilisé son poste de vice-président pour s'occuper d'autre chose que de la gérance et notamment, évidemment, d'une activité politique partisane. À la suite de cet article de journal, j'ai écrit une lettre au président de la CTCRO lui demandant de faire enquête. J'ai reçu le rapport d'enquête du président, M. Caron, dans lequel les faits sont établis et ne sont niés par personne, ni par le président, ni par la commission, ni surtout par l'intimé lui-même.

La décision de la CTCRO dans ce cas a été de recommander que M. Racicot remette à la CTCRO les sommes impliquées pour le temps des employés, la location du matériel et tout cela. À ce moment, j'ai écrit effectivement une lettre au président de la CTCRO, M. Caron, en date du 30 juin, lettre que je vais déposer devant cette Chambre, où je lui ai rappelé qu'effectivement les dispositions de la Loi de la fonction publique du Québec, ainsi que les lois de la fonction publique du Canada, bien que ne s'appliquant pas à M. Racicot, n'étant pas un fonctionnaire au sens de la loi, prévoyaient que, dans de tels cas, il n'y avait d'autre solution que celle du renvoi, c'est-à-dire qu'on pouvait aller jusqu'au renvoi dans ces cas, en laissant, évidemment, à la fois au président et au conseil d'administration le soin de prendre la décision qu'ils jugeraient opportune. Le fait est qu'ils ont décidé de prendre une autre décision. Je ne faisais que leur rappeler les dispositions de ces lois, d'autant plus que ce sont non seulement les deniers publics de la Communauté régionale de l'Outaouais qui sont en cause, mais bien ceux de tout le Québec, puisque le ministère des Transports subventionne à 50% cet organisme public.

Je dépose la lettre ici que j'ai envoyée à M. Caron.

**Le Vice-Président:** Merci. À l'ordre, s'il vous plaît! Est-ce un dépôt au sens strict du terme? Le

document est remis pour information à l'Assemblée nationale, M. le ministre?

**M. Tardif:** Oui.

**Le Vice-Président:** M. le député de Gatineau, question additionnelle.

**M. Gratton:** Oui, une question additionnelle, M. le Président.

Vous aurez remarqué sans doute que les circonstances que je n'ai pas voulu évoquer l'ont été par le ministre et je ne reviendrai pas là-dessus.

**Une voix:** On pourrait revenir.

**M. Gratton:** Voulez-vous qu'on y revienne?

**Une voix:** On peut y revenir.

**M. Gratton:** M. le Président, si on veut que j'y revienne, j'y reviens immédiatement.

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Gatineau, vous avez suffisamment d'expérience pour savoir que vous ne devez pas y revenir.

**M. Gratton:** J'ai suffisamment d'expérience aussi pour savoir que, lorsqu'on veut détruire, comme l'a fait le ministre des Affaires municipales, on peut faire des déclarations comme celle qu'il vient de faire et, fort de l'appui qu'il a du règlement, exiger qu'on ne puisse pas répondre à ses allégations.

**Le Vice-Président:** Votre question, M. le député de Gatineau.

**M. Gratton:** Ma question est la suivante. D'abord, il n'a pas répondu à ma première question lorsque je lui demandais s'il ne considérerait pas ce geste qu'il a posé dans sa lettre du 30 juin comme un cas patent d'ingérence politique.

Ma deuxième question: Puisqu'il a indiqué que la commission a déjà décidé de ne pas se plier à cette demande du ministre dans sa lettre du 30 juin, entend-il prendre d'autres mesures, faire d'autres demandes ou d'autres recommandations ou si, pour le ministre, le dossier est clos?

**Le Vice-Président:** M. le ministre des Affaires municipales.

**M. Tardif:** Je ne crois absolument pas qu'il s'agisse là d'un cas d'ingérence, comme l'a mentionné le député de Gatineau. Je n'ai fait que rappeler à ce haut fonctionnaire qui relève de moi, que je nomme, les dispositions des lois qui régissent d'autres employés, d'autres hauts fonctionnaires dans d'autres lieux, notamment, la Fonction publique du Canada et celle du Québec.

Je déplore seulement que ce soit à l'occasion du renvoi d'un petit employé que ces faits aient été portés à notre connaissance et non pas par le président lui-même.

**M. Gratton:** Il était absent, il était à San Francisco et vous le savez.

**M. Tardif:** Je pense que la décence voudrait que le personnage en question, qui a vraiment usurpé sa fonction, ses pouvoirs et les responsabilités qu'il avait, démissionne.

**M. Gratton:** Question additionnelle, M. le Président.

**M. Marchand:** Les employés de la Saint-Jean-Baptiste, ils n'ont pas démissionné, eux?

**Le Vice-Président:** M. le député de Gatineau, puis-je vous demander une dernière question additionnelle sur le sujet, c'est déjà la troisième?

**M. Gratton:** M. le Président, il me semble qu'on pourrait attendre le genre de réponse qu'on va obtenir pour juger s'il y aura des questions additionnelles ou non.

**Le Vice-Président:** M. le député de Gatineau, je n'ai pas besoin de vous informer sur la façon dont un ministre peut répondre ou pas. Vous avez des moyens, que vous pouvez utiliser, si vous n'êtes pas satisfait de la réponse.

M. le député de Gatineau.

**M. Gratton:** Ma question additionnelle est la suivante. Je citerai un paragraphe de la lettre du 30 juin où le ministre dit textuellement: "Dans le contexte défini des lois, je considère qu'il revient maintenant de votre responsabilité d'appliquer mutatis mutandis les dispositions habituelles qui réglementent de tels cas. Ces dispositions sont énumérées à la page précédente de cette même lettre."

D'abord, je proteste contre le fait que le ministre nous dise...

**Des voix:** Question! Question!

**M. Gratton:** ... qu'il n'a que rappelé les dispositions de la loi. C'est faux, il demande qu'on les applique mutatis mutandis. Je répète ma question: A-t-il l'intention de considérer l'incident clos ou s'il entend exercer d'autres pressions affirmant ainsi l'ingérence politique qu'il a manifestée dans ce dossier?

**Le Vice-Président:** M. le ministre.

**M. Tardif:** Je pense qu'on charrie carrément lorsqu'on qualifie d'ingérence politique le geste que j'ai posé. Je pense que c'est tout le contraire, on peut qualifier véritablement d'action politique partisane le fait d'utiliser, à des fins autres que celles pour lesquelles ils sont votés, des deniers, des crédits, des employés, du matériel et des locaux. C'est cela, de l'ingérence politique, et non pas le geste qu'a posé le ministre.

**M. Gratton:** Répondez à ma question, maintenant!

**M. Marchand:** Parlez-nous donc de la Saint-Jean-Baptiste!

**M. Gratton:** Répondez donc à ma question, maintenant! Est-ce que l'incident est clos?

**M. Marchand:** Parlez donc de la Saint-Jean-Baptiste, à Montréal.

**M. Tardif:** M. le Président...

Le **Vice-Président:** C'est autant de temps enlevé aux députés pour poser des questions.

M. le député de Mégantic-Compton.

**M. Gratton:** M. le Président, on pourrait quand même demander au ministre qu'il me dise si l'incident est clos, oui ou non, dans son esprit.

**M. Tardif:** À la place du député de Gatineau, j'aurais été gêné de soulever une telle question. Effectivement, je considère cet incident clos et je laisse la population juger.

**M. Gratton:** ... qui en écopera à la prochaine élection.

Le **Vice-Président:** À l'ordre! J'ai donné la parole à M. le député de Mégantic-Compton et j'espère qu'on la respectera.

#### Inscription des élèves anglophones

**M. Grenier:** M. le Président, je m'adresse au ministre de l'Éducation que j'ai prévenu de ma question avant le dîner. J'aimerais connaître ses intentions sur le problème qui continue de sévir dans, principalement, la région de Montréal et je voudrais lui redire, ce soir, que la question que j'ai posée l'autre jour sur le même sujet n'englobait pas la région de Québec. Mes informations, selon mes explications avant le dîner, ne concernaient pas la région de Québec, puisque c'étaient de fausses informations que j'avais eues. Je pose donc la question au ministre. Est-ce son intention d'intervenir dans le problème qui sévit actuellement dans la rentrée scolaire à Montréal problème qui se situe au niveau des commissions scolaires anglophones du grand Montréal de même qu'à la CECM. Cette question fait suite aux déclarations de hauts fonctionnaires qui ont dit, hier soir, qu'on ferait sans doute face à un chaos important à l'automne relativement à la rentrée scolaire.

Le **Vice-Président:** M. le ministre de l'Éducation et vice-premier ministre.

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, il était temps que le député rectifie les faits qu'il a relatés l'autre jour. Il est inexact, en effet, que la Commission des écoles catholiques de Québec ait exprimé l'intention de s'opposer à la mise en oeuvre de la Charte de la langue française en ce qui concerne la langue d'enseignement. L'espace d'un instant j'ai cru, l'autre soir, que le député avait voulu

m'induire en erreur, mais je lui ai donné le bénéfice du doute; je me réjouis de l'avoir fait.

Le rôle juridique du ministère de l'Éducation consiste, en ce moment, à recevoir les demandes d'admission des élèves qui veulent s'inscrire pour la première fois à l'école anglaise, selon les directives contenues dans le règlement du 8 juin. En revanche, les délégués du ministre ne sauraient, en aucune façon, prendre des décisions et reconnaître des droits avant que la charte ne soit entrée en vigueur. Je voudrais que cela soit bien clair. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que je le dis devant cette Chambre, mais puisque M. le député me donne l'occasion de le répéter M. le Président, je me fais un devoir de le rappeler.

Si certaines commissions scolaires, principalement — pour ne pas dire uniquement — de la région de Montréal refusent de nous transmettre les demandes d'inscription, il y a là un facteur de retard, je le reconnais. Cela risque de priver de leurs droits un certain nombre d'enfants anglophones auxquels la Charte de la langue française s'apprête à reconnaître des droits limités, mais réels. Le ministère ne peut donc qu'enregistrer ces difficultés et tenter de les régler sur le plan purement administratif.

Le **Vice-Président:** Question additionnelle, M. le député de Mégantic-Compton.

#### Fermeture des petites écoles

**M. Grenier:** Vous me permettrez, M. le Président, d'établir peut-être un parallèle, très brièvement; je ne veux pas prendre le temps des députés pour la période des questions. J'ai un problème qui ressemble un peu à celui-là et c'est celui de l'énoncé qui a été émis par le ministre relativement à la conservation des écoles primaires dans les villages. On m'informe qu'au niveau de certaines commissions scolaire il serait tard pour penser à récupérer des écoles déjà existantes, aller récupérer des groupes d'élèves, à cause du temps d'inscription qu'il nous reste. Si cela est vrai au niveau du primaire, je me demande si le ministre ne devrait pas intervenir personnellement, comme je le lui ai suggéré, à la fin de la semaine dernière, auprès des commissions scolaires concernées, qui ont des problèmes importants puisque cela a été l'objet des déclarations d'hier soir. Je me demande si c'est l'intention du ministre...

Le **Vice-Président:** M. le député de Mégantic-Compton, veuillez poser votre deuxième question principale s'il vous plaît.

**M. Grenier:** D'accord. J'avais demandé, M. le Président, de faire un préambule bref. Je pense que j'ai été bref dans l'espace de trois phrases à peu près.

J'aimerais savoir du ministre s'il a l'intention d'intervenir ou de laisser aller le problème encore quelques jours pour l'inscription des élèves dans le secteur principalement anglophone, mais aussi au niveau de la CECM, sinon, d'intervenir personnellement auprès de ses fonctionnaires.

Comme je l'ai suggéré, il pourrait peut-être se faire accompagner de représentants des partis reconnus afin qu'on soit nous aussi au courant du problème, à savoir si c'est un problème administratif ou s'il n'y aurait pas lieu de faire d'autres interventions.

**Le Vice-Président:** M. le ministre de l'Éducation.

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, puis-je demander au député de préciser s'il s'agit d'une nouvelle question principale sur la fermeture des petites écoles ou si c'est une question accessoire sur les demandes d'admission à l'école anglaise.

**Le Vice-Président:** M. le ministre, je m'excuse, on n'a pas demandé de directive, mais je la donne quand même. Je viens de dire à M. le député de Mégantic-Compton que j'acceptais sa deuxième question principale.

**M. Grenier:** Je m'excuse, M. le Président, mais je ne voulais pas en faire une question principale. Je pense que le parallèle que j'ai fait entre l'école primaire et l'autre...

**Le Vice-Président:** À l'ordre! Ce n'est à aucun leader parlementaire ni à aucun député de décider si c'est une question principale ou additionnelle. Je considère cette question comme une deuxième question principale pour le parti reconnu de l'Union Nationale.

M. le ministre de l'Éducation.

**M. Grenier:** M. le Président, je veux bien respecter ce que vous venez de déclarer mais il reste que — sûrement que je respecterai ce que vous déclarez — je demandais au ministre si c'était son intention d'intervenir personnellement. Je trouve que c'est pas mal connexe à ma question principale.

**Le Vice-Président:** D'accord, M. le député. Vous permettez qu'on n'en fasse pas un débat? Vous auriez eu deux questions de toute façon. Si M. le ministre a quelque chose à ajouter je lui cède la parole.

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, sur la question principale, laquelle porte sur la fermeture des petites écoles, je voudrais simplement dire qu'à l'heure actuelle...

**M. Grenier:** M. le Président, je m'excuse, je reviens là-dessus mais ma question ne portait pas sur la fermeture des petites écoles. J'ai formulé un corollaire entre les deux pour bien expliquer ma question. Je veux bien donner le bénéfice du doute, comme on l'a donné tout à l'heure au ministre, mais je veux faire comprendre qu'ici j'ai posé ma question principale à savoir qu'il y avait des difficultés importantes déclarées par les hauts fonctionnaires, hier soir, sur l'enregistrement des élèves au niveau de la CECM et des autres. J'ai

demandé, par ma deuxième question qui est une question additionnelle, selon moi, si le ministre a l'intention d'intervenir dans cette question.

**Le Vice-Président:** Je regrette, le temps passe et je viens de mentionner que je n'ai pas l'intention d'admettre de débat. Ce n'est ni au ministre de l'Éducation, ni au député de Mégantic-Compton à rendre une directive voulant que ce soit une question principale ou additionnelle. Oublions ce problème. Cela est un faux problème. Quant à l'état des questions, il y en a deux, et je demanderais au ministre de ne point se prononcer sur la qualité de la question, mais d'avoir la qualité de la réponse.

**M. Morin (Sauvé):** Je ne demande pas mieux, M. le Président. Le député, dans sa première question, a laissé entendre que la politique de maintien des petites écoles se heurtait à des difficultés. Je voudrais lui dire qu'à l'heure actuelle mon ministère, par le truchement de ses bureaux régionaux, a entrepris une campagne en vue de sensibiliser la population aux possibilités que lui ouvre la politique que j'ai annoncée il y a quelques semaines.

Il est très long, cependant, d'expliquer, particulièrement dans les villages reculés, la portée exacte de cette politique. Néanmoins, je constate qu'elle est en train de prendre racine et que nous connaissons sans doute d'ici quelques semaines ou quelques mois — c'est une politique à long terme — les résultats tangibles de cette nouvelle politique.

En second lieu, M. le Président, pour ce qui est de la question des inscriptions à l'école anglaise, je puis dire au député et à cette Chambre que les fonctionnaires de mon ministère sont en contact quotidien, d'heure en heure, avec les administrateurs scolaires de la région de Montréal. Aujourd'hui, encore il y a eu des rencontres. Il y en aura sans doute plusieurs au cours des jours et des semaines qui viennent. Nous entendons appliquer cette politique sur le plan administratif.

Je me rends compte que du côté de l'Opposition on souhaiterait vivement que s'instaure le chaos. M. le Président, si cela ne dépend que de moi, il n'en sera pas ainsi.

**M. Grenier:** M. le Président, question de privilège.

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Mégantic-Compton, sur une question de privilège.

**M. Grenier:** M. le Président, je voudrais que M. le ministre fasse des allusions à la question que je lui ai posée. Ce n'est pas mon intention, et cela n'a jamais été l'intention de l'Union Nationale — le ministre est bien placé pour le savoir — d'instaurer le chaos à l'entrée scolaire, pas du tout, mais je tiens compte des propos tenus hier soir par des hauts fonctionnaires du gouvernement.

Je dois dire au ministre, en terminant: Bene curreris sed extra viam.

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! Je m'excuse, je vois le temps passer très rapidement. Il n'y a pas de réponse à une question de privilège. Il n'y a pas de question posée au ministre. Trois députés se sont levés en même temps. L'article 92, dans ce cas, s'applique; d'ailleurs, j'ai rendu une directive le 22 décembre 1976 à ce sujet. Je donne donc la parole à M. le député de Jean-Talon.

#### **Rapport du Bureau de la statistique du Québec**

**M. Garneau:** M. le Président, hier, les media d'information, entre autres la Société Radio-Canada, faisaient grand état d'un document préparé par les services prévisionnels du Bureau de la statistique du Québec, suivant lequel il y aurait eu, en janvier, une baisse de près de 65% dans la valeur des permis de construction et indiquant qu'il y aurait également une baisse pour l'ensemble de l'année 1976. On indiquait également une baisse du côté des ventes au détail pour l'ensemble de l'année et une situation de l'emploi qui serait extrêmement délicate et défavorable pour l'ensemble du Québec au cours de l'année 1977. Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. A-t-il pris connaissance de ce rapport, premièrement? Deuxièmement, entend-il le rendre public en le déposant officiellement sur la table de cette Assemblée?

**Le Vice-Président:** M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**M. Tremblay:** M. le Président, le rapport auquel fait allusion le député de Jean-Talon est un rapport public qui est distribué de façon périodique par le Bureau de la statistique du Québec. Je n'ai pas d'objection à le déposer en Chambre. Je n'ai pas suffisamment de copies aujourd'hui, mais c'est un document public.

En ce qui concerne la première partie de sa question, à savoir si j'en ai pris connaissance, il est bien évident que j'en ai pris connaissance, mais que je n'en déduis pas les conclusions alarmistes qu'il a évoquées. Le document remet à jour certaines données statistiques qui appartiennent au domaine public et qui s'arrêtent effectivement au mois de mai, mais fait aussi des prévisions pour le reste de l'année. Ces prévisions, tout en n'étant pas indûment optimistes, sont quand même, pour la plupart, encourageantes, c'est-à-dire une relance des expéditions au cours de la deuxième partie de l'année, une baisse du taux de chômage de 10% à 9,4% au mois d'octobre et une nette relance de la construction domiciliaire, dont la valeur des permis est de l'ordre de \$200 millions cette année, alors que cette valeur n'était que de \$140 millions l'an dernier. Je pense donc qu'on a fait beaucoup de bruit avec peu de chose, puisque effectivement, comparativement à la situation économique du reste du Canada, la situation économique, au moins, se maintient et s'améliore. Je fais état des nouveaux chiffres sur le chômage pour juin qui montrent qu'il y a eu une augmenta-

tion des chômeurs dans le reste du Canada, de l'ordre de 6000, mais une baisse du nombre de chômeurs au Québec de l'ordre de 9000.

**Le Vice-Président:** Question additionnelle, M. le député de Jean-Talon?

**M. Garneau:** Oui, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Question additionnelle, M. le député de Jean-Talon.

**M. Garneau:** J'aurais une question additionnelle, mais, comme le ministre a répondu à deux questions principales, je me demande comment je vais faire pour poser des questions additionnelles sur les deux sujets en même temps.

**Le Vice-Président:** La seule réponse que je pourrais vous donner, M. le député de Jean-Talon, c'est qu'il faudrait penser aux autres à la période où nous sommes rendus. Essayez de faire vos volets très reliés les uns aux autres.

**M. Garneau:** Je vais faire les volets aussi reliés que le cheminement suivi par le ministre. Je vais lui demander s'il est vrai que la valeur des permis de construction a baissé de 64,9% en janvier 1977 par rapport à janvier 1976. Est-ce que c'est là un chiffre qui est bel et bien contenu dans le document?

Deuxièmement, M. le Président, je vais demander au ministre si le document auquel il vient de référer indique que la situation de l'emploi en 1977 sera meilleure que celle de 1976. Pour ce qui est du taux de chômage, un troisième volet à ma question, le ministre est-il prêt à reconnaître que la situation de l'emploi à laquelle il a référé est extrêmement catastrophique, à mon sens, puisqu'il y a eu une baisse de 11 000 emplois au Québec en termes désaisonnalisés, ce qui signifie qu'il n'y a pas plus de monde à l'ouvrage au mois de juin, en plein été, qu'il n'y en avait au mois de février? Est-ce cela que le ministre trouve bon?

**Le Vice-Président:** M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**M. Tremblay:** M. le Président, en ce qui concerne la première partie de la question sur les permis de construction, etc., je n'ai pas à la mémoire tous les chiffres du document, mais comme je l'ai mentionné, je vais...

**M. Garneau:** Lisez-le! Vous avez le document devant vous, lisez-le!

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Tremblay:** Je vais déposer le document quand j'en aurai des exemplaires en nombre suffisant.

**M. Garneau:** Il n'y a qu'une page, lisez-la, vous l'avez devant vous!



**M. Tremblay:** C'est un document de plusieurs pages.

**M. Garneau:** Il n'y a qu'une page de résumé.

**M. Tremblay:** En ce qui concerne le taux de chômage de 1976/77, je pense, M. le Président, que nous ne pouvons pas traiter d'une question aussi sérieuse à la légère. Il est évident que le taux de chômage, partout au Canada, est très élevé. Il a eu tendance à s'accroître, comme je l'ai mentionné tout à l'heure, dans l'ensemble du Canada; il y a une tendance à la stabilisation à la baisse au Québec, mais le taux de chômage est beaucoup trop élevé.

**M. Lalonde:** Québec!

**M. Tremblay:** Nous allons en discuter jeudi, lors du débat sur la motion privilégiée soulevée par le chef de l'Union Nationale. Il est évident que la politique fiscale du gouvernement fédéral est beaucoup trop restrictive présentement.

**M. Garneau:** ...la faute du fédéral!

**M. Lalonde:** ...fédéral. Ce ne serait pas de l'ancien gouvernement, aussi?

**M. Tremblay:** Peut-être que ce genre de politique ne vous intéresse pas, mais c'est quand même des points très importants qui devront être discutés.

**M. Lalonde:** Oui, bien oui!

**Le Vice-Président:** Je comprends que dans une période de 45 minutes bien remplie, il faut peut-être une petite récréation, mais comme il y a d'autres députés qui voudraient poser des questions, je demanderais au ministre de s'en tenir à l'article 170 et aux autres députés de s'en tenir à l'article 100. On n'est pas rendu là, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce. M. le ministre.

**M. Tremblay:** Comme je l'ai mentionné rapidement, et étant donné que le député de Jean-Talon l'a resouigné, les données sur le chômage au Québec, pour le mois de juin, sont plus optimistes que pour le reste du Canada. Je n'ai pas dit que c'étaient des données extraordinairement favorables puisque je considère que le taux de chômage au Canada et au Québec est beaucoup trop élevé, mais il y a eu, au Québec, au mois de juin, la création de 75 000 nouveaux emplois, et le taux de chômage désaisonnalisé s'est abaissé de 9000 travailleurs.

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Bisailon:** M. le Président.

**M. Garneau:** Question additionnelle.

**Le Vice-Président:** Je ne sais pas si tout le

monde se lève sur des questions additionnelles. J'ai reconnu, tout d'abord, le député de Jean-Talon sur une question additionnelle. J'en appelle aux membres de cette Assemblée. Je comprends que chacun pense à son parti, pense à soi, mais quand même il faut établir un certain équilibre que j'appellerai celui de la démocratie dans cette période des questions. Je n'admettrai pas plus de deux questions additionnelles, et ensuite je tenterai de recevoir une dernière question principale. M. le député de Jean-Talon, brièvement, s'il vous plaît!

**M. Garneau:** Oui, M. le Président. Le ministre vient de faire une déclaration concernant la création d'emplois. Si je regarde les données statistiques qui ont été rendues publiques ce matin, on indique que la population active du Québec a augmenté de 60 000 entre juin 1976 et juin 1977, et que de ces 60 000 personnes nouvellement arrivées sur le marché du travail entre ces deux mois, 14 000 seulement de ces nouveaux arrivants ont trouvé de l'emploi, ce qui signifie qu'il y a, parmi les nouveaux arrivants, entre juin 1976 et juin 1977, 77% des nouveaux travailleurs qui sont devenus de nouveaux chômeurs.

**Le Vice-Président:** M. le ministre de l'Industrie et du Commerce. À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Tremblay:** Je regrette, je ne possède pas les mêmes données statistiques que le député de Jean-Talon.

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! Je suppose que quand on pose une question on veut entendre la réponse.

**M. Tremblay:** De mai à juin 1977, la population active...

**M. Garneau:** Si on n'a pas les chiffres, je ne sais pas comment il va répondre.

**M. Tremblay:** ...a augmenté de 75 000 et non pas de 60 000, et l'emploi a augmenté de 75 000, de sorte qu'il n'y a pas eu d'augmentation de chômeurs au Québec.

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Garneau:** M. le Président, question de privilège, j'invoque mon privilège!

**M. Levesque (Bonaventure):** Question de privilège!

**Le Vice-Président:** Un instant, s'il vous plaît! M. le député de Jean-Talon, sur une question de privilège.

**M. Garneau:** M. le Président, le ministre de l'Industrie et du Commerce induit de sa réponse que j'aurais tenté de donner à la Chambre de mauvais chiffres. Les chiffres que j'ai donnés sont les chiffres de juin 1976 par rapport à juin 1977. On doit comparer des mois identiques pour être

capable de faire des comparaisons. Ce sont là des chiffres réels, et c'est pourquoi ils étaient dans les documents publiés ce matin. Je demande donc au ministre s'il est vrai qu'entre juin 1976 et juin 1977, il y a eu une augmentation de la population active de 60 000, et que de ces 60 000, 14 000 seulement ont pu trouver un emploi, signifiant ainsi que 77% des nouveaux travailleurs sont des nouveaux chômeurs.

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Jean-Talon, votre question de privilège est acceptée, mais la question additionnelle qui y est jointe n'est pas acceptée. Je m'excuse, une question de privilège n'est pas une question posée à un ministre. C'est le rétablissement des faits et je n'ai pas l'intention de donner la parole au ministre.

M. le député de Brome-Missisquoi, dernière question additionnelle sur le sujet. À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Russell:** Question principale au ministre de l'Industrie et du Commerce qui a déclaré tout à l'heure qu'il avait pris connaissance du rapport, et il en a relaté quelques passages. Puisqu'il connaît, lui, la situation économique actuelle, je lui demanderais simplement ceci. Est-ce qu'il se déclare satisfait, ayant pris connaissance des faits et connaissant la situation économique actuelle?

**Le Vice-Président:** M. le ministre, brièvement, s'il vous plaît.

**M. Tremblay:** Non, M. le Président, je ne suis pas satisfait d'un haut taux de chômage comme celui que nous connaissons. Je pense qu'aucun gouvernement au Canada, je dirais même dans le monde occidental, parce que nous avons une récession qui est mondiale, peut se trouver satisfait d'un taux de chômage aussi élevé.

**Le Vice-Président:** Question principale à M. le député de Sainte-Marie.

#### **Alliance Sécurité blindée**

**M. Bisillon:** M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Je l'ai prévenu de ma question, il y a maintenant une semaine et demie.

M. le Président, le 4 mai dernier, la commission parlementaire des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégeait sur l'étude d'un bill privé, le bill 214, et à la suite des travaux de la commission parlementaire, il y avait eu un consensus entre les partis de l'Opposition et le parti au pouvoir pour que le ministre des Transports présente des amendements à la Loi de la commission des transports pour permettre à la compagnie visée par le bill privé, Alliance Sécurité blindée, de fonctionner au Québec.

Je voudrais savoir du ministre, dans un premier temps, s'il entend, avant la fin de l'été et dans les délais qu'il s'était engagé d'observer auprès de

la commission parlementaire, déposer ces amendements à la Loi de la Commission des transports.

Dans un deuxième temps, je voudrais savoir si le ministre est au courant que les faits allégués lors de l'étude du bill privé, soit le monopole des prix et des clients par un certain nombre de compagnies au Québec ont eu des échos aux États-Unis et que, entre autres, les compagnies Brink's, Purolator et — une autre dont j'oublie le nom — Wells Fargo ont été mises en accusation par le grand jury fédéral pour les mêmes accusations qu'on porte ici au Québec. Devant cette situation, qu'est-ce que le ministre des Transports entend faire?

**Le Vice-Président:** M. le ministre des Transports.

**M. Lessard:** M. le Président, il est exact qu'on m'avait fait part de cette question, il y a une semaine et demie. J'ai simplement à répondre à ce sujet que lors de la commission du 4 mai, au moment où nous avons étudié le projet de loi, un bill privé, le gouvernement, à ce moment, en collaboration avec l'Opposition avait demandé de suspendre la commission pour essayer de trouver une solution dans le sens suivant, à savoir, retirer de la juridiction de la Commission des transports, soit le transport ou l'émission de permis de transport d'argent.

Nous avons analysé cette solution et nous n'avons pas voulu intervenir directement dans un organisme ou dans l'administration d'un organisme judiciaire qui s'appelle la Commission des transports. Le Conseil des ministres, à ce moment, a plutôt recommandé, ce avec quoi j'ai été d'accord, que le règlement de l'émission des permis soit modifié de telle façon qu'on puisse faire intervenir la question du contenu québécois au lieu de limiter la preuve que doit faire un transporteur, de limiter cette preuve à la question de besoin.

Un règlement a donc été demandé en ce sens auprès des fonctionnaires. Maintenant, il faut dire ceci. Il n'est pas facile de faire un tel règlement à l'intérieur de quelques semaines. J'espère pouvoir le soumettre, en fait, au Conseil des ministres, dans le plus bref délai, mais je ne peux pas dire, ce soir, quand je pourrai le soumettre.

Cependant, par exemple, je dois ajouter ceci, M. le Président. J'ai l'intention de nommer quand même ou de faire une enquête administrative et légale sur la façon de corriger et de réformer toute la Commission des Transports et d'alléger toute la procédure judiciaire à la Commission des Transports afin de permettre, justement, une amélioration dans l'administration de cette commission.

En ce qui concerne les faits allégués par le député de Sainte-Marie, je dis qu'ils ont été transmis, puisque vous m'en avez envoyé la teneur, à la Commission des transports et la Commission des transports devra juger, à partir de ces informations, de la prochaine demande du permis qui est faite par Alliance Sécurité.

**Le Vice Président:** Fin de la période des questions.

**M. Mackasey:** M. le Président.

**Le Vice-Président:** Fin de la période des questions, messieurs!

**M. Bisailon:** Sur une question de privilège, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Un instant, s'il vous plaît, je vous laisserai votre question de privilège après.

Vous savez que lorsque cette Assemblée a décidé unanimement de porter de 30 à 45 minutes la période des questions, le président a émis un certain nombre de directives que je désire suivre de très près sans créer de précédent. Il est normal qu'à la fin d'une période de questions, lorsqu'il y a une réponse qui déborde d'une minute ou de 30 secondes, on laisse porter. Mais il serait absolument anormal que je dépasse ces 45 minutes prévues pour la période des questions. Je considère que c'est une entente unanime de tous les membres de cette Assemblée.

M. le député de Sainte-Marie, votre question de privilège, si elle porte sur un autre sujet.

### Question de privilège

#### Mémoires soumis à la commission sur la Charte de la langue française

**M. Guy Bisailon**

**M. Bisailon:** M. le Président, j'ai une question de privilège à soumettre à cette Assemblée. Je n'ai pu vous délivrer l'avis qu'on doit normalement faire pour respecter nos règlements, puisque ces événements dont je veux faire part et dont je veux que l'Assemblée prenne connaissance se sont produits après le début de la séance, c'est-à-dire à 15 h 15. J'utilise donc l'article 49.2, et au meilleur moment, soit avant la période des affaires du jour, pour soulever cette question de privilège.

La question concerne des informations qui ont été transmises par le réseau Radio-Canada à 15 h 15 cet après-midi. Je voudrais vous lire l'extrait de cette nouvelle: Suivant des informations obtenues par Radio-Canada, le Service des renseignements de la Sûreté du Québec a décidé d'analyser le contenu de tous les mémoires soumis à la commission parlementaire qui a étudié le projet de la Charte de la langue française. Le but de cette étude serait de définir les prises de position radicales de gauche et de droite exprimées dans ces mémoires pour y déceler une possibilité de situation de violence appréhendée. La collecte des mémoires par la Sûreté s'est faite à l'insu du ministre de la Justice, du ministre d'État au développement culturel, du président de la commission et des témoins eux-mêmes.

Quant à moi, M. le Président, si ces faits étaient confirmés, il me semble que ce serait une attaque assez grave aux privilèges du Parlement et des institutions parlementaires pour qu'on puisse en parler un peu à l'Assemblée nationale. Je demanderais — parce que je peux terminer par une motion sur une question de privilège — au minis-

tre de la Justice de faire en sorte — il le saura, on lui fera le message — que cette situation soit corrigée pour que lorsque des témoins se présenteront à l'avenir aux commissions parlementaires, ils puissent le faire en toute liberté en sachant que personne n'utilisera les choses qui pourront être dites aux commissions parlementaires. À quoi servirait-il, M. le Président, qu'on puisse demander à des citoyens de venir collaborer au niveau de la législation, si, par la suite, des institutions, des groupes se servent de ce que les témoins disent dans les commissions parlementaires contre eux?

**Le Vice-Président:** M. le député de Sainte-Marie, j'ai...

**M. Burns:** M. le Président, sur cette question, je n'ai pas l'intention de répondre au nom du ministre de la Justice qui est retenu, actuellement, à Montréal pour une question très importante. Je pense que c'est quelque chose qui, éventuellement, demandera une réponse du ministre de la Justice. Je partage les inquiétudes du député de Sainte-Marie. Comme nous n'avons pas eu l'occasion de discuter au niveau du ministre de la Justice de ce type de problème, je veux simplement mentionner à tous les membres de l'Assemblée nationale que le problème soulevé va être dirigé immédiatement — il l'est déjà, puisque nous avons entendu parler de ce problème dans le courant de la journée — vers le bureau du ministre de la Justice.

Nous espérons qu'à la première occasion — nous espérons que ce sera demain — le ministre de la Justice sera en mesure, avec la collaboration de tout le monde à l'Assemblée nationale, de donner une réponse satisfaisante aux questions tout à fait légitimes du député de Sainte-Marie.

**Le Vice-Président:** J'ajouterai, M. le leader parlementaire du gouvernement, que j'ai hâte d'entendre la réponse de M. le ministre de la Justice. Ceci n'affecte pas uniquement les responsabilités ministérielles de M. le ministre de la Justice. Je suis entièrement d'accord avec cette question de privilège soulevée par le député de Sainte-Marie. En tant que représentant de la présidence, je suis très inquiet de ce geste qui a été posé. J'espère, en tant que représentant de la présidence, avoir, dans les plus brefs délais, des réponses à cette situation.

L'on peut invoquer que ces documents étaient publics. J'ai peu de détails au moment où je vous parle; le peu que je sache, c'est que ces documents ont été recueillis pendant les séances de la commission et je ne sais pas encore si c'étaient des documents qui étaient publics ou pas. Selon les témoins qui se sont présentés, certains ont demandé que leur document soit mis en annexe, d'autres ne l'ont pas demandé. Je ne sais pas du tout s'il ne s'agit que des mémoires entendus par la commission.

En tant que représentant de la présidence, je désire souligner devant tous les membres de cette

Assemblée que je suis très inquiet de cette situation où l'on mélange non pas le judiciaire, mais ce qui semble être une opération qui vient de l'extérieur avec le législatif qui bénéficie d'immunité et qui accorde cette immunité aux gens qui se présentent devant une commission. Que seraient dorénavant les commissions s'il n'y a pas de réponse à la question de privilège posée par le député de Sainte-Marie?

**M. Mackasey:** M. le Président...

**Le Vice-Président:** M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

**M. Mackasey:** ... j'ai une autre question de privilège à poser dans un esprit de collaboration; elle relève du ministre des Transports. Je vais laisser la parole au leader de la Chambre. J'espère que le mémoire de McGill n'est pas perçu comme un mémoire radical.

**Le Vice-Président:** M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, je ne voudrais surtout pas qu'on entre dans l'appréciation des mémoires. Nous avons ici la liberté de parole et nous en jouissons dans toutes les limites possibles; je voudrais que cela puisse continuer.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Burns:** Avant de passer aux affaires du jour, telles quelles, je propose, telle que l'entente a été...

**Une voix:** Les affaires de la nuit.

**M. Burns:** Pardon?

**M. Lavoie:** Pas les affaires du jour, les affaires du soir.

**M. Burns:** Oui, c'est maintenant les affaires du soir.

**Le Vice-Président:** Après les affaires courantes, nous avons les affaires du jour.

#### **Motion pour faire siéger la commission des affaires municipales**

**M. Burns:** Maintenant que les affaires courantes, devrais-je dire, sont terminées et selon l'entente que nous avons eue et qui a été constatée par la motion de cet après-midi, M. le Président, je proposerais que le projet de loi no 8, Loi sur les subventions aux municipalités de 10 000 habitants ou plus, le projet de loi no 34, Loi modifiant la Loi de la Commission municipale, le projet de loi no 35, Loi modifiant la Loi des travaux municipaux et, finalement, le projet de loi no 36, Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec, la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais, tel qu'il a été entendu, soient déferées pour examen immédiatement à la commission des affaires mu-

nicipales et que cette commission étudie ces projets de loi article par article.

**Le Vice-Président:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**M. Lavoie:** Vote enregistré, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Qu'on appelle les députés!

#### **Vote sur la motion**

**Le Vice-Président:** Le vote est pris. Mise aux voix sur cette motion du leader parlementaire du gouvernement. Motion de renvoi à la commission parlementaire élue des Affaires municipales d'un certain nombre de projets de loi. Que celles et ceux qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever s'il vous plaît.

**Le Secrétaire adjoint:** M. Burns, Mme Guerrier, MM. Laurin, Morin (Sauvé), Landry, Léonard, Couture, Tremblay, Johnson, O'Neill, Mme Ouellette, Mme Payette, MM. Lessard, Proulx, Lazure, Tardif, Chevrete, Michaud, Vaillancourt (Jonquière), Marcoux, Alfred, Vaugeois, Fallu, Rancourt, Mme Leblanc, MM. Bertrand, Laplante, Bissillon, de Bellefeuille, Gendron, Laberge, Lacoste, Ouellet, Perron, Brassard, Clair, Lavigne, Dussault, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Levesque (Bonaventure), Lavoie, Mackasey, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Garneau, Mailloux, Goldbloom, Larivière, Saindon, Saint-Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Lamontagne, Giasson, Blank, Caron, O'Gallagher, Ciaccia, Marchand, Gratton, Pagé, Springate, Grenier, Russell, Fontaine, Brochu, Shaw, Le Moignan, Dubois, Samson, Roy.

**Le Vice-Président:** Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît! Que ceux qui veulent s'abstenir veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

**Le Secrétaire:** Pour: 78 — Contre: 0 — Absentions: 0

**Le Vice-Président:** Cette motion est adoptée.

#### **Travaux parlementaires**

**M. Burns:** M. le Président...

**M. Garneau:** M. le Président, est-ce que ce serait le moment...

**Le Vice-Président:** Oui, à l'ordre!

**M. Burns:** Je signale que cette commission, à la suite du vote, peut siéger immédiatement à la salle 81-A. J'appellerai... Pardon?

**Le Vice-Président:** M. le député de Jean-Talon avait une question à poser en vertu de l'article 34.

**M. Burns:** Oui, d'accord.

**Le Vice-Président:** M. le député de Jean-Talon.

**M. Garneau:** M. le Président, j'avais récemment demandé, pour la préparation de l'étude des projets de loi modifiant la loi des régimes de retraite des enseignants etc., d'avoir des études actuarielles. Nous avons reçu, je ne sais pas si elles ont été déposées en Chambre, mais de toute façon, par l'entremise du bureau du ministre, nous, de l'Opposition, des copies des études actuarielles des quatre régimes, sauf qu'il n'y avait pas, conformément à l'article 126 de la loi du nouveau régime de retraite de la fonction publique, l'étude actuarielle sur les coûts des modifications proposées par le projet de loi lui-même. Je ne sais pas si cela a été un oubli ou si l'étude... J'aimerais en aviser le leader pour qu'on puisse l'avoir en conformité avec l'article 126.

**Le Vice-Président:** M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Burns:** Je remercie le député de Jean-Talon de me signaler cette situation. J'avais été informé que des documents, tel que le député de Jean-Talon les avait demandés, avaient été livrés aux représentants de l'Opposition. Ces documents n'ont pas été déposés en Chambre officiellement. S'il y a des lacunes dans le document, je suis prêt à voir, parce que je pense que la question du député de Jean-Talon est parfaitement justifiée, avec le ministre de la Fonction publique à ce que le document soit complété si c'est possible, évidemment dans la mesure du possible.

**Le Vice-Président:** M. le député.

**M. Garneau:** Je veux préciser qu'on a reçu quatre études actuarielles, sur le RREGOP, les enseignants, les fonctionnaires et également le personnel-cadre. Mais le détail manquant, c'est là où la loi du RREGOP est explicite, pour modifier la loi ou ajouter de nouveaux bénéfices, il faut avoir une étude actuarielle sur le coût des modifications proposées. C'est ce dernier point qui ne semblait pas complet. J'imagine qu'on l'a oublié.

**M. Burns:** D'accord, et je m'engage à communiquer, dès demain, avec le ministre de la Fonction publique à ce sujet.

**M. Lavoie:** M. le Président.

**Le Vice-Président:** M. le leader de l'Opposition officielle, en vertu de 34.

**M. Lavoie:** Avec la permission du leader, ce n'est pas nécessairement en vertu de 34, mais avant de passer aux affaires... Je crois qu'il est normal qu'en ce qui concerne mercredi, la journée des députés, demain, nous allons proposer à l'Assemblée une motion qui apparaît au feuillet de

mercredi dernier, à l'article 81 et qui est inscrite à mon nom: Que cette Assemblée est d'avis que le référendum sur la seule question de l'indépendance du Québec devra se tenir d'ici le premier juillet 1978.

**Le Vice-Président:** Vous avez bien raison, M. le député de Laval, avec la permission de M. le leader parlementaire du gouvernement qui appelle les motions.

**M. Burns:** D'ailleurs, M. le Président, je remercie le député de Laval qui m'en avait avisé à l'heure du dîner. Il n'y a pas de doute que même si nous avons tenté de trouver une solution à ce mercredi des députés pour nous aider à avancer nos travaux, il semble qu'actuellement ce ne sera pas possible; alors je prends la parole du député de Laval qui va demander l'appel de cet article demain, tel que le règlement lui en donne droit.

M. le Président, j'avais...

**Le Vice-Président:** M. le chef de l'Opposition officielle.

**M. Levesque (Bonaventure):** Le leader du gouvernement se rappellera sans doute que lorsqu'il a été question des projets de loi privés, il y avait un projet de loi qui avait été retenu parce que les avis n'avaient pas été donnés encore et qu'ils ne le seraient pas, quant aux avis de langue anglaise, je pense, vers le 25 juillet. Le leader du gouvernement m'avait dit à ce moment-là que ce projet de loi ne serait pas appelé à être étudié avant le 25 juillet. Est-ce que le leader du gouvernement a pu vérifier de quel projet de loi privé il avait été question?

**M. Burns:** J'ai pu vérifier qu'il s'agissait du projet de loi — je ne me souviens pas du numéro, 244 ou 245 — concernant la ville de Richelieu.

**M. Levesque (Bonaventure):** 242.

**M. Burns:** 242. Nous sommes en train de vérifier exactement ce qui s'est passé dans cette affaire.

L'engagement que j'ai pris auprès du chef de l'Opposition tient toujours, dans ce sens que si, au moment où le projet de loi sera appelé à être entendu, les avis n'ont pas été donnés, nous prendrons les dispositions requises, ou tout au moins, nous discuterons avec les représentants de l'Opposition relativement à ce sujet. Je n'ai pas du tout l'intention de mettre de côté les règles de la Chambre à un point tel qu'aucun avis, dans une langue ou dans l'autre, n'ait été donné. Je ne sais pas si pour le moment...

**M. Levesque (Bonaventure):** Est-ce que le leader a consulté le feuillet où ce projet de loi est prévu pour être étudié le 20 juillet?

**M. Burns:** Oui, effectivement, je l'ai déferé comme avis. J'en avais fait mention hier. Évidem-

ment, il faudra prendre les ajustements ou les dispositions en cours de route. Nous verrons exactement comment nous traiterons le problème au fur et à mesure. Je prends formellement, à l'endroit du chef de l'Opposition et à l'endroit de nos collègues de l'Assemblée nationale, l'engagement de ne pas envoyer ce projet de loi en discussion, le 20 juillet, si un minimum de publicité n'a pas été donnée au projet de loi.

**M. Levesque (Bonaventure):** Je veux bien comprendre qu'on ne veut pas retarder le progrès de la ville de Richelieu ni des autres, mais tout de même...

**M. Burns:** Ni surtout du CLSC parce que cela vise surtout le CLSC de Richelieu.

**Le Vice-Président:** M. le député de Richmond.

**M. Brochu:** Le leader du gouvernement a-t-il indiqué pour demain quelle commission va siéger? Sinon, doit-on comprendre que la commission des affaires municipales, qui a été convoquée tantôt, si jamais elle n'avait pas terminé ses travaux, ce soir à 11 heures, les poursuivrait demain avant-midi?

**M. Burns:** Oui.

**M. Brochu:** Merci.

**M. Burns:** J'allais d'ailleurs, M. le Président, immédiatement avant d'appeler l'article 7, donner l'avis que demain matin si la commission des affaires municipales n'a pas terminé les travaux que nous venons de lui confier, à 10 heures, cette commission se réunira à nouveau à la salle 81-A.

**M. Lavoie:** À moins qu'elle ne se déclare suffisamment informée.

**M. Burns:** À moins qu'elle se déclare suffisamment informée.

**Le Vice-Président:** 118a, alinéa 6. Sur ce, les affaires du jour, M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Burns:** Sur ce, M. le Président, il me fait un immense plaisir de rappeler l'article 7. Également, il me fait un immense plaisir de m'excuser auprès des députés de Beauce-Sud et de Rouyn-Noranda parce qu'hier, malheureusement, à cause d'un voyage éclair à Montréal, j'ai été obligé de m'absenter de la Chambre alors que je parraine le projet de loi no 2. Je m'étais excusé personnellement auprès des députés de Laval et de Nicolet-Yamaska. Malheureusement, le temps ne m'a pas permis de m'excuser personnellement auprès des députés de Beauce-Sud et de Rouyn-Noranda, sauf que je tiens à assurer les critiques de l'Opposition que depuis mon retour de ce voyage éclair, j'ai quand même eu le temps de lire leurs interventions qui sont moins pires que je pensais. Je tiens

à dire cela à l'endroit de nos collègues qui ont fait beaucoup de travail relativement à l'examen de ce projet de loi ou à la livraison de leur opinion en deuxième lecture de ce projet de loi. Je voulais tout simplement mentionner cette chose.

**Le Vice-Président:** M. le député de Gatineau.

**M. Gratton:** M. le Président, pourrais-je dire très brièvement au leader parlementaire du gouvernement qu'il me déçoit énormément? Je me sens frustré. Il ne s'est pas excusé auprès de moi et pourtant j'ai fait une brillante intervention, hier soir, sur le projet de loi no 2.

**M. Burns:** Je me réfèrais aux discours majeurs.

**Le Vice-Président:** M. le député de Beauce-Sud.

**M. Roy:** M. le Président, considérant que j'ai été assez dur dans mes propos, hier, à l'endroit du leader du gouvernement du fait qu'il n'était pas présent, je veux quand même accepter les excuses qu'il nous fait aujourd'hui. J'aimerais lui rappeler que si j'ai été dur dans les propos que j'ai tenus hier, c'est que j'entendais dans mon subconscient les propos qu'il aurait tenus si un collègue du Parti libéral de l'ancien gouvernement avait présenté un projet de loi identique et n'avait pas été présent à l'Assemblée nationale. J'espère qu'il m'excusera maintenant à son tour.

## Projet de loi no 2

### Deuxième lecture (suite)

**Le Vice-Président:** Si vous permettez, maintenant que ce soir, aux affaires du jour, le parrain est avec nous, nous pourrions peut-être reprendre le débat.

M. le leader parlementaire du gouvernement propose que le projet de loi no 2, Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale (réimpression) soit maintenant lu la deuxième fois. L'ajournement avait été demandé par M. le député de Gaspé.

M. le député de Gaspé.

### M. Michel Le Moignan

**M. Le Moignan:** M. le Président, c'est donc avec joie et plaisir que je veux apporter ma modeste contribution.

**M. Lavoie:** Vous avez le droit jusqu'à \$3000.

**M. Le Moignan:** Nous parlerons de contributions pécuniaires un petit peu plus tard.

**M. Grenier:** Ce qu'on veut avoir, ce sont vos paroles.

**M. Le Moignan:** M. le Président, comme mon temps est limité à 20 minutes seulement, je n'ai

pas l'intention de demander l'indulgence de cette Chambre, mais je voudrais tout de même manifester mon appréciation pour le bon désir que manifeste le gouvernement en nous proposant une loi pour assainir nos moeurs politiques, nos moeurs électorales. J'espère que le projet de loi no 2 pourra atteindre son but et qu'en même temps il pourra obtenir l'adhésion de tous les membres de cette Chambre, si le gouvernement veut bien prendre en bonne note les diverses modifications qui seront suggérées par les membres de l'Opposition.

Évidemment, le ministre d'État à la réforme parlementaire a certainement étudié son projet de loi. Il l'a tellement bien étudié qu'il nous en a donné une réimpression. Comme certains l'ont mentionné hier soir, nous savons que le gouvernement est très pressé, qu'il a mis beaucoup de temps et d'insistance sur le projet de loi no 1 et sur le projet de loi no 2. Nous savons aussi qu'il y a d'autres projets de loi qui pressent, d'autres qui sont là, dans le "frigidaire", et qui attendent leur jour aussi pour se manifester. Comme la réforme électorale est aussi un sujet de première importance, nous sommes bien d'accord que le gouvernement doit faire son possible pour mettre fin aux caisses électorales occultes qui, d'après ce qu'on peut retenir un peu partout, étaient considérées comme une plaie sociale.

Pour trop de personnes dans le grand public, on dit que la politique, c'est sale, que les caisses électorales sont malhonnêtes, qu'on achète les votes des gens. Je crois qu'il est temps de redorer un peu le blason de nos partis politiques afin que les gens n'y voient pas seulement ce côté, quelque chose de malhonnête et quelque chose de croche, avec cette idée que les partis politiques, grâce aux caisses secrètes, peuvent accumuler des centaines de milliers, sinon des millions de dollars parfois pour être en état d'organiser une corruption électorale et ainsi de mieux acheter les votes des électeurs.

Je crois qu'à ce moment-là c'est une insulte un peu pour les Québécois et je crois qu'il est grand temps pour notre gouvernement, tenant compte aussi des efforts qui ont été faits par les gouvernements antérieurs, de nous apporter une loi qui sera à l'abri de tout soupçon, une loi qui inspirera confiance. Pour en arriver à une telle loi, c'est un peu, j'imagine, l'ambition du gouvernement de prendre son temps, de présenter quelque chose d'acceptable, une loi qui aura l'assentiment de tous et une loi qui, en même temps, permettra au gouvernement, lors des élections futures, de se présenter devant le peuple avec la satisfaction d'avoir apporté un remède à une situation de fait qu'il doit changer.

Hâtez-vous lentement, et sans perdre courage, cent fois sur le métier remettez votre ouvrage!

Alors, c'est dans ce sens, peut-être, que le député de Nicolet-Yamaska a demandé, hier soir, au gouvernement d'agir avec beaucoup de lenteur, de prendre son temps et, surtout, d'examiner les suggestions qui seront faites afin de donner au

gouvernement cette chance unique de nous donner la loi que nous désirons tous.

Maintenant, il est des points sur lesquels les partis de l'Opposition, et ils l'ont manifesté hier soir, ne sont pas totalement d'accord. Quand on parle des contributions de \$100 et plus, quand on parle de la divulgation des noms, je crois que ceci a pour but de mettre en lumière le jeu qui se jouera dans les caisses électorales. Je sais très bien que certaines personnes auront une certaine répugnance à ce que leur nom soit dévoilé. Il y a encore des gens qui croient que le fait d'avoir leur nom au su et au vu du gouvernement, quelle que soit leur allégeance politique, pourra peut-être leur nuire dans leur position ou, encore, ils se verraient peut-être brimés dans leur liberté.

M. le Président, il est deux points que l'Union Nationale a notés de façon très particulière. Quand on parle des personnes physiques, dans l'idée du gouvernement, il s'agit d'être un électeur pour pouvoir contribuer à une caisse électorale. Cela devient alors la négation des autres groupes de personnes qui se sentent atteintes dans leur liberté d'expression. Et, ici, nous parlons de personnes physiques et nous voulons exclure les jeunes en bas de 18 ans, ces jeunes qui, déjà, s'intéressent à la chose publique, des jeunes qui, dans certains cas, sont en état de contribuer même, si leur modeste offrande leur permet, tout de même, de prendre un intérêt actif à la chose du gouvernement.

Nous savons aussi qu'il y a des citoyens qui ne sont pas Canadiens, mais qui demeurent ici, dans le Québec, et qui seraient peut-être intéressés aussi à apporter leur offrande, leur contribution, selon le degré d'intérêt qu'ils manifestent à l'un ou l'autre de nos partis politiques.

Si nous regardons les personnes morales, on a fixé le plafond à \$3000. Je crois que ceci est très juste, et quel que soit le montant fixé, comme on l'a dit hier soir, on peut oublier les multinationales. Mais, si on regarde autour de nous, dans chacun de nos comtés, il y a certes des intérêts très particuliers, et si on interdit aux personnes morales comme telles de contribuer à la caisse électorale, reste que le président de l'une ou l'autre de ces compagnies peut toujours, à titre très personnel, apporter sa contribution au parti de son choix. Un autre officier peut-être du conseil d'administration pourrait faire de même. Alors le gouvernement aurait peut-être beaucoup de difficultés à réaliser un contrôle suffisant sur les finances des partis.

Nous savons, par expérience, qu'il y aura toujours des portes de sortie. Cette loi devrait prévoir ce qu'on appelle le coulage afin que la plus grande honnêteté puisse s'organiser à tous les niveaux des partis politiques. M. le Président, le but de la loi, c'est de voir à ce que les sources de revenus soient connues pour mettre fin à ce caractère secret. Si nous acceptons la divulgation des noms des donateurs, je crois qu'il est bien normal qu'une telle chose se fasse.

Il y a un autre motif peut-être plus important

et qui fait que le projet de loi va à l'encontre de la tradition d'unité législative qui constitue notre droit électoral du passé. Nous sommes en train de disséquer, pièce par pièce, la loi électorale, et c'est dangereux.

Nous avons écouté, hier soir, l'opinion émise par M. Hamel, directeur général des élections à Ottawa et qui nous a donné justement son expérience sur les dangers qui peuvent nous menacer avec le projet de loi no 2 qui nous est soumis en ce moment. Quand on mentionne dans ce projet de loi que le directeur général du financement deviendrait une créature du gouvernement, il y a le danger alors d'en faire une affaire politique. On sait que si le directeur général du financement relève d'un ministre, il devient donc partisan. Il devient donc mêlé à la politique du parti. C'est ce point précis qui est à craindre dans le projet de loi que l'on veut nous proposer.

Si l'on veut créer la plus grande impartialité, on devrait retenir cette suggestion: que ce directeur des finances soit nommé par l'Assemblée nationale. Il y a un ou deux mémoires soumis à la commission de la langue qui ont fait la même suggestion quant au directeur de l'Office de la langue française. Je crois que ce qui est bon dans un cas peut l'être aussi en ce qui concerne cette question de la réforme électorale et du financement des partis politiques. Ce seraient la notion et la cohésion de notre droit électoral. On n'admet pas, contrairement à ce qui existe, depuis déjà plusieurs années, que l'on introduise en principe une législation déléguée sous forme de directive auxquelles sont attachées des sanctions pouvant aller de \$1000 à \$25 000. Et non plus, contrairement à la Loi électorale qui a fait ses preuves concernant son efficacité, on comprend mal que l'on n'incorpore pas dans le projet de loi no 2 toutes les formules que requiert son application comme dans l'ancienne loi.

De plus, M. le Président, contrairement à ce qui existe dans la Loi électorale, sous sa forme actuelle, on désigne ce ministre responsable dont je viens justement de vous parler. Ceci est carrément inacceptable. La raison en est une de principe. Ceci est très important et doit faire réfléchir le gouvernement sur ce point.

Je voudrais reprendre l'argumentation de mon collègue de Nicolet-Yamaska qui nous déclarait à ce propos, hier soir, en cette même Chambre: "La raison est simple, l'intégrité du processus électoral, son bon fonctionnement sous tous ces aspects est intimement lié à l'élection de ses membres. Or, nul ne peut nier que le financement des partis politiques, des rangs desquels sont élus la très grande majorité des membres de l'Assemblée nationale, constitue une partie intégrante du processus électoral".

Si on veut continuer dans la même veine, en prenant une autre citation de mon collègue, je voudrais encore la citer, puisqu'elle résume très bien la position de notre parti et est de nature à éclairer le législateur, face à ce projet de loi: "Nous croyons sincèrement que le respect de l'Assemblée nationale, si les auteurs du projet en

avaient été imbus, aurait dû suffire pour imposer la préparation d'une loi complète qui, à l'exemple de la Loi électorale, se passe totalement de l'autorité d'un ministre responsable, du concept de la législation déléguée et incorpore également toutes les formules qui requièrent son application. D'ailleurs, c'est à juste titre que celles-ci sont absentes de la Loi électorale. La souveraineté de l'Assemblée nationale ne pouvant souffrir pareil empiètement, en ce qui concerne l'élection de ses membres".

Ce n'est pas par mesquinerie politique, comme le laissait entendre, hier soir, le député de Saint-Jacques, qu'on ne veut pas assainir les finances politiques au Québec, que l'Union Nationale s'opposerait à ce projet de loi no 2 uniquement parce qu'on veut le rendre trop public, qu'on veut en interdire l'accès à ces caisses occultes.

Bien au contraire, l'Union Nationale a un règlement de finance des plus modernes et des plus démocratiques qui soient. Ce règlement fut adopté par le conseil exécutif national du parti en février 1977, avant même le dépôt de la loi 2 et il a été rendu public à ce moment-là.

Nous sommes prêts à participer, comme il se doit, à un meilleur contrôle du financement des partis politiques, et cela dans l'intérêt du public, mais nous ne sommes pas prêts à le faire à n'importe quelle condition. L'Union Nationale entend respecter les traditions de notre processus électoral québécois.

Je voudrais m'inspirer, une fois de plus, de la conclusion de mon collègue de Nicolet-Yamaska puisque je la considère tellement importante, à ce point qu'elle reprend, une fois de plus, les discussions que nous avons tenues à propos du projet de loi et, qui, en même temps, sont résumées ici de façon à apporter un éclairage plus grand à cette lumière que nous aimerions tous ensemble découvrir pour poursuivre l'étude du projet.

Nous recommandons au ministre:

1) de surseoir, pour le moment, à l'étude de ce projet de loi;

2) dans un délai raisonnable, d'intégrer toute cette question de financement des partis politiques dans une réforme globale de notre Loi électorale en vue de doter le Québec d'un véritable code électoral et non d'une législation à la pièce; un véritable code électoral qui respecterait nos traditions en ce domaine et introduirait dans nos mœurs politiques, avec logique et concision, les innovations qui s'imposent en ce moment de notre histoire.

Merci beaucoup, M. le Président.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le député de Verdun.

**M. Lucien Caron**

**M. Caron:** Je veux aujourd'hui participer à ce débat concernant le problème des finances politiques au Québec. Il s'agit là, en effet, d'une question éminemment importante puisqu'elle touche au cœur même du fonctionnement de notre pro-



cessus démocratique. Je pense bien que tous les membres de cette Chambre seront d'accord pour reconnaître que dans notre monde moderne les partis politiques ont un rôle de premier plan à jouer et que pour ce faire ils doivent disposer d'un ensemble de conditions favorables. Parmi ces conditions, sans doute la plus importante, est-elle la reconnaissance formelle des grandes libertés démocratiques de la société: liberté d'opinion et liberté d'association. Il doit, en effet, être clairement reconnu à chaque citoyen, comme à chaque groupe de citoyens, le droit de se regrouper pour défendre et promouvoir les idées qui leur sont chères. Ces droits ont d'ailleurs été formellement reconnus par cette Assemblée lorsque, récemment, elle était appelée à voter la loi sur les droits et les libertés de la personne.

Il ne suffit pas, cependant, de simplement se contenter de reconnaître formellement des droits aussi fondamentaux que ceux qui touchent à la liberté d'expression et d'association. Il faut encore et peut-être surtout que les citoyens aient très concrètement les moyens d'exercer ces libertés que notre constitution tout autant que nos lois, leur reconnaissent; parmi ces moyens, sans aucun doute figure l'existence de partis politiques reconnus et qui peuvent exercer librement leur activité dans notre société.

Le projet de loi que nous étudions présentement vise précisément à reconnaître la valeur et l'importance du rôle des partis politiques dans la société, dans la mesure où ce que cherche à faire ce projet de loi, c'est essentiellement de fournir aux partis politiques les moyens financiers de jouer ce rôle.

Beaucoup de choses ont été dites, M. le Président, sur la question du financement des partis politiques. On a, en cette Chambre comme ailleurs, entendu à cet égard toutes sortes de propos. Il importe peut-être, aujourd'hui, d'affirmer simplement une chose qui est évidente, c'est que les partis politiques doivent pouvoir réunir des sommes d'argent considérables pour simplement assumer leurs responsabilités sur le plan de l'éducation civique des citoyens et de leur information, tout autant que sur celui des activités proprement électorales des partis politiques.

Le présent gouvernement s'imagine très souvent que le monde a commencé avec son arrivée au pouvoir. Nos honorables amis d'en face, M. le Président, ont la conviction bien naïve et extrêmement prétentieuse d'avoir, à propos de tout et de rien, le monopole de la vertu et de la vérité.

En présentant le projet de loi que nous étudions, loin d'avoir, pour ainsi dire, découvert le Pérou, le présent gouvernement ne fait que donner suite à une mesure que s'appropriait à prendre l'ancien gouvernement, l'automne dernier. En effet, au mois de janvier dernier, le chef de notre parti, le député de Bonaventure, a rendu public le texte d'un projet de loi sur le financement des partis politiques, qui était pratiquement complété par les légistes du gouvernement. Cette mesure s'inscrivait dans le cadre de la réforme de notre système électoral que le Parti libéral du Québec

menait depuis 1970. Nous n'avions peut-être pas de superministre d'État à la réforme parlementaire, comme l'est devenu le député de Maison-neuve. Nous n'en étions pas moins convaincus de la nécessité de moderniser notre système électoral. Ainsi, par exemple, n'est-il pas inutile de rappeler à cette Assemblée que c'est le Parti libéral du Québec qui a mis en route le dossier de la réforme électorale: Abolition du caractère protégé de certaines circonscriptions électorales, création de la commission indépendante de révision des délimitations des circonscriptions électorales, refonte complète de la carte électorale, constitution de listes électorales permanentes et d'un système annuel de révision de listes, etc.

Dans le domaine spécifique des revenus et dépenses électorales, c'est encore le Parti libéral du Québec qui a innové, et cela dès 1962, lorsque le gouvernement de M. Lesage a fait adopter la loi qui reconnaissait le principe de la contribution de l'État aux dépenses des candidats et qui imposait une limite et un contrôle sévère des dépenses électorales des partis politiques et des candidats.

De la même manière, sous le gouvernement Bourassa, cette Assemblée a été appelée à voter une importante loi mettant à la disposition des partis politiques des sommes extrêmement importantes pour leur permettre d'assumer leurs responsabilités. Il s'agit, je crois, d'un montant de \$400 000.

De même, on a cherché à diminuer les besoins financiers des partis politiques en période électorale, en réduisant considérablement la période électorale, et comme je l'indiquais tantôt, l'ancien gouvernement était sur le point de faire adopter par cette Assemblée une loi sur le problème crucial du financement des partis politiques.

Quels étaient donc, M. le Président, les principes de cette loi? Ils étaient fondamentalement au nombre de trois. Les trois mêmes que nous retrouvons dans le présent projet de loi du gouvernement.

Premièrement, imposition de limites aux montants qui peuvent être souscrits à un candidat ou à un parti politique. Deuxièmement, établissement de mécanismes efficaces de surveillance et de contrôle des finances politiques. Troisièmement, divulgation au-dessus d'un certain seuil du nom des souscripteurs. Toutes choses, M. le Président, que nous retrouvons dans le projet de loi du présent gouvernement. Comme quoi, dans ce domaine comme dans les autres, le monde a commencé bien avant l'arrivée du parti séparatiste au pouvoir.

Le superministre d'État à la réforme parlementaire a une réputation bien établie d'être un peu beaucoup improvisateur sur les bords. On voit ce que cela donne, aujourd'hui, la planification de nos travaux parlementaires, en regard de ce que ce superministre nous disait devoir faire. Dans le domaine de la législation proprement dite, l'improvisation de notre superministre ne lui a pas trop porté chance non plus. Il lui a fallu refaire complètement son projet de loi et il a dû, sous la

pression de l'Opposition libérale, soumettre son projet à la Commission des droits de la personne qui lui a servi l'avis que l'on connaît.

Le superministre n'a pas eu d'autre choix que de jouer le rôle de bon petit démocrate qui admet s'être trompé — il l'a admis cet après-midi — et qui dit vouloir corriger ses erreurs.

**M. Burns:** Est-ce que le député de Verdun peut me permettre de lui dire...

**M. Caron:** Certainement.

**M. Burns:** ...que s'il veut me donner ces superqualificatifs, qu'il me les donne au moins comme superministre, même si je ne suis pas d'accord avec son appréciation. C'est une brève remarque que je fais au député de Verdun.

**M. Caron:** Je sais que le ministre n'est pas d'accord avec moi, mais je ne suis pas d'accord avec le ministre. On va continuer de la façon qu'on faisait.

**M. Marchand:** Superministre.

**M. Caron:** On voit ce que donne aujourd'hui la planification de nos travaux parlementaires en regard de ce que le superministre nous disait devoir faire. Dans le domaine de la législation proprement dite, l'improvisation de notre superministre ne lui a pas trop porté chance non plus. Il a fallu refaire complètement son projet de loi. Il a dû, sous la pression de l'Opposition libérale... Le superministre n'a pas eu d'autre choix que de jouer le rôle de bon petit démocrate qui admet s'être trompé.

Autant, sur le plan des principes que j'ai indiqués tantôt, sommes-nous d'accord avec la présente démarche du gouvernement, autant conservons-nous des réserves sérieuses sur certains aspects discriminatoires que comporte toujours, hélas! le deuxième projet de notre cher superministre. Je réfère ici à cet interdiction qui est faite aux personnes morales de souscrire à un parti politique et de participer aussi à la vie politique de la collectivité. Bien sûr, ces entités juridiques n'ont pas le droit de vote. Elles ont cependant le droit et l'obligation de se soumettre aux lois de la collectivité et de payer les impôts.

Sur le plan strictement juridique, le ministre n'a aucune espèce de justification de faire ainsi la distinction qu'il fait entre les personnes morales et les personnes physiques, ce que lui a d'ailleurs rappelé la Commission des droits de la personne, personne.

Deuxièmement, notre cher ministre n'est pas non plus justifié, au plan strictement politique, de faire une telle distinction. Peut-être notre ministre veut-il éviter que les méchantes grosses compagnies qui, entre parenthèses, fournissent des emplois aux travailleurs québécois et sont à la base du progrès économique de la collectivité, peut-être notre ministre veut-il éviter que ces méchantes grosses compagnies souscrivent aux partis politiques.

Le ministre oublie un certain nombre de choses. Premièrement, son projet de loi impose des limites strictes aux montants qui peuvent être souscrits. Deuxièmement, son projet de loi impose la divulgation des noms des souscripteurs de plus de \$100. Pourquoi alors faire une pareille interdiction si ce n'est uniquement dans un but de propagande qui constitue la marque de commerce de ce gouvernement.

Il n'y a pas que nous qui formulons des réserves sérieuses sur cette interdiction que le gouvernement fait aux personnes morales de souscrire à un parti politique. La plupart des observateurs et des éditorialistes l'ont fait. La Charte des droits et libertés de la personne l'a fait et voilà qu'en fin de semaine dernière, la CSN et la CEQ dénonçaient la discrimination dont elles sont l'objet en raison de cette disposition du projet de loi de notre ministre à la réforme parlementaire.

**M. Burns:** ...électorale.

**M. Caron:** Je me dis en accord avec les principes de ce projet de loi. J'invite le ministre à reconnaître la valeur des arguments qui lui ont déjà été présentés afin d'éliminer toute espèce de caractère abusif et discriminatoire. Merci, M. le Président.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le député de Sainte-Marie.

**M. Guy Bisaillon**

**M. Bisaillon:** M. le Président, vous me permettez, au moment où on aborde l'étude en deuxième lecture de ce projet de loi no 2, d'apporter un certain nombre de considérations préalables au principe même de la loi.

Je voudrais d'abord attirer l'attention des membres de l'Assemblée nationale sur la démarche qui a été suivie dans l'élaboration même du projet de loi. S'il est important d'expliquer encore une fois la démarche qui a été suivie, c'est que cette démarche est la marque même des principes qui sont inclus dans la loi.

On se souviendra que, lorsque le ministre d'État à la réforme parlementaire a reçu un mandat du Conseil des ministres pour rédiger un projet de loi devant régir le financement des partis politiques, il s'est d'abord et avant tout adressé à chacun des partis de l'Opposition pour leur demander non seulement au départ leur opinion, mais leur collaboration dans l'élaboration même du projet de loi. C'est ainsi que des membres de l'Opposition officielle — entre autres le député de Laval, un représentant de l'Union Nationale, le député de Mégantic-Compton — ont accompagné le ministre d'État à la réforme parlementaire dans un voyage d'étude où on est allé examiner sur place d'autres lois de même type dans d'autres pays et provinces du Canada.

Ce travail, qui a été fait en équipe par les représentants des Oppositions et du parti ministériel, a conduit à un premier mémoire qui a été présenté au Conseil des ministres et, par la suite, à un

premier jet du projet de loi no 2. Suite à la présentation ou au dépôt du premier texte du projet de loi no 2, il faudrait aussi se rappeler qu'il y a eu une commission parlementaire pour étudier le détail du projet de loi et pour entendre les mémoires présentés par les groupes ou les individus qui voulaient se présenter.

Bien sûr, le projet de loi no 2 n'a pas attiré autant de mémoires ou un nombre aussi imposant de mémoires que pour la loi no 1, mais il faudrait peut-être voir là le signe que la population était peut-être plus vastement favorable au projet de loi no 2. Elle l'attendait peut-être depuis plus longtemps que le projet de loi no 1.

Quoi qu'il en soit, le projet de loi no 2 a été étudié. On a reçu des mémoires. On a aussi reçu, à cette occasion, des commentaires, des suggestions de l'Opposition. Si je reprenais les paroles mêmes du député de Laval, dans son intervention sur le projet de loi no 2, on retrouverait dans le texte même de son intervention la reconnaissance que le ministre d'État à la réforme parlementaire a accepté de recevoir les suggestions ou un certain nombre de suggestions qui lui avaient été faites par l'Opposition officielle ou par l'Union Nationale, ou encore par les deux autres députés représentant les deux autres partis à l'Assemblée nationale.

Ces suggestions ont été utilisées lors de la réimpression du projet de loi que nous avons devant nous. Ce n'est donc pas seul et en vase clos que le projet de loi no 2 s'est construit. Cela n'a donc pas jailli de nulle part. Lorsqu'on pense vouloir réduire la portée du projet de loi no 2 en indiquant qu'il se présente à la suite d'une vaste réforme qui s'étend sur quinze ans, nous sommes d'accord avec cela. Nous n'avons jamais voulu présenter quelque chose qui soit tout à fait différent, qui fasse fi de tout ce qui s'est fait dans le passé.

Cependant, nous avons voulu profiter de tout ce qui a été fait dans le passé, continuer sur la lancée, mais ajouter à l'intérieur du projet de loi actuel les éléments qui pouvaient manquer dans les lois passées. Je pense que quand on pourra étudier le projet de loi en détail, quand on sera rendu à l'étape ultérieure, on pourra reconnaître au moins ceci: le projet de loi no 2, actuellement, a recueilli non seulement chacune des suggestions des partis d'Opposition, mais a aussi tenu compte des expériences vécues à l'extérieur.

Le député de Laval, dans son intervention, comme je le disais, a remarqué que le gouvernement avait fait attention aux Oppositions. Il déclare, et je pense que cela serait intéressant de le souligner: "Il ne faudrait pas penser que le gouvernement d'en face est le plus grand révolutionnaire. Il y vient, finalement." On est heureux que le député de Laval reconnaisse que tout ce qu'on veut faire n'est pas de présenter quelque chose qui va chambarder tout ce qui a existé. Ce qu'on veut, c'est mettre enfin et une fois pour toutes de l'ordre dans le financement des partis politiques. Ce qu'on veut enfin, et une fois pour toutes, c'est répondre à un vœu populaire qui demande, qui

exige de chacun des gouvernements, qui exige tellement des gouvernements que le gouvernement qui nous a précédés avant d'être élu, à la veille de son élection en avril 1970, avait déjà pris cet engagement par la voix de celui qui allait être le premier ministre, M. Bourassa, de veiller à légiférer sur le financement des partis politiques.

Cette pièce législative, il aura fallu sept ans pour qu'elle se réalise. Nous espérons que ce sera de concert avec chacun des partis de l'Opposition que la loi no 2 sera votée, mais nous pensons aussi que chacun des objectifs contenus dans cette loi est souhaité actuellement par la population du Québec. C'était, je pense, un préalable essentiel à la compréhension des principes mêmes du projet de loi no 2. On ne peut faire une démarche aussi large, aussi ouverte sans que cela se reflète dans le texte même de la loi, dans les orientations mêmes de la loi.

C'est donc l'état d'esprit qu'avait le gouvernement lorsqu'il a décidé de rédiger le projet de loi no 2. J'ai mentionné tantôt que cela répondait à un vœu populaire, et ce vœu populaire a déjà subi les feux de la rampe. Effectivement, il y a un ou des partis politiques au Québec qui ont déjà tenté l'expérience du financement populaire, du financement démocratique sans faire appel aux personnes morales. Il y a déjà des partis politiques au Québec qui ont passé par ce cheminement. C'est, je pense, à partir de ce cheminement que la population du Québec souhaitait que l'actuel gouvernement règle de façon définitive le problème du financement des partis politiques.

Évidemment, on recevra un certain nombre d'objections. Même si, à la suite de la réimpression, les partis d'Opposition, et en particulier, je pense, le député de Laval, ont reconnu que le deuxième texte du projet de loi, la réimpression renfermait un certain nombre d'améliorations, on recevra encore un certain nombre d'objections.

Je pense, M. le Président, qu'il ne serait pas inutile de prendre ces objections une à une et de tenter de les examiner. La principale objection qu'on entend et qui semble être la plus fréquente, c'est celle qui indique que les personnes morales seront placées devant l'interdiction de contribuer aux partis politiques.

Cela correspond à un des objectifs du projet de loi, c'est-à-dire permettre aux seuls électeurs de contribuer au financement des partis politiques. Certains membres de l'Opposition voudraient qu'on se contente d'appliquer les mêmes règles partout. Autrement dit, si pour un citoyen, pour un électeur, on accepte de fixer un maximum de contribution, on accepte de divulguer cette contribution, de la rendre publique, l'Opposition dit: Pourquoi ne pas appliquer les mêmes règles aux personnes morales et pourquoi n'aurions-nous pas l'assurance qu'en appliquant ces mêmes règles on arriverait au même résultat, c'est-à-dire un financement démocratique à l'abri de la manipulation et des pressions indues sur les partis politiques?

Je reprends, à ce moment-ci, une partie de l'intervention du député de Laval: "Il n'y a pas de

péché à ce qu'une société ou une compagnie puissent, dans les limites de la loi, contribuer aux partis politiques. Elles le font par conviction, pas toujours par intérêt". Le "pas toujours", je pense, était révélateur. Il reconnaît implicitement le fait; il peut arriver que des compagnies, que des personnes morales, que des syndicats, que des coopératives aient, effectivement, des intérêts particuliers, privés, à contribuer au financement des partis politiques. Je continue, M. le Président, la citation: "Ces personnes morales, entreprises ou autres, ont le droit d'avoir des convictions et elles peuvent être en faveur d'un régime social, etc."

Je voudrais, M. le Président, à ce stade-ci, fournir l'exemple que le député de Laval et le député de Mégantic-Compton ont pu vérifier avec moi lorsque nous nous sommes rendus en Californie et que les personnes habilitées à régler, à diriger, à contrôler le financement des partis politiques dans l'État de la Californie nous ont présenté l'ensemble des dons qui avaient été faits à la période électorale qui précédait notre voyage en Californie. Le député de Laval se souviendra sûrement qu'une compagnie entre autres — je ne voudrais pas, M. le Président, la nommer; ce n'est pas, je pense, d'intérêt public au Québec, mais nous avons pu le vérifier — avait fourni à un parti politique la somme de \$450 000. En même temps, on pouvait constater qu'elle avait aussi fourni aux deux autres partis politiques et à leurs candidats une somme d'environ \$100 000.

On pourrait peut-être se poser la question, M. le Président: Comment se fait-il qu'une compagnie puisse en arriver à être placée dans les circonstances où elle va fournir \$450 000 à un parti, \$100 000 à un autre et \$100 000 au troisième? L'explication, M. le Président, nous avait été fournie et le député de Laval était présent au moment où nous avons reçu ces explications. Le parti qui était au pouvoir voulait faire adopter une loi — pour autant que je me souviens, c'était sur l'environnement — et la compagnie a fourni \$450 000 au parti qui s'opposait, évidemment, à la loi sur l'environnement.

Certains pourraient dire: Jusque-là, tout est normal. Là où on peut se poser des questions, c'est pourquoi, alors, \$100 000 au parti qui veut faire adopter la loi et pourquoi \$100 000 aux tiers partis? Pourquoi? Sinon en se disant: Je mets le paquet sur un parti. Si je gagne, tant mieux. Si je ne gagne pas, les autres partis auront au moins été financés. M. le Président, il me semble de notoriété publique que, dans le passé, des compagnies, des syndicats, des coopératives, ce qu'on appelle des personnes morales, ont eu un intérêt évident à contribuer à des partis politiques. Je vais aller plus loin. Les membres de cette Assemblée nationale sont ici pour répondre non seulement aux besoins, mais aux désirs des gens qu'ils représentent. Or, en examinant la situation que je viens de décrire, même s'il était faux de prétendre que les compagnies ont un intérêt privé ou particulier à financer les partis politiques, je vais aller plus loin en disant à chacun des députés assis dans cette Chambre:

La population pense que ce n'est pas bon que les compagnies financent les partis politiques. La population et chacun des électeurs, dans chacun de nos comtés sont convaincus que les compagnies, que les personnes morales financent les partis politiques uniquement pour mieux les contrôler, pour leur lier les mains.

Ne s'agirait-il que de cet argument, ne serait-ce que pour satisfaire et contenter nos électeurs, ne serait-ce que pour admettre que chacun des citoyens du Québec peut avoir raison, on devrait souscrire à ce qui est dans le projet de loi actuel et faire en sorte que seuls les électeurs puissent contribuer au financement des partis politiques.

D'autres arguments, M. le Président, pourront nous être apportés quant aux personnes morales. Je pense que, finalement, le seul argument valable, c'est que cette loi qui regroupe un ensemble de lois passées, qui les regroupe dans un projet de loi unique, ce projet de loi no 2 fait en sorte non seulement de remettre à l'électeur le contrôle des partis politiques, mais fait en sorte aussi que cette direction générale qui va contrôler le financement des partis politiques puisse participer à des campagnes d'information aux citoyens, puisse rendre accessible l'information. Qu'est-ce que chacun des partis présents dans cette Chambre souhaite plus que d'intéresser de plus en plus chacun des citoyens au fonctionnement des partis politiques de façon particulière, et à la politique de façon plus générale?

Il me semble qu'on a tous les éléments, dans ce projet de loi, pour répondre enfin aux besoins de la population. Je répète: permettre aux seuls électeurs de contribuer au financement des partis politiques, assurer le contrôle de ce financement par la divulgation des revenus et déboursés des partis politiques, encourager des contributions modestes et diversifiées.

Sans vouloir entrer dans le détail du projet de loi, je voudrais juste rappeler la partie qui, selon moi, est importante, si on veut encourager des contributions modestes et diversifiées, la partie de ce projet de loi qui permet enfin un remboursement aux citoyens qui acceptent de contribuer à un parti politique. Je pense que c'est essentiel qu'on traite de ce projet de loi non seulement en pensant au parti qui est actuellement au pouvoir, mais en pensant à celui qui pourrait l'être dans 25 ans, en se disant que, demain matin, n'importe lequel des partis politiques dans cette Chambre, et n'importe lequel des partis politiques qui n'est pas dans cette Chambre peut arriver au pouvoir au Québec et que nous devons assurer que chacun des partis politiques qui prendra le pouvoir dans le Québec aura les mains libres, les mains non liées. Susciter la collaboration des partis politiques, c'est un objectif majeur de ce projet de loi.

Évidemment, on pourra critiquer dans le détail, que l'espèce de commission consultative n'est pas tout à fait complétée, que les modalités d'application ne sont pas tout à fait définies. Mais je peux vous dire que, dans chacun des autres pays et que dans chacune des autres provinces où on a appliqué le principe de la commission consulta-

tive, c'est au fonctionnement que les règles de fonctionnement se sont développées. C'est à la pratique et dans le quotidien que les partis politiques ont finalement fait un consensus sur la façon d'appliquer les lois du financement politique.

M. le Président, je pense qu'il est aussi possible au Québec, si cela se fait à l'extérieur, d'obtenir la participation et la collaboration des partis politiques afin de faire évoluer la loi, de la faire appliquer dans le sens des intérêts de chacun des citoyens.

Et finalement, M. le Président, investir le directeur général du financement des partis politiques d'un double rôle de contrôle et d'information, pour que non seulement ce projet de loi puisse permettre de contrôler les finances et les gestes politiques, mais puisse, au-delà de cela, apporter l'information nécessaire à chacun des citoyens. Je pense qu'on a, avec le projet de loi no 2, tous les éléments suffisants pour répondre d'abord à un vœu populaire, deuxièmement, pour permettre à chacun des partis politiques présents en cette Chambre de travailler conjointement à l'amélioration de cette loi et à l'amélioration du financement des partis politiques et de la démocratie. Merci.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Fernand Lalonde**

**M. Lalonde:** Il me fait plaisir d'intervenir, ce soir, dans le débat concernant la deuxième lecture du projet de loi no 2. Je crois, au départ, que cette Assemblée doit accueillir avec beaucoup d'empressement ce projet de loi no 2. Cette Assemblée doit réserver un accueil positif à ce projet de loi, à cette démarche du gouvernement qui vient comme un nouveau jalon, à une étape additionnelle dans l'évolution de nos institutions politiques vers une plus grande qualité de vie démocratique.

Est-il nécessaire de rappeler les nombreuses réformes qui ont sorti le Québec électoral de la grande noirceur d'il y a une vingtaine d'années? Deux refontes de la carte électorale, la création d'une commission indépendante de révision permanente des délimitations des circonscriptions électorales, l'abolition du caractère protégé de certaines circonscriptions électorales, la limite des dépenses électorales — cette réforme a sûrement été l'une des plus importantes dans la démocratisation de notre système électoral et, plus particulièrement, pour mettre fin à l'achat des votes et à l'achat des élections dont nous avons tous été plus ou moins témoins dans notre jeunesse — le remboursement des dépenses des candidats en période électorale, la constitution de listes permanentes électorales, l'établissement d'un système annuel de révision de listes électorales, la diminution de la durée de la période électorale et, enfin, la participation importante de l'État aux dépenses d'administration des partis politiques.

Cette loi no 2, si elle subit des modifications assez importantes, dont les intervenants ont fait

part au début de ce débat, vient de nous faire franchir un autre pas dans la bonne direction. La démocratisation du financement des partis politiques est une condition nécessaire à l'obtention de cette qualité de vie démocratique que cette Assemblée recherche. Le Québec suit, en cela, l'évolution moderne des sociétés démocratiques nord-américaines. Est-il besoin, encore, de mentionner que déjà plusieurs provinces canadiennes, le gouvernement fédéral à Ottawa et plusieurs États américains ont des règles de limitation et même de divulgation des contributions aux partis politiques. Or, ce projet de loi engage le pas dans la même direction.

L'ancien gouvernement libéral avait d'ailleurs préparé la voie et avait clairement indiqué son intention de présenter un projet de loi dans ce sens, lors de l'ancien Parlement. Je suis personnellement d'avis que si le résultat des élections du 15 novembre dernier avait été différent et si l'ancien gouvernement avait été porté au pouvoir, nous étudierions probablement aujourd'hui ou durant cette session un projet de loi visant les mêmes objectifs. Ceci dit, non pas pour enlever le mérite au présent gouvernement, à qui nous devons ce projet de loi, mais quand même pour bien indiquer qu'on n'a pas inventé le monde à compter du 8 mars dernier.

La nécessité d'apporter des mesures vigoureuses dans le sens de la démocratisation des partis politiques ne doit toutefois pas jeter de la poudre aux yeux des citoyens ni des parlementaires. S'il est impératif que nous prenions maintenant, comme Assemblée nationale, des décisions claires et concrètes en vue de démocratiser le financement des partis politiques, de voir à ce que leur financement ne soit pas source de servitude à l'égard d'intérêt privé, il est aussi impératif de faire en sorte que cette démarche ne viole pas les valeurs fondamentales de notre société démocratique.

Lorsque, le 23 mars dernier, le leader parlementaire de l'Opposition officielle a souligné le conflit qu'il voyait entre la Charte des droits et libertés de la personne, entre les valeurs fondamentales de notre société démocratique et ce projet de loi, peu l'ont pris au sérieux, il prêchait dans le désert. La totalité des Québécois était en faveur d'une telle mesure sauf, peut-être, quelques exceptions aux intérêts inavoués et inavouables. Personne, au début, ne pouvait s'imaginer qu'une si bonne décision, de ce nouveau gouvernement, pouvait être entachée de quelque façon que ce soit et surtout pas entachée de défauts fondamentaux. Ce n'est qu'après avoir fait notre devoir d'Opposition, c'est-à-dire de revenir à la charge maintes fois, quitte à prendre une allure suspecte de la part des bien-pensants, que l'Opposition a réussi à réveiller les consciences politiques des Québécois et à leur faire croire que ce bon projet de loi, résultat de cette bonne décision, pouvait contenir quand même quelques dispositions mauvaises.

Il faut donc savoir gré à la Commission des droits de la personne d'avoir pris ses responsabi-

tés. Dans ce cas, elle l'a fait avec l'assentiment, même à la demande du ministre de la Justice qui avait convenu, à la suite d'une semblable demande de la part de l'Opposition officielle, de consulter cette commission. Si le ministre de la Justice, et j'ouvre une parenthèse, M. le Président, avait eu cette même ouverture d'esprit de consulter cette Commission des droits de la personne, le gouvernement et son ministre d'État au développement culturel n'auraient pas eu à perdre la face à l'endroit des Québécois lorsque la Commission des droits de la personne, malgré le refus du ministre de la Justice de la consulter — refus qu'il a exprimé à la suite d'une demande que je lui avais faite — a de son propre chef exprimé son opinion à l'égard du projet de loi no 1.

Dans ce projet de loi qui nous occupe, M. le Président, il reste que, jusqu'à maintenant, le processus démocratique en place a joué un rôle bénéfique. Tout d'abord, le gouvernement a qui il incombe de proposer des politiques qu'il veut faire adopter par cette Assemblée; ensuite, l'Opposition officielle et l'autre, qui ont éveillé l'opinion publique aux écueils, aux embûches que ce projet de loi contenait; puis, la Commission des droits de la personne, qui constitue une partie de plus en plus vitale de notre appareil d'institutions politiques, qui, sans partisanerie, a exprimé ses inquiétudes à l'égard de certaines décisions, de certains choix; enfin, le public qui a pu intervenir au niveau de la commission parlementaire.

C'est ce qui m'inspire un optimisme mesuré à l'égard de l'avenir de ce projet de loi à compter de maintenant, car malgré les amendements qui ont été apportés par le gouvernement sur la première version de ce projet, il faut avouer que rarement nous avons vu un projet de loi si mal écrit que la première version, si mal préparé. Je n'adresse pas mes reproches aux légistes du gouvernement qui ne peuvent que conseiller les ministres, surtout lorsqu'on s'adresse au président du Comité de législation, qui est le parrain de ce projet de loi, car ils n'ont quand même pas la responsabilité de la décision finale. Non, je crois que nos reproches doivent être adressés franchement et ouvertement au présent gouvernement et en particulier au ministre parrain de ce projet de loi qui m'a semblé l'avoir un peu "garroché" dans un geste inspiré peut-être par la politique, pour qu'il soit le premier projet de loi déposé en cette Chambre durant cette session. L'on voit jusqu'à quel point le manque de préparation et l'improvisation qui auront présidé à la première rédaction de ce projet de loi et qui sont responsables de sa facture inacceptable de brouillon, dans sa première version, sont des embûches graves, susceptibles de créer des effets extrêmement négatifs et dangereux dans l'évolution de notre processus législatif.

Enfin, espérons que cette première servira de leçon au gouvernement qui a dû réimprimer ou retirer, jusqu'à maintenant, ses deux projets de loi les plus importants de la session, le projet de loi no 2 et ensuite le projet de loi no 1.

M. le Président, cet appui que j'exprime sans ambages à l'égard de ce projet de loi doit quand même souffrir quelques réserves. Je me demande

dans quelle mesure cette Assemblée doit approuver l'effritement de la Loi électorale que nous retrouvons par l'effet de ce projet de loi. On a pris au moins une tranche complète de la Loi électorale pour l'injecter dans ce projet de loi. On retrouve, comme résultat, une dualité de responsabilité entre le directeur général, dont la fonction est créée par ce projet de loi, et le président des élections. Je ne sais pas dans quelle mesure le gouvernement est conscient des problèmes pratiques que cette dualité de responsabilités peut créer. Je ne sais pas dans quelle mesure le gouvernement peut prévoir, mesurer la confusion dans laquelle il peut jeter l'appareil administratif qui doit assurer l'application de ces deux lois si fondamentales, si importantes pour l'exercice de notre démocratie.

L'ambiguïté des fonctions pourra créer des situations d'erreurs où l'un ou l'autre de ces hauts fonctionnaires croira que c'est l'autre qui aurait dû agir. On a tellement prévu cette situation, M. le Président, qu'à l'article 122, quoiqu'on ne doive pas entrer dans l'étude article par article, on a même senti au niveau du gouvernement le besoin de prier ces deux personnages de se parler, d'échanger des renseignements, de se téléphoner, de s'écrire. C'est tellement évident, M. le Président, que cette dualité ne peut que créer des problèmes.

Je pense que le leader du gouvernement verra dans mes remarques simplement une invitation au gouvernement à ne pas créer de problèmes. Ce n'est pas une attitude partisane que je prends. Je pense que lui-même actuellement, ministre depuis quelques mois, et ceux qui ont pu, à un titre ou à un autre, participer à l'administration publique verront dans cette disposition une embûche, un écueil grave. J'invite le gouvernement à réfléchir encore, jusqu'au moment où on discutera de cette question à l'étude article par article, au problème qu'il peut créer, qui me semble un problème inutile. Au fond, il s'agit de savoir qui va être responsable de quoi. Lorsqu'on divise des responsabilités dans deux domaines si intimement reliés entre eux, je pense qu'on peut créer une situation d'inefficacité. Personne dans cette Assemblée ne désire justement que nos législations, en particulier la loi 2, nous mènent à cette situation.

On retrouve dans ce projet de loi un autre problème et je veux parler de l'interdiction des personnes morales à contribuer aux partis politiques. Je crois, pour ma part, que cette disposition est abusive, qu'elle est inspirée d'une conception négative et peut-être d'un certain préjugé défavorable à l'égard des sociétés, des personnes morales, enfin de tout ce qui n'est pas un individu.

On demande aux sociétés qui assurent l'emploi de centaines de milliers de Québécois de développer une conscience sociale positive à l'égard des différentes activités des Québécois, à l'égard de leur culture, à l'égard de leurs aspirations et dans le même souffle on les considère comme des proscrits politiques, des interdits électoraux. On les exile dans la catégorie des suspects politiques.

Je sais ce qu'on veut éviter. J'entendais le député de Sainte-Marie qui m'a précédé et qui a participé au voyage d'étude, ce que je n'ai pas eu la

chance ou le plaisir de faire, nous décrire cette société qui aurait fourni \$450 000. Naturellement, les chiffres nous impressionnent un peu ici au Québec. Nous avons l'habitude de jouer avec des chiffres un peu plus modestes. Quand même, en prenant cet exemple, je pense que, si c'est ce qu'on veut éviter, il serait aussi facile non seulement de limiter les dons, mais compte tenu des accrocs qu'on pourrait faire à ce moment à la Charte des droits et libertés de la personne et sous réserve des dispositions de cette charte, même la divulgation serait un frein automatique aux abus.

Ce qu'on veut éviter, c'est la servitude des partis politiques à l'égard d'intérêts privés. Je pense que là-dessus tous les Québécois ou, enfin, la très grande majorité des Québécois, ceux pour qui je parle, sont d'accord et moi aussi. Mais est-ce qu'on ne va pas un peu trop loin? Est-ce que l'individu, parce qu'il est individu et qu'il a le droit de vote, mais qui est très riche et qui a aussi des intérêts privés, pourrait naturellement contribuer dans la mesure des limites qui sont prévues à la loi?

Pourquoi l'individu aurait-il le droit de servir ses intérêts alors que la société morale, la personne morale, l'entreprise n'aurait pas le droit de le faire?

J'entendais, hier soir, les remarques du député de Roberval qui m'ont frappé parce que, lorsqu'on parle de personnes morales, tout de suite on pense à la multinationale, la grosse entreprise méchante. Combien, en nombre, avons-nous de personnes morales qui sont des petites entreprises fort modestes, qui sont imbriquées dans notre société, qui contribuent à peu près à tout ce qu'il y a de positif non seulement au point de vue économique, social, culturel même de notre société? Pourquoi les proscrire? Il faut tout simplement leur donner les mêmes limites.

Je partage l'inquiétude du gouvernement à ce propos, mais je l'invite à faire preuve de mesure, de sens réaliste en permettant aux sociétés, dans certaines limites, comme aux individus de contribuer aux partis politiques.

M. le Président, un autre problème soulevé par ce projet de loi est le désir du gouvernement de contrôler — c'est exprimé dans un article — par le biais d'un de ses ministres, les activités du directeur général, donc les activités qui sont régies par ce projet de loi. Je pense qu'il s'agit d'une erreur. J'invite encore une fois, de façon tout à fait positive, le ministre et ses collègues à bien penser aux problèmes qu'ils vont se créer, à eux-mêmes et aussi à ceux qui les suivront bientôt, en faisant relever le directeur général, dont la fonction est créée par ce projet de loi, d'un ministre. Le gouvernement devrait aller dans une autre direction. Il devrait se diriger vers l'indépendance la plus totale possible en ce qui concerne les élections, la politique partisane, parce qu'on parle de contributions aux partis politiques, de dépenses des partis politiques, on ne peut pas faire autrement qu'être dans un domaine le plus partisan qui soit.

Que le gouvernement prenne ses distances. Pourtant la voie a été toute tracée par les lois ac-

tuelles. Le président des élections, à ce que je sache, ne relève pas du ministre d'État à la réforme parlementaire. Il s'agit là d'une prudence élémentaire. Je vais peut-être employer un concept que le ministre d'État à la réforme parlementaire va retrouver dans ses souvenirs de juriste, de concept de bon père de famille. C'est un concept qui se perd, malheureusement, dans notre société moderne. Pourtant, les auteurs de notre Code civil, heureusement, l'ont perpétué dans notre Code civil qui contient tellement de valeurs, de réalisme et de références au sens des responsabilités. Il me semble qu'en bon père de famille, le ministre, actuellement, en utilisant ce concept de bon père de famille devrait faire preuve de...

**M. Burns:** À moins que je sois une bonne mère de famille.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Marguerite-Bourgeoys vous devez maintenant conclure.

**M. Lalonde:** Oui, Mme le Président, je vois à mon chronomètre qu'il ne me reste que 45 secondes.

Je pense qu'il devrait faire preuve de prudence à ce propos et écarter tout soupçon de quoi que ce soit. Ensuite, lorsqu'une prochaine élection sera lancée, personne ne pourra dire: Le ministre se représente! C'est de lui que relève le directeur général. Mettons donc cela de côté! Je fais appel au gouvernement pour qu'il prenne ses distances à ce propos.

Malgré ces défauts importants qui pourront faire l'objet d'un débat à l'étape de l'étude, article par article, de ce projet de loi, je crois que cette Assemblée doit appuyer ce projet de loi de la façon la plus positive possible, et c'est ce que je fais. Je vous remercie, Mme le Président.

**Mme le Vice-Président:** M. le ministre des Affaires culturelles.

**M. Louis O'Neill**

**M. O'Neill:** Mme le Président, parmi les principes qui sont sous-jacents à ce projet de loi, nul doute un projet de loi extrêmement important, et cela, non seulement de l'avis du gouvernement mais aussi de l'avis de l'Opposition, un des plus importants et peut-être le plus important, c'est sûrement la primauté qui est donnée à la responsabilité politique du citoyen électeur. Je voudrais centrer mes commentaires sur l'analyse de ce principe ce soir, en essayant de comparer l'importance que nous donnons aux citoyens électeurs et celle qu'on voudrait donner aux personnes morales.

Loin de moi l'idée que lorsqu'on parle de personnes morales, on désigne en soi quelque chose de douteux. Il y a, dans une société, toutes sortes de gens, de personnes morales, il y a des groupes qui participent de façon extrêmement positive à la vie sociale, en général, dans toutes sortes de do-

maines, il y en a qui participent plus particulièrement à la vie économique. En fait, lorsqu'on parle de ce droit qui est reconnu aux personnes morales, je pense que, dans la plupart des cas, on a dans la tête, le cas d'entreprises, petites ou grandes, ou de groupes qui disposent d'un pouvoir économique qui pourrait risquer d'influencer de trop près le pouvoir politique. Le fond du problème est là.

Pourquoi trouvons-nous ce principe sous-jacent dans le projet de loi, quand on y regarde de près? Il y a là un effort pour liquider un vieux passé, un passé politique dont les hommes politiques ont souffert, et cela, dans tous les partis. Je dis bien, dont les hommes politiques ont souffert, parce que je suis certain qu'on aurait pu trouver, dans tous les partis politiques, des hommes qui auraient tellement souhaité pouvoir analyser des problèmes, chercher des décisions, les appliquer, sans ressentir de façon directe ou indirecte le poids d'influence qui n'aurait pas dû s'exercer de façon aussi directe dans l'activité politique. Il s'agit donc, en fait, de liquider un vieux passé qui fait d'ailleurs planer des doutes sur la vie politique comme telle, si bien qu'on entend, dans toutes sortes de milieux, des allusions à la vie politique comme si, de soi, il s'agissait de quelque chose de douteux, d'éventuellement immoral, d'obscur, d'occulte et dont il ne conviendrait pas de s'occuper.

Le projet de loi se trouve à liquider ce vieux passé politique, aide les hommes politiques eux-mêmes à se libérer et j'ajouterais aussi qu'il contribue à libérer les personnes morales dont on parle tant. Là-dessus, je pourrais exprimer, par exemple, des commentaires qui nous ont été transmis, des commentaires qui ont peut-être été transmis à nos amis de l'Opposition, de gens qui, par exemple, travaillent dans des bureaux d'architectes, des bureaux d'ingénieurs-conseils et qui disent: Enfin, nous ne serons plus forcés de souscrire. Enfin, nous serons libres. Nous les ferons personnellement, mais ce ne sera pas lié à l'activité de notre entreprise.

Il y a donc, non seulement une libération, ici, de l'activité de l'homme politique, mais aussi une libération des personnes morales, de celles, du moins, qui souhaitent très honnêtement, très sincèrement, que nous en arrivions tous — j'ai bien dit tous — à une activité politique plus saine, plus libre, plus dégagée. Est-ce qu'il conviendrait, à ce point-ci, Mme le Président, de proposer d'ajourner ce débat? Cela vous va? Avec l'accord de l'Opposition.

**Mme le Vice-Président:** La motion de l'ajournement du débat est-elle adoptée?

**Une voix:** Adopté.

**Mme le Vice-Président:** Adopté.

**M. Lamontagne:** Pardon, Mme le Président, avant que le mini-débat commence et que vous donniez la parole au député de L'Acadie, j'aimerais savoir qui va lui répondre.

**M. Burns:** C'est moi. C'est le leader du gouvernement assisté du député de Trois-Rivières.

**M. Lamontagne:** Vous trouvez cela normal que ce soit vous qui répondiez?

**M. Burns:** Le leader du gouvernement est censé être une personne polyvalente. On va voir si c'est vrai.

**M. Lamontagne:** Le ministre de l'Éducation qui est dans la porte pourrait peut-être entrer.

**M. Burns:** S'il est prêt à être ici, c'est encore mieux. C'est beaucoup moins polyvalent, mais c'est encore plus direct.

**M. Lalonde:** On est plus limité, ce n'est pas mieux nécessairement.

**Une voix:** C'est beaucoup mieux.

**M. Lalonde:** C'est plus direct.

**Mme le Vice-Président:** Mme le député de L'Acadie a manifesté l'intention de soulever un débat en vertu de l'article 174 de notre règlement. Je tiens à préciser, comme nous le faisons habituellement, que les interventions... M. le leader du gouvernement, vous avez...

**M. Burns:** Mme le Président, avant que nous commençons le mini-débat, je veux quand même rappeler que demain matin, on avait prévu la commission des affaires municipales. Or, on m'a appris tout à l'heure que cette commission a terminé ses travaux. Je félicite les membres de cette commission. Il n'y aura donc pas de commission parlementaire demain matin. Pardon?

**M. Grenier:** Est-ce qu'elle va être remplacée par une autre commission?

**M. Burns:** Non. On va donner un repos à tout le monde, excepté aux membres du Conseil des ministres.

**M. Brochu:** Mme le Président.

**M. Lavoie:** La loi no 1 en commission?

**M. Burns:** À moins que vous ne veuillez, de consentement, faire siéger la Chambre demain matin à compter de dix heures. Je n'ai pas d'objection. Si j'ai ce consentement, je donne l'avis immédiatement que la Chambre siégera demain matin.

**M. Lavoie:** Vous pouvez vous rasseoir.

**M. Brochu:** Sur ce que le leader du gouvernement vient de dire, on avait d'ailleurs quitté l'Assemblée nationale tantôt en voyant le leader parlementaire du gouvernement dans d'excellentes dispositions, s'excusant auprès de tout le monde. Je pense que cela a bien disposé les



membres de la commission en bas. On a terminé, nous autres, en se félicitant et en se remerciant à tour de bras. Je pense que vous avez donné une bonne orientation à nos travaux. Je vous remercie aussi de ce que demain matin on n'ait pas de commission parlementaire pour pouvoir effectuer d'autres travaux.

#### Mini-débat sur la bibliothèque de la CECM

**Mme le Vice-Président:** Heureusement, M. le leader du gouvernement, que vous êtes intervenu avant le commencement du mini-débat.

J'allais dire que je n'accepterai, comme à l'habitude, aucune intervention, pas plus que je n'accepterai de questions de privilège, non plus que de questions de règlement. Le débat sera restreint à l'intervention de deux personnes, soit le député qui a décidé de soulever la question et le ministre qui devra répondre. Je répète que l'intervention sera restreinte à cinq minutes exactement et que je me lèverai au bout des cinq minutes et que l'intervention de chacune des personnes sera régie par l'heure.

**Mme Lavoie-Roux:** Mme le Président, à trois occasions au moins à l'Assemblée nationale, le problème de la survie de la bibliothèque centrale de la Commission des écoles catholiques de Montréal a été soulevé. Le problème avait également été soulevé à la commission qui a étudié les crédits du ministère des affaires culturelles et on m'avait alors assurée qu'on étudiait le problème avec la participation de tous les intéressés.

La recommandation du Conseil scolaire de l'île de Montréal à l'effet de créer une bibliothèque nationale pédagogique n'a pas été retenue par le MEQ. Je ne veux pas juger du bien-fondé des raisons qui ont été invoquées. Une autre hypothèse a été mise de l'avant par le Conseil scolaire de l'île et le ministère de l'Éducation était disposé à y donner suite, c'est-à-dire l'intégration de ladite bibliothèque à une université francophone montréalaise, de préférence l'Université du Québec à Montréal.

Pour assurer la mise en oeuvre de cette seconde hypothèse, le ministère de l'Éducation avait identifié une série d'étapes qui devaient être franchies et dont le résultat net était le démembrement de la bibliothèque en dépit des affirmations à l'effet contraire du ministre dans cette Chambre. J'aimerais référer le ministre à une lettre, en date du 20 mai, adressée au Conseil scolaire de l'île de Montréal et signée par M. Pierre Parent, directeur général de la direction des réseaux. Cette deuxième hypothèse semble également devoir être écartée.

En effet, à part le démembrement qu'elle provoquerait, le manque d'espace des différents organismes qui avaient été invités à accueillir les différents segments de cette bibliothèque, la solution de l'intégration à l'Université du Québec à Montréal semblait extrêmement coûteuse, évaluée, de l'avis même des experts, à au moins \$1 million. De plus, la dispersion de cette bibliothèque provo-

quait une sous-utilisation de cette ressource pédagogique qui a une organisation technique très à point, qui fournit un grand nombre de services introuvables ailleurs et qui possède un service de référence téléphonique et d'expédition de documents qui sont à la disposition non seulement de la population de l'île de Montréal, mais même ailleurs au Québec, et dont les services d'ailleurs, pourraient être étendus comme support pédagogique à l'ensemble du Québec.

À deux reprises, lorsque la question lui a été posée, le ministre a affirmé allègrement que ni le Conseil scolaire de Montréal, ni la CECM n'ont choisi de conserver le maintien de cette bibliothèque, parmi leurs priorités budgétaires. Le ministre, mieux que tout autre, je pense, devrait savoir que les ententes financières qui étaient accordées par le ministère de l'Éducation aux fins de cette bibliothèque ont été abolies en 1974/75 et que, depuis ce temps, la CECM qui, probablement plus que toute autre commission scolaire, a été soumise à des restrictions budgétaires très considérables, compte tenu de la diminution considérable de ses élèves — près de 80 000 en sept ans — ne peut rognier davantage sur son budget de fonctionnement pour financer cette bibliothèque. Si elle a consenti, pendant deux ans, à faire des sacrifices considérables, c'était dans l'espoir qu'en collaboration avec le ministère de l'Éducation et, probablement, le ministère des Affaires culturelles une solution pourrait être trouvée.

Le ministre de l'Éducation continuera-t-il de se cacher derrière tels arguments? C'est au Conseil scolaire de l'île de Montréal et à la CECM de décider ce qu'ils feront de leurs biens ou autres arguments de même acabit. Il est clair que la CECM ne peut continuer d'en assumer la responsabilité financière; elle ne demande pas de faveur et elle ne requiert pas d'en conserver l'administration. Elle veut que ceux qui disposent des fonds nécessaires assument leurs responsabilités, qu'on la laisse sur place, qu'on respecte un peu son personnel très spécialisé qui, depuis deux ans, est dans l'incertitude, et qu'on en confie l'administration à l'Université du Québec à Montréal. Les sommes qui y seront consacrées seront encore moindres que celles qu'on aurait consenties aux deux ou trois autres organismes auxquels le ministère de l'Éducation aurait voulu confier ce bien que le ministre lui-même a qualifié de patrimoine.

En toute objectivité, je dois dire qu'une subvention a été accordée par le MEQ pour les trois derniers mois, à la bibliothèque, et que cette subvention a été étendue pour une période de trois mois supplémentaires. De plus, elle permettrait que sa valeur, comme ressource pédagogique de qualité, soit conservée. Que représente, pour le ministère de l'Éducation, \$200 000 sur son budget global de \$3,4 milliards pour laisser à la disposition du monde de l'éducation un outil de travail d'une valeur exceptionnelle? Une fois de plus, détruirons-nous, du revers de la main, tous les efforts qui ont été consentis, le travail sérieux, consciencieux et clairvoyant des professionnels de l'éducation pendant plusieurs générations? Le laisserons-nous être détruit en une journée?

**Mme le Vice-Président:** M. le ministre, je vous demanderais, comme à Mme le député de L'Acadie, de vous en tenir aux cinq minutes que vous permet le règlement.

**M. Jacques-Yvan Morin**

**M. Morin (Sauvé):** Mme le Président, permettez-moi d'affirmer d'abord que le ministère n'a jamais souhaité, ni même encouragé la dispersion des collections de la bibliothèque centrale de la CECM. Au contraire, nous avons oeuvré pour maintenir l'intégrité de cet important soutien documentaire à la pédagogie.

Pour bien comprendre le problème actuel, il nous faut revenir en arrière à une situation qui devrait être bien connue de Mme le député de L'Acadie puisqu'elle était alors présidente de la CECM.

**Mme Lavoie-Roux:** Question de privilège.

**M. Morin (Sauvé):** Je n'ai pas encore terminé, Mme le Président. D'ailleurs j'espère que son intervention de ce soir n'a pas pour but de tenter d'effacer les traces de la responsabilité qu'elle porte elle-même dans cette affaire.

Vers 1970, le ministère de l'Éducation avait accepté de verser des subventions particulières en vue de maintenir la bibliothèque pédagogique de la CECM. Toutefois, ce financement hors-normes était temporaire et ne pouvait durer, compte tenu de la volonté du ministère de traiter toutes les commissions scolaires de la province de Québec sur le même pied.

C'est pourquoi, depuis deux ans au moins, l'un de mes prédécesseurs a informé le Conseil scolaire de l'île de Montréal que les ententes particulières prendraient fin. Il convenait, en effet, que la CECM prenne ses responsabilités, compte tenu de ses moyens, qui sont bien plus importants que ceux de la grande majorité des commissions scolaires du Québec.

C'est alors que la présidente de la CECM s'est adressé au Conseil scolaire lui demandant de trouver une solution. Le conseil s'engagea à faire des propositions au ministère dès l'année 1976/77, ce qu'il ne fit d'ailleurs pas. Le ministère dut alors, à son corps défendant, financer encore une fois le fonctionnement de la bibliothèque.

Entre-temps, un comité conjoint fut mis sur pied, à l'initiative du conseil scolaire, d'après les renseignements que je possède. En mars 1977, le conseil et la CECM mirent de l'avant deux solutions possibles, qui étaient les suivantes: premièrement, création d'une bibliothèque d'une université montréalaise, de préférence l'UQAM. Dans un cas comme dans l'autre, la CECM et le CSIM entendaient donc se départir des collections et en passer la responsabilité à d'autres.

Qu'à cela ne tienne! Le ministère de l'Éducation s'est penché sur la question avec le ministère des Affaires culturelles. Ces consultations nous ont amenés à écarter la première solution proposée par la CECM et le Conseil scolaire, le conservateur de la Bibliothèque nationale nous ayant fait valoir que toute bibliothèque spécialisée devait être localisée en un endroit où l'on puisse effec-

tuer toutes les recherches voulues. En revanche, le ministère des Affaires culturelles était disposé à classer comme "patrimoine national" quelque 200 ouvrages ou documents anciens. D'aucuns ont soutenu que l'ensemble de la bibliothèque avait été déclaré comme faisant partie du patrimoine national, mais la chose est fautive.

Le ministère de l'Éducation s'est alors tourné vers l'UQAM, qui est effectivement un centre de formation des maîtres. Nous ne voulions pas que la collection soit dispersée, mais il se révélait que celle-ci comportait des éléments d'importance très variable, dont 10 000 ouvrages et périodiques à caractère pédagogique qui pouvaient être utilisés pour fins de recherches et 40 000 ouvrages et publications d'intérêt général.

Le rôle du ministère dans cette affaire n'est pas de décider ce qu'il adviendra, mais d'aider la CECM à trouver une solution. Nous avons tenté d'agir comme amiable compositeur et de reloger la bibliothèque. Mais ceux qui étaient approchés hésitaient à accepter toutes les collections.

C'est à la lumière de ces difficultés qu'un fonctionnaire de mon ministère, M. Parent, directeur général des réseaux, a écrit le 20 mai au Conseil scolaire pour suggérer les modalités auxquelles Mme le député a fait allusion.

Mme le député prétend qu'il s'agit là d'une "décision" — elle le répétait encore l'autre jour — de disperser les collections, mais rien n'est plus faux. Nous n'avons fait que tenter de trouver et de suggérer une solution à un problème créé par le refus de la CECM d'assumer ses responsabilités financières. Cette bibliothèque, faut-il le rappeler, appartient à la CECM, et le ministère pourrait très bien lui dire tout simplement de se débrouiller. Nous ne le ferons pas, cependant, parce que nous acceptons, sans doute trop facilement, de nous substituer à ceux qui se montrent incapables de prendre leurs responsabilités.

À la décharge de la CECM, il faut cependant ajouter que cette bibliothèque est très peu fréquentée par ses professeurs, selon les statistiques recueillies par le Conseil scolaire. Aussi, le coût de la consultation par volume est-il devenu astronomique.

Sans doute la véritable place de ces collections est-elle dans une université s'occupant de la formation des maîtres. C'est la raison pour laquelle nous continuons nos démarches en ce moment même en vue de reloger les collections.

En terminant, Mme le Président, permettez-moi de répéter que le ministère n'a jamais opté pour la dispersion des ouvrages. Il continuera de faire l'impossible pour l'éviter, quoiqu'il s'agisse en dernière analyse d'une décision de la CECM qui remonte à l'époque où Mme le député de L'Acadie en était présidente. D'une certaine façon, Mme le député tente de me refiler aujourd'hui les responsabilités qu'elle a refusé de prendre à l'époque où elle exerçait d'autres fonctions publiques.

**Mme le Vice-Président:** M. le ministre. Les travaux de cette Assemblée sont ajournés à demain 15 heures

(Fin de la séance à 23 h 14)